



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC.

QUÉBEC, SAMEDI, 21 JUIN 1913.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi e jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 1765

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Québec, 18 juin 1913.

Le deuxième jour de juin mil neuf cent treize, ont été élus députés à l'Assemblée législative de la province de Québec :

Monsieur Arthur Trahan, avocat et conseil du roi, de la ville de Nicolet, pour représenter le district électoral de Nicolet ; et

Monsieur Lucien Cannon, avocat, de la cité de Québec, pour représenter le district électoral de Dorchester.

Le greffier de la couronne en chancellerie, 2545 L.-P. GEOFFRION.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du douzième jour de juin 1913, d'adjoindre à la commission de la paix pour le district de Montréal, MM. Jean Baptiste Drapeau, marchand, Charles James Smith, vice-président et gérant général de la compagnie "North Railway", de la cité de Montréal. 2531

PROVINCE OF QUEBEC.

QUEBEC, SATURDAY, 21st JUNE, 1913.

GOVERNMENT NOTICES.

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 1768

OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN IN CHANCERY.

Québec, 18th June, 1913.

On the second day of June, one thousand nine hundred and thirteen, were elected members of the Legislative Assembly of the Province of Quebec :

Mr. Arthur Trahan, of the town of Nicolet, advocate and King's Counsel, to represent the electoral division of Nicolet ; and

Mr. Lucien Cannon, of the city of Quebec, advocate, to represent the electoral division of Dorchester.

L.-P. GEOFFRION, 2546 Clerk of the Crown in Chancery.

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twelfth day of June, 1913, to associate to the commission of the peace for the district of Montreal, Messrs. Jean Baptiste Drapeau, merchant, Charles James Smith, vice-president and general manager, of the company North Railway, of the city of Montreal. 2532

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du onzième jour de juin 1913, d'adjoindre à la commission de la paix pour le :

District de Beauce.—M. W. J. Doyle, marchand, de Frampton Ouest, comté de Dorchester.

District d'Ottawa.—MM. Eugène Mackay, médecin, Davila Joseph Bonhomme, marchand, Charles Francis Raymond, orfèvre, de Papineauville, Lactance Trappier et Médéric Benoit, cultivateurs, de la paroisse de Sainte-Angélique (B. P. Papineauville), comté de Labelle.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du douzième jour de juin 1913, d'adjoindre à la commission de la paix pour le :

District de Montréal.—M. Albert Gordon Mitchell, commis, à l'emploi de la compagnie "Grand Trunk Railway System", de Verdun, comté d'Hochelega. 2559

DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE.

Québec, 17 juin 1913.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de nommer conseil en loi du Roi, par commission sous le grand sceau de la province, monsieur Wilfrid Bessette, avocat, Montréal, district de Montréal. 2557

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, de révoquer la commission pour la décision sommaire des petites causes, en date du dix-neuf mai 1904, pour la paroisse de Saint-Germain de Grantham, et de nommer par commission en date du quatre juin 1913. MM. Michel Gauthier, commerçant, Joseph Codère, père, bourgeois, Léon Narcisse Cotnoir, commerçant, Damase Larue, médecin, J. C. B. Letendre, médecin, de Saint-Germain-de-Grantham, commissaires de la dite cour.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par commission en date du seize juin 1913, d'établir une cour dans la décision sommaire des petites causes, dans la municipalité de la ville de Jonquière, comté de Chicoutimi, et de nommer MM. Amédée Bergeron, industriel, Tréflé Gauthier, cultivateur, et Emile Leblanc, marchand, de la dite ville de Jonquière, commissaires de la dite cour. 2561

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

F. LANGELIER.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes verront ou elles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } **A**TTENDU qu'en
Procureur-Général. } vertu des dispositions de l'article 3354 des statuts refondus de Québec 1909, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer des juges de paix dont la juridiction s'étend en dehors des limites territoriales assignées aux districts et comtés, aux régions éloignées de la province, bien que comprises dans ces limites ;

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the eleventh day of June, 1913, to associate to the commission of the peace for the :

District of Beauce.—Mr. W. J. Doyle, merchant, of Frampton West, county of Dorchester.

District of Ottawa.—Messrs. Eugene Mackay, physician, Davila Joseph Bonhomme, merchant, Charles Francis Raymond, watchmaker, of Papineauville, Lactance Trappier and Mederic Benoit, farmers, of the parish of Sainte Angélique (Papineauville, P. O.), county of Labelle.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the twelfth day of June, 1913, to associate to the commission of the peace for the :

District of Montreal.—Mr. Albert Gordon Mitchell clerk, in the service of the Grand Trunk Railway Company, of Verdun, county of Hochelega. 2560

PROVINCIAL SECRETARY'S DEPARTMENT.

Quebec, 17th June, 1913.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, to appoint King's Counsel, by commission under the great seal of the province, Mr Wilfrid Bessette, advocate, Montreal, district of Montreal. 2558

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR, has been pleased to revoke the commission for the commission for the summary trial of small causes, dated the nineteenth day of May, 1904, for the parish of Saint Germain-de-Grantham, and to appoint by commission dated the fourth day of June, 1913. Messrs. Michel Gauthier, trader, Joseph Codère, senior, bourgeois, Léon Narcisse Cotnoir, trader, Damase Larue, physician, J. C. B. Letendre, physician, of Saint Germain-de-Grantham, commissioners of the said court.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR, has been pleased by commission dated the sixteenth day of June, 1913, to establish a court for the summary trial of small causes, in the municipality of Jonquière, county of Chicoutimi, and to appoint Messrs. Amédée Bergeron, manufacturer, Tréflé Gauthier, farmer, and Emile Leblanc, merchant, of the said town of Jonquière, commissioners of the said court. 2562

Proclamations

Canada
Province of
Quebec.
[L. S.]

F. LANGELIER.

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } **W**HEREAS pursuant
Attorney General. } to the provisions of article 3354 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, the Lieutenant Governor in Council may appoint justices of the peace, whose jurisdiction shall extend outside the territorial limits assigned to any district or county and over such remote parts of the Province, even within a district ;

Et ATTENDU que Nous avons jugé à propos de nommer des juges de paix pour les parties non organisées des comtés de Temiscaming, Pontiac, Ottawa, Montcalm et du territoire d'Abittibi :

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement du conseil exécutif de Notre province, et conformément aux dispositions de l'article 3354 des statuts refondus de Québec, 1909, Nous avons nommé, et, par les présentes nommons Alfred Thomas Tomlison, ingénieur en chef de la compagnie "North Railway" et Gregor Lennox Mattice, ingénieur de district de la dite compagnie, Nos juges de paix, avec juridiction sur une distance n'excédant pas dix milles de chaque côté de la voie du chemin de fer "North Railway" dans les parties non organisées des comtés de Temiscaming, Pontiac, Ottawa, Montcalm et du territoire de l'Abittibi.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec, TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable sir FRANÇOIS LANGELIER, chevalier, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre cité de Québec, dans Notre dite province de Québec, ce ONZIÈME jour de JUIN, dans l'année de Notre Seigneur, mil neuf cent treize, et dans la quatrième année de Notre règne.

Par ordre,

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.

2535

Canada,
Province de }
Québec.
L. S.

F. LANGELIER

GEORGE V, par la grâce de Dieu, roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes :—

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du conseil législatif et de l'assemblée législative de la province de Québec,

SALUT !

ATTENDU que la législature de la province de Québec se trouve convoquée pour le vingt-sept mai mil neuf cent treize, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du conseil exécutif de ladite province, jugé à propos de la proroger de nouveau jusqu'au huit juillet prochain ;

A CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir en la cité de Québec le vingt-sept mai courant; vous convoquons par les présentes pour le HUIT JUILLET prochain, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais de la législature, en ladite cité de Québec.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN : Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable SIR FRANÇOIS LANGELIER, chevalier, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, ce vingtième jour de mai, l'an de grâce mil neuf cent treize, et de Notre règne le quatrième

Par ordre,

Le greffier de la couronne à la chancellerie,
Québec,

L.-P. GEOFFRION.

365

AND WHEREAS, We have deemed proper to appoint justices of the peace for the unorganized parts of the counties of Temiscaming, Pontiac, Ottawa, Montcalm and of the territory of Abittibi.

NOW KNOW YE, that by and with the advice of the Executive Council of Our Province, and pursuant to the provisions of article 3354 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, We have appointed and do hereby appoint Alfred Thomas Tomlison, chief engineer of the "North Railway Company", and Gregor Lennox Mattice, district engineer of the said company, Our justices of the peace with jurisdiction over a distance not exceeding ten miles on each side of the line of the "North Railway Company" within the unorganized parts of the counties of Temiscaming, Pontiac, Ottawa, Montcalm and of the territory of Abittibi.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS : Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Knight, Lieutenant Governor of Our province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this ELEVENTH day of JUNE, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and thirteen, and in the fourth year of Our Reign.

By order,

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

2536

Canada,
Province of }
Quebec.
[L. S.]

F. LANGELIER

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India :

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec,

GREETING.

WHEREAS the Legislature of the Province of Quebec stands prorogued to the twenty seventh May, one thousand nine hundred and thirteen, but that, for various considerations, We have, with the advice of the Executive Council of the said Province, thought fit to further prorogue it to the eighth July next ;

THEREFORE, We inform you that you are dispensed from meeting in the city of Quebec on the twenty seventh May instant, and hereby convene you for the EIGHTH of JULY next, and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the said city of Quebec.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed ;

WITNESS : Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable SIR FRANÇOIS LANGELIER, Knight, Lieutenant Governor of the said Province.

Given at Our Government House, in Quebec, this twentieth day of May, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and thirteen, and in the fourth year of Our Reign.

By command,

L. P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery
Quebec.

1366

Avis du Gouvernement

Avis est par le présent donné que "The Canadian Surety Company", de Toronto, Ont., a été enregistrée pour faire les affaires dans cette province, d'assurance en garantie le ou après le treizième jour de juin 1913.

Les nom et adresse du principal agent pour la province de Québec, sont A. F. Gault, 263, Saint-Jacques, Montréal, P. Q.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce treizième jour de juin 1913.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.

Branche des Assurances,
Département du Trésor, Québec. 2523

Avis est par le présent donné que "L'Association de Prévoyance et de Secours Mutuels des Bouchers de Montréal" a été licenciée et enregistrée comme société de secours mutuels, pourvoyant aux bénéfices à la maladie et à la mort de ses membres.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce douzième jour de juin 1913.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des Assurances, P. Q.

Branche des Assurances,
Département du Trésor, Québec. 2525

Government Notice

Notice is hereby given that "The Canadian Surety Company", of Toronto, Ont., has been registered to transact in this province, the business of guarantee insurance, on and after the thirteenth day of June, 1913.

The name and address of the chief agent is A. F. Gault, 263, Saint James street, Montreal, P. Q.

Given pursuant to article 6950, S. R. P. Q., 1909, this thirteenth day of June, 1913.

For the treasurer of the province of Quebec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec. 2524

Notice is hereby given that "L'Association de Prévoyance et de Secours Mutuels des Bouchers de Montréal" has been licensed and registered as a mutual benefit society for the purpose of providing sickness and death benefits to its members.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this twelfth day of June, 1913.

For the treasurer of the province of Quebec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,
Treasury Department, Quebec. 2526

Sommaire de l'état annuel des Compagnies d'Assurance licenciées par le Trésorier Provincial conformément à l'article 6978 Statuts Refondus de la Province de Québec, 1909.

Summary of Annual Statements of Charitable Associations licensed by the Provincial Treasurer pursuant to article 6978 Revised Statutes of Quebec, 1909.

Nom de l'Association.	Assets. — Actif.	Liabilities. — Passif.	Income. — Recettes.	Expenditures. — Déboursés.
Name of Company.				
Baron de Hersch Institute.....		\$3,967	\$18,668	\$18,601
The Charity Organization Society of Montreal :				
Fonds permanent—Permanent fund.....	\$15,247	1,011	5,947	
Fonds d'administration—Administration fund.....			6,686	7,356
Fonds spécial de secours—Special relief fund.....	217		6,047	5,489
* Le Dispensaire Gratuit de L'Enfant Jésus.....				
The Girls Cottage Industrial School.....	673		4,249	3,576
The Grace Dart Home.....	35,070	10,742	9,561	7,626
* The Hebrew Consumptive Aid Association.....				
The Irish Protestant Benevolent Society of Quebec.....	9,789		516	156
Ladies Hebrew Benevolent Society of Montreal.....	846		6,235	6,826
The Montreal Dispensary.....	45,212	10,000	4,587	4,079
The Prisoners aid Association of Montreal :				
Fonds de dotation—Endowment fund.....	950			
Comptes ordinaires—Ordinary acc.....	330		955	719
Société auxiliaire des femmes—Womens auxiliary.....	106		139	152
* The Quebec Seamens Institute.....				
Royal Edward Institute.....	98,098	2,906	13,328	14,400
Saint Andrews Society of Montreal.....	80,885	1,400	5,269	4,770
Saint Georges Society of Montreal.....	90,009	2,601	3,985	4,459
Saint Georges Society of Quebec :				
General acc.....	837		1,260	1,060
Fonds de dotation—Endowment fund.....	17,275		29	
La Société de Patronage de l'Hôpital des Tuberculeux de Québec.....	2,967		2,967	
Welcome Hall Mission.....	29,116	1,080	5,789	5,414
Total.....	\$427,627	\$33,707	\$96,217	\$84,733

* Rapport non transmis.—Statement not filed.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des Assurances, P. Q.—Superintendent of Insurance, P. Q.

Québec, 17 juin—17th June, 1913.

2542-44

Avis est par le présent donné que "Baker, Smith & Co. Inc.", autorisée à faire des opérations dans la province, a nommé par nouvelle procuration James J. O'Sullivan, de la cité de Montréal, son principal agent dans la province, dans la cité de Montréal. 2537

No 4011.12.

Québec, 17 juin 1913.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil, par arrêté en date du 12 juin courant, 1913, de détacher les lots Nos 1 à 21, inclusivement, du 4^e rang du canton Fournier; les lots Nos 1 à 33, inclusivement, des rangs 6, 7, 8 et 9, même canton, qui n'appartiennent à aucune municipalité scolaire et d'annexer tout ce territoire à la municipalité scolaire du Lac-Noir, comté de L'Islet. 2553

No 375.10.

Québec, 17 juin 1913.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil, par arrêté en date du 12 juin 1913, de détacher de la municipalité scolaire du Bas de Saint-Martin, comté de Laval, les lots Nos 301, 304, 305, 306, 307, 307a, 308, 328, ces deux derniers partie sud-est, du Ruisseau, 329, 330, 332 à 356 inclusivement, du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Martin; de la municipalité scolaire du Bas du Bord de l'Eau, partie du lot No 256 et les lots No 252, 254, 253, 248, 249, $\frac{1}{2}$ nord 247, 243, $\frac{1}{2}$ nord 244, $\frac{1}{2}$ nord 241 du dit cadastre de la paroisse de Saint-Martin, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte sous le nom de "Montée Gagnon", le reste de la municipalité scolaire du Bas de Saint-Martin devant être désigné à l'avenir sous le nom de municipalité scolaire de "Cap Saint-Martin". 2555

No 1376.12.

Québec, 17 juin 1913.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil, par arrêté en date du 12 juin 1913, de détacher de la municipalité scolaire de Dudswell, les biens fonds suivants du canton de Dudswell, dans le comté de Wolfe, portant au cadastre officiel du canton de Dudswell, les Nos 8 à 28, inclusivement des 1^{er}, 2^e, 3^e, 4^e et 5^e rangs, 6 à 13, inclusivement, du 6^e rang, 24 à 28, inclusivement, du 6^e rang, 7 à 14 du 7^e rang, 24 à 28, inclusivement, du 7^e rang, 8 à 28, inclusivement, du 8^e rang, 7 à 28 inclusivement, du 9^e rang, 6 à 28, inclusivement, du 10^e rang, 7 à 28 inclusivement du 11^e rang (de la subdivision primitive du dit canton de Dudswell), et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire distincte, pour les catholiques seulement, sous le nom de Saint-Adolphe de Dudswell. 2551

Québec, 17 juin 1913.

Avis est par le présent donné que, conformément aux dispositions du code du notariat, il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel, en date du 12 juin courant, d'accorder, en faveur de M. Louis Joseph Jodoin, notaire public, pratiquant et demeurant en la ville de Waterloo, comté de Shefford, district de Bedford, la transmission des minutes, répertoire et index de feu Joseph Misaël Bourgeois, en son vivant notaire public, pratiquant et demeurant en la ville de Waterloo, comté et district susdits. 2563

Notice is hereby given that "Baker, Smith & Co. Inc.", authorized to carry on business in this province, has, by a new power of attorney, appointed James J. O'Sullivan, of the city of Montreal, its chief agent, with its principal office in the province, in the city of Montreal. 2538

No. 2011.12.

Quebec, 17th June, 1913.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 12th June, 1913, to detach the lots Nos. 1 to 21, inclusively, of the 4th range, of the township Fournier; the lots Nos. 1 to 33, inclusively, of ranges 6, 7, 8 and 9, same township, which do not form part of any school municipality and to annex the whole of this territory to the school municipality of Lac-Noir, county of L'Islet. 2554

No. 375.10

Quebec, 17th June, 1913.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in council, has been pleased, by order dated the 12th June, 1913, to detach from the school municipality of Bas Saint Martin, county of Laval, the lots Nos. 301, 304, 305, 306, 307, 307a, 308, 328, these last two numbers south east part of the Ruisseau, 329, 330, 332 to 356 inclusively, of the official cadastre of the parish of Saint Martin, from the school municipality of Bas-du-Bord-de-l'Eau, part of lot No. 256, and the lots Nos. 252, 254, 253, 248, 249, $\frac{1}{2}$ of north 247, 243, $\frac{1}{2}$ of north 244, $\frac{1}{2}$ of north 241, of the said cadastre of the parish of Saint Martin, and to erect the whole of this territory into a separate school municipality, under the name of "Montée Gagnon", the remainder of the school municipality of Bas-de-Saint-Martin to be henceforth known under the name of school municipality of Cap Saint Martin. 2556

No. 1376.12.

Quebec, 17th June, 1913.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in council has been pleased, by order dated the 12th June, 1913, to detach from the school municipality of Dudswell, the following lots of the township of Dudswell, in the county of Wolfe, bearing on the official cadastre of the township of Dudswell, the Nos. 8 to 28, inclusively, of the 1st, 2nd, 3rd, 4th and 5th ranges, 6 to 13, inclusively, of the 6th range, 24 to 28, inclusively, of the 6th range, 7 to 14 of the 7th range, 24 to 28 inclusively, of the 7th range, 8 to 28 inclusively, of the 8th range, 7 to 28, inclusively, of the 9th range, 6 to 28, inclusively, of the 10th range, 7 to 28 inclusively of the 11th range, (of the original subdivision of the said township of Dudswell), and to erect the whole of the said territory into a separate school municipality, for catholics only, under the name of Saint Adolphe of Dudswell. 2552

Quebec, 17th June, 1913.

Notice is hereby given that in accordance with the provisions of the notarial code His Honor the Lieutenant Governor in council, has been pleased by order in council, dated the 12th June instant, to grant in favor of Mr. Louis Joseph Jodoin, notary public, practising and residing in the town of Waterloo, county of Shefford, district of Bedford, the transfer of the minutes, repertory and index of the late Joseph Misaël Bourgeois, in his lifetime notary public, practising and residing in the town of Waterloo aforesaid, county and district. 2564

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de juin 1913, constituant en corporation MM. Napoléon E. Clément, marchand, Isaïe Trudel, inspecteur, François Xavier Lacoursière, avocat, Armand Dauplaise, commis, Marie Aurélie St. Arnaud, épouse séparée de biens de N. E. Clément, dûment autorisée, tous de la cité des Trois-Rivières, dans les buts suivants :

Faire le commerce de provisions, grains, foin et généralement le commerce de tous les produits de la ferme ;

Faire le commerce d'épicerie en général et de tous les effets de commerce compris dans l'épicerie ;

Faire le commerce en gros et en détail du beurre, fromage, du lait, de la crème sous toutes ses formes ;

Faire le commerce de fournitures pour les beurrieres, fromageries et importer, acheter et vendre tous les articles s'y rapportant ;

Faire le commerce et prendre des agences de machineries pour beurrieres et fromageries, moulins et manufactures en général ;

Acheter et vendre des marques de commerce et des brevets d'invention ;

Acheter, vendre et changer toutes propriétés mobilières et immobilières ;

Faire le commerce d'immeubles en général ;

Prendre des agences pour le commerce de grain, provisions, épicerie, beurre, fromage, fournitures de beurrieres et de fromagerie en général et en établir ;

S'alimenter avec toutes autres compagnies ayant les mêmes objets que ceux de cette compagnie ;

Acheter des actions d'autres compagnies et les vendre ;

Vendre des actions à d'autres compagnies et les racheter ;

Emprunter des capitaux par billets, obligations, hypothèques, débetures ou sur toutes autres garanties convenables ;

Augmenter le montant du capital social, sous le nom de "N. E. Clément & Cie, Limitée", avec un capital de quarante-neuf mille cinq cents piastres (\$49,500.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-quinze (495) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Trois-Rivières.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de juin 1913.

C. J. SIMARD,

2547 Assistant-Secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de juin 1913, constituant en corporation MM. Henry Judah Trihey, avocat, Peter Bercovitch, avocat et conseil en loi du roi, William Patrick Kearney, avocat, Ernest Lafontaine, avocat, Patrick Mullin, fils, comptable, tous de Montréal, dans les buts suivants :

Exercer l'industrie de manufacturiers, d'exportateurs, importateurs et de commerçants de produits chimiques, manufacturer, acheter, ven-

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twelfth day of June, 1913, incorporating Messrs. Napoléon E. Clément, merchant, Isaïe Trudel, inspector, François Xavier Lacoursière, advocate, Armand Dauplaise, clerk, Marie Aurélie St. Arnaud, wife separated as to property of N. E. Clément, duly authorized, all of the city of Three Rivers, for the following purposes :

To deal in provisions, grain, hay and all the products of the farm generally ;

To deal generally in groceries and every thing in connection with the grocery business ;

To deal wholesale and retail in butter, cheese, milk, cream, under all forms ;

To deal in supplies for butter and cheese factories and import, purchase and sell any articles in connection therewith ;

To deal in and take agencies for the machinery of butter and cheese factories, mills and factories generally ;

To purchase and sell trade marks and patents of invention ;

To purchase, sell and exchange any moveable and immoveable property ;

To carry on the real estate business generally ;

To take agencies for grain, provisions, groceries, butter, cheese, supplies for butter and cheese factories generally and establish same ;

To amalgamate with any other companies having the same objects as those of the company ;

To purchase the shares of other companies and sell same ;

To sell shares to other companies and redeem same ;

To borrow capital on notes, bonds, hypothecs, debentures or on any other suitable securities ;

To increase the amount of the capital stock, under the name of "N. E. Clément & Cie, Limitée", with a capital of forty nine thousand five hundred dollars (\$49,500.00), divided into four hundred and ninety five (495) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be at Three Rivers.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of June, 1913.

C. J. SIMARD,

2548 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the thirteenth day of June, 1913, incorporating Messrs. Henry Judah Trihey, advocate, Peter Bercovitch, advocate and King's Counsel, William Patrick Kearney, advocate, Ernest Lafontaine, advocate, Patrick Mullin, jr, accountant, all of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of chemical manufacturers, exporters, importers and dealers in chemicals ; to manufacture, buy, sell, deal in

dre des alcolis et produits chimiques de toutes sortes et tous objets et choses servant à la manufacture, la conservation et la fabrication d'iceux, et aussi de tous appareils, outillages et de toutes choses employées soit seul ou en rapport avec les produits dont elles forment les ingrédients ou dans la manufacture desquels elles forment un des éléments, en faire le commerce et s'en servir, acheter, vendre, manufacturer, purifier, manipuler, importer, exporter et faire le commerce de toutes substances, appareils et choses pouvant être employés en rapport avec aucune des industries sus dites soit en gros ou en détail, construire, maintenir et changer toutes bâtisses, travaux ou mines nécessaires ou utiles aux fins de la compagnie ;

Payer toutes propriétés mobilières ou immobilières, droits ou affaires acquis par la compagnie en aucune manière, en argent ou partie en argent et partie en actions acquittées ou autres valeurs de la compagnie ;

Faire toutes les choses nécessaires, utiles et convenables à l'accomplissement d'aucune des fins, l'acquisition d'aucun des objets ou l'avancement d'aucun des pouvoirs ci-dessus énumérés, soit seule ou en société avec d'autres corporations, sociétés ou personnes, et aucune autre action ou actions, chose ou choses se rattachant ou appartenant à l'industrie et aux pouvoirs susdits ou à aucune partie ou parties d'iceux ou en découlant ou en rapport avec la dite industrie, pouvoirs, partie ou parties, sous le nom "Silverzone Chemical Company, Limited", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de juin 1913.

C. J. SIMARD,

2549

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du treizième jour de juin 1913, par lesquelles la compagnie "The Montreal Reform Club Incorporated" a été autorisée à augmenter son fonds social jusqu'au montant de cent mille piastres (\$100,000.00), divisant le nouveau fonds social de quatre-vingt mille piastres (\$80,000.00), en seize cents (1600) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de juin 1913.

C. J. SIMARD,

2529

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de juin 1913, constituant en corporation MM. Alfred Allard, courtier, James Patrick Grace, courtier, Joseph Azarias Paquin, notaire, Albert Désiré Plante, comptable, Melle Simone Roy, fille majeure, sténographe, tous de Montréal, dans les buts suivants :

and use alkalies and chemicals of all kinds and all articles and things used in the manufacture, maintenance and working thereof, and also all apparatus implements and things for use either alone or in connection with the products of which they are ingredients, or in the manufacture, of which they are a factor, to buy, sell, manufacture, refine, manipulate, import, export and deal in all substance, apparatus, and things capable of being used in connection with any such business as aforesaid, either by wholesale or retail ; to construct, maintain and alter any building, works, or mines necessary or convenient for the purposes of the company ;

To pay for any immoveable or moveable property, right or business acquired in any way by the company in cash or partly in cash and partly paid up shares or other securities of the company or wholly in paid up shares of other securities of the company ;

To do all and everything necessary, suitable and proper for the accomplishment of any of the purposes or the attainment of any of the objects or the furtherance of any of the powers hereinbefore set forth, either alone or in association with other corporations, firms or individuals, and every other act or acts, thing or things, incidental or appurtenant to or growing out of or connected with the aforesaid business and powers or any part or parts thereof, under the name of "Silverzone Chemical Company, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of June, 1913

C. J. SIMARD,

2550

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the thirteenth day of June, 1913, by which the company "The Montreal Reform Club Incorporated" has been authorized to increase its capital stock up to the amount of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), dividing the new capital stock of eighty thousand dollars (\$80,000.00), divided into sixteen hundred (1600) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of June, 1913.

C. J. SIMARD

2530

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the fourth day of June, 1913, incorporating Messrs. Alfred Allard, broker, James Patrick Grace, broker, Joseph Azarias Paquin, notary, Alfred Désiré Plante, accountant, Miss Simone Roy, spinster and stenographer, all of Montreal, for the following purposes :

Acquérir des biens immobiliers, les exploiter et faire valoir et en disposer en tout ou en partie ;

Subdiviser conformément à la loi les biens immobiliers acquis et les louer ou aliéner en tout ou en partie ;

Disposer à titre gratuit ou à titre onéreux ;

Acquérir des biens mobiliers et les louer ou aliéner en tout ou en partie ;

S'obliger et emprunter avec ou sans garanties privilégiées ou hypothécaires ;

Administrer ses propres affaires ;

Contracter, transiger, obliger, prêter, avec ou sans garanties, privilégiées ou hypothécaires, prendre privilèges ou hypothèques, et en donner main-levée avec ou sans considérations ;

Transporter, cautionner, ou garantir pour les fins des entreprises de la dite compagnie, convenir et stipuler des taux d'intérêts dans les limites permises par la loi, sous le nom de "La Compagnie d'Immeubles Lafontaine, Limitée", avec un capital de quarante neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province ce quatrième jour de juin 1913.

C. J. SIMARD,

2473

Sous-sec. de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sixième jour de juin 1913, constituant en corporation MM. Georges Michaud, agronome, Joseph Côté, agronome, tous deux de Québec, Charles A. Paquet, négociant, ville Montcalm, V. E. P. Hudon, négociant de Ste-Anne de la Pocatière, Jean-Baptiste Cloutier, de l'Islet, industriel, dans les buts suivants :

Manufacturer la terre et le ciment et fabriquer tous objets dans lesquels la terre ou le ciment entre en tout ou en partie.

Etablir des usines, manufactures, fabriques, et exercer l'industrie d'usinières, manufacturiers et fabricants en tous genres et de tous objets ;

Exploiter des pouvoirs d'eau et en faire produire de l'électricité ou toute force motrice, et les employer pour toutes fins quelconques en se conformant aux statuts et règlements municipaux pour l'établissement et l'exploitation des lignes destinées à transmettre ces pouvoirs à être exercés dans les districts de Kamouraska, Montmagny, Québec, Beauce, Chicoutimi, Roberval, Trois-Rivières et Arthabaska ;

Exploiter l'industrie de l'éclairage soit par le gaz ou par tout autre moyen et fabriquer, vendre et distribuer la chaleur en tous endroits décrits au paragraphe précédant en se conformant aux statuts et règlements municipaux et provinciaux pour l'établissement et l'exploitation des lignes ou des appareils destinés au transport de ces moyens d'éclairage ou de chauffage ;

Exploiter le bois comme industriels, marchands de bois, commerçants ou de toute autre manière ;

To acquire immoveable property, exploit, turn to account and dispose of the same in whole or in part ;

To subdivide according to law the immoveable property acquired and lease and alienate the same in whole or in part ;

To dispose of property by gratuitous or onerous title ;

To acquire any moveable property and lease and alienate the same in whole or in part ;

To assume and borrow with or without privileged or hypothecary securities ;

To manage its own business ;

To contract, transact, assume, loan, with or without privileged or hypothecary securities, take privileges and hypothecs and give "main-levée" with or without consideration ;

To transfer, give security or guarantee for the purposes of the undertaking of the said company and to determine and fix the rate of interests within legal limits, under the name of "La Compagnie d'Immeubles Lafontaine, Limitée", with a capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourth day of June, 1913.

C. J. SIMARD,

2474

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the sixth day of June, 1913, incorporating Messrs. Georges Michaud, agriculturist, Joseph Côté, agriculturist, both of Québec, Charles A. Paquet, trader, town of Montcalm, V. E. P. Hudon, trader, of Sainte Anne de la Pocatière, Jean-Baptiste Cloutier, of L'Islet, manufacturer, for the following purposes :

To manufacture earth and cement and make any objects into which earth or cement enter into in whole or in part ;

To erect shops, manufactures, factories, and to carry on the industry of manufacturers and makers of all kinds of and any articles ;

To exploit water-powers, produce electricity or any motive power therefrom, and use same for any purposes whatsoever, in complying with the municipal statutes and by-laws, governing the erection and working of lines, for transmitting such powers to be exercised in the districts of Kamouraska, Montmagny, Québec, Beauce, Chicoutimi, Roberval, Three Rivers and Arthabaska ;

To exploit the industry of lighting either by gas or by any other means and manufacture, sell and distribute, heat in all places in complying with all municipal statutes and by-laws governing the erection and working of lines and apparatus for transmitting such means of lighting or heating ;

To carry on the lumber business as manufacturers, lumber merchants, dealers or in any other manner ;

Faire tout genre de commerce, agir comme courtier d'assurance, et agent d'assurance sur le feu, la vie, les accidents ou tout autre risque quelconque ;

Faire le commerce d'immeuble, exercer le commerce et l'industrie de constructeur de maisons, édifices, de constructions quelconques, et agir comme entrepreneur de travaux, agent d'immeuble et commerçant de matériaux ;

Acquérir, posséder et construire des rues, chemins, ruelles et sentiers, des aqueducs, citernes, drains, égouts et réservoirs ;

Acquérir de toute personne, société ou compagnie, totalement ou partiellement, les propriétés, affaires, entreprises qui peuvent être jugées utiles aux fins de la présente compagnie et en accepter les engagements ;

Acquérir tout brevet d'invention, licence, marque de commerce, franchise, privilège, pouvoir de toute personne, société, compagnie ou corporation ou de tout pouvoir public, les posséder, exploiter et en disposer ;

Acquérir de toute manière qui sera jugée convenable de toute corporation ou compagnie s'occupant ou pouvant s'occuper de quelqu'un des objets pour lesquels est formée la présente compagnie, des actions, obligations, débentures ou autres valeurs et les détenir ou en disposer de la manière et aux conditions qui seront jugées convenables ;

Payer totalement ou partiellement tous services rendus et toute acquisition quelconque faite par la compagnie, en actions libérées de la compagnie ;

Vendre, louer l'actif de la compagnie, son entreprise, ses affaires, totalement ou partiellement au prix et aux conditions qui sera jugé convenable, et recevoir en paiement des actions, débentures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie, ou des intérêts ou des parts dans toute société de personnes ou syndicat de personnes ou toute autre considération, ou autrement en disposer ;

Conclure avec toute autorité municipale ou locale ou avec toute personne, société ou compagnie intéressée ou étant sur le point de s'intéresser à l'un des objets pour lesquels la présente compagnie est formée, ou qui peut lui profiter directement ou indirectement, des arrangements concernant le partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération des risques communs ou concessions réciproques ou tout autre objet, et passer avec toute telle autorité municipale ou locale, personne, société ou compagnie des contrats, ou en répondre avec ou sans garantie, leur avancer des fonds ou autrement leur aider de la manière et aux conditions qui seront jugées convenables pour tout objet et pour toute fin qui pourra être jugée profitable et dans l'intérêt de la présente compagnie ;

Garantir ou faire garantir au moyen d'obligations, actions, contrats, mortgages, charges, hypothèques ou toutes autres valeurs, le paiement des deniers payables à la présente compagnie ou par la présente compagnie à ou par toutes compagnies, corporations ou entreprises dont les objets se rapportent à quelqu'un de ceux pour lesquels est formée la présente compagnie ;

Conclure avec tout gouvernement fédéral, provincial, autorité municipale ou locale, ou

To carry on all kinds of business, act as broker or agent, for fire, life and accident insurance or any other risk whatsoever ;

To deal in real estate, to carry on the trade and industry of builders of houses, edifices, and structures of all kinds, and to act as contractor for works, real estate agent and dealer in materials ;

To acquire, own and construct streets, roads lanes, paths, water works, drains, sewers and reservoirs ;

To acquire from any person, firm or company, the whole or a part of the property, business and undertakings, which may be deemed useful to the purposes of the present company and to accept the obligations thereof ;

To acquire any patent of invention, license, trade mark, franchise, privileges, powers, from any person, firm, company or corporation, or from any public authority, and to hold, exploit and dispose of same ;

To acquire in any manner which may be deemed convenient, from any corporation or company engaged, or authorized to engage in any of the objects for which the present company is organized, shares, bonds, debentures or other securities, to hold and dispose of same in the manner and on the conditions which may be deemed convenient ;

To pay in full or in part, for all services rendered, and any acquisition whatsoever made by the company, with paid up shares of the company ;

To sell, lease, the whole or a part of the assets, undertaking and business of the company, for the price and on the conditions which may be deemed convenient and to receive in payment thereof, shares, debentures, bonds or securities of any other company, or interests or shares in any association of persons, or syndicate or persons or any other consideration, or otherwise dispose of same ;

To enter into arrangements, with any municipal or local authority, or with any person, firm or company interested or about to be interested in any of the objects for which the present company is organized or which may be of benefit to it, either directly or indirectly, concerning the partition of profits, union of interests, cooperation of joint risks, reciprocal concessions, or any other object and to make, with any such municipal or local authority, person, firm or company, contracts, or be responsible for same, with or without warranty, to advance them funds or otherwise aid them in the manner and on the conditions which may be deemed convenient for any object and for any purposes which may be judged profitable and in the interest of the present company ;

To guarantee or secure by means of bonds, shares, contracts, mortgages, charges, hypothecs or other securities, the payment of moneys payable to the present company or by the present company, to or by any company, corporation, or undertaking whose objects are related to any of those for which the present company is organized ;

To conclude with any federal or provincial government, municipal or local authority, any

toute autre autorité ou pouvoir, tout arrangement qui sera jugé être de nature à atteindre les fins ou quelques unes des fins pour lesquelles la présente compagnie a été formée ;

Placer les fonds non employés de la compagnie de la manière qui sera jugée convenable, ou distribuer en tout ou en partie, en espèce ou autrement, la propriété de la compagnie ;

Faire tous les actes, exercer tous les pouvoirs ci-dessus comme principal, agent ou fondé de pouvoirs ;

Acquérir, posséder, disposer de quelque manière que ce soit, tous biens meubles et immeubles, droits, biens, franchises, entreprises, propriétés et avantages quelconques pour l'exercice des pouvoirs quelconques conférés à la présente compagnie, et pour lui permettre d'atteindre les objets ci-dessus ;

L'interprétation de tous pouvoirs accordés dans tout paragraphe ci-dessus ne sera ni limitée, ni restreinte par induction ou déduction des termes de tout autre paragraphe que ce soit ni par induction ou déduction du nom de la compagnie, sous le nom de "Terra Cotta, Limitée", avec un capital de deux cent mille piastres (\$200,000.00), divisé en deux mille (2000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de juin 1913.

C. J. SIMARD,

2449.2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de juin 1913, constituant en corporation MM. Joseph Ulric Dumont, entrepreneur, Acton Vale, Joseph Donat Langelier, courtier, Joseph Eugène Beauchemin, courtier, Jean-Baptiste Langelier, voyageur de commerce, Wilfrid Laplante, banquier, Arthur Isaïe Vallières, marchands, tous de Montréal, dans les buts suivants :

Acheter, prendre en échange ou acquérir autrement des terrains ou intérêts en iceux avec toutes bâtisses ou constructions situées sur les dits terrains, vendre, louer, échanger et hypothéquer tous les terrains ou aucune partie d'iceux ou en disposer autrement et toutes ou aucune des bâtisses ou constructions maintenant situées sur iceux ou qui peuvent y être érigées à l'avenir et prendre toutes garanties qui peuvent être nécessaires.

Eriger des bâtisses et faire le commerce de matériaux de construction. Prendre ou posséder des hypothèques pour toutes bâtisses non payées du prix d'achat de toutes telles bâtisses ou constructions ainsi vendues ; et vendre et transporter les dites hypothèques ou en disposer autrement ;

Développer ou diviser en lots des terres et installer et maintenir tous chemins, voies, parcs, places publiques, terrains de jeux, ronds à patiner, etc ;

Payer pour toutes propriétés de toutes sortes et descriptions ou pour tous services rendus à la compagnie en obligation ou stock de la compagnie ou en argent ;

arrangements which may be deemed of a nature suitable to attain the ends for which the present company is organized ;

To invest the unemployed funds of the company in the manner that may be deemed convenient or distribute in cash or otherwise, the whole or a part of the property of the company ;

To do all the acts, exercise all the powers above mentioned, as principal, agent or attorneys ;

To acquire, hold, dispose of, in any manner whatsoever, any moveable and immovable property, rights, effects, franchises, undertakings, real estate, and advantages of any kind for the exercise of any of the powers whatsoever granted to the present company, and to enable it to attain the hereinabove objects ;

The interpretation of all the powers granted by any foregoing paragraph, shall neither be limited or restricted, by induction or deduction from the name of the company, under the name of "Terra Cotta, Limitée", with a capital of two hundred thousand dollars (\$200,000.00), divided into two thousand (2000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixth day of June, 1913.

C. J. SIMARD,

2450

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the seventh day of June, 1913, incorporating Messrs. Joseph Ulric Dumont, contractor, Acton Vale, Joseph Donat Langelier, broker, Joseph Eugène Beauchemin, broker, Jean-Baptiste Langelier, commercial traveler, Wilfrid Laplante, banker, Arthur Isaïe Vallières, merchant, all of Montreal, for the following purposes :

To purchase, take in exchange or otherwise acquire lands or any interests therein with any buildings or structures situated upon the said lands, to sell, lease, exchange and hypothecate or otherwise dispose of any lands or parts thereof and of all or any buildings or structures presently or which may be erected there upon and take any guarantee which may be deemed necessary ;

To erect buildings and deal in building materials. To take or hold hypothecs for any buildings unpaid for, on the sale price of any such buildings or structures thus sold ; and to sell and transfer or otherwise dispose of the said hypothecs ;

To develop or divide lands into lots and instal and maintain any highways, roads, parks, public places, play grounds, skating rinks, etc. ;

To pay for properties of all kinds and of any description, or for any services rendered to the company in bonds or stock of the company or in cash ;

S'amalgamer avec toutes autres compagnies ayant des objets en tout ou en partie semblables aux objets de la présente compagnie ou qui peuvent être conduites avantageusement en rapport avec la présente compagnie ;

Faire des arrangements pour le partage des profits, coopérations, concessions réciproques ou autrement avec toutes personnes ou compagnies faisant ou engagées à faire toutes affaires ou transactions que cette compagnie est autorisée à faire et qui peuvent être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie ;

Prendre ou acquérir autrement et posséder des actions dans aucune autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ou faisant toutes affaires capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie ;

Faire des arrangements avec toutes autorités municipales, locales ou autrement qui peuvent être utiles aux objets de la compagnie et obtenir de toutes telles autorités, tous les droits, privilèges ou concessions que la compagnie peut juger à propos d'obtenir, et faire, exercer ou remplir avec icelle tous tels arrangements, les droits, privilèges et concessions ;

Emprunter de l'argent, faire des règlements pour limiter ou accroître le pouvoir d'emprunt de la compagnie, pour l'autoriser à émettre des bons, débentures ou autres sécurités de la compagnie, pour toutes sommes pourvu qu'elle ne soit pas moindre de cent piastres (\$100.00) chaque, et de vendre, transférer et transporter ces bons, débentures ou autres sécurités pour tel prix qu'il sera jugé à propos dans les meilleurs intérêts de la compagnie, d'engager les biens, meubles et d'hypothéquer les immeubles de la compagnie pour garantir tous tels emprunts, bons, débentures ou autres sécurités ainsi émis par la compagnie ;

Faire toutes transactions ou affaires qui peuvent directement ou indirectement être utiles aux affaires de la compagnie, sous le nom de " Ville Pointe-aux-Trembles Annexe, Limitée ", avec un capital de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de juin 1913.

C. J. SIMARD

2463.2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq juin 1913, constituant en corporation MM. Joseph Arthur Bourbeau, agent financier, de Québec, François Lapointe, contrôleur de la ville de Trois-Rivières, Cléophas H. Moineau, hôtelier, de Trois-Rivières, Joseph Ludger Paradis, comptable, de Fraserville, Arthur Robert, propriétaire de théâtre, de Trois-Rivières, dans les buts suivants :

Acacheter ou autrement acquérir ou posséder

To amalgamate with any other companies having objects in whole or in part similar to those of the present company or which may be profitably carried on in connection with the present company ;

To enter into any arrangements for the sharing of profits, cooperation, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in any business or transactions which the company is authorized to carry on or which may be conducted so as directly or indirectly to benefit the company ;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects in whole or in part similar to those of this company or carrying on any business capable to be conducted so as directly or indirectly to benefit this company ;

To enter into any arrangements with any authorities municipal, local or otherwise, which may be suitable for the objects of the company and to obtain from any such authorities, all the rights, privileges or concessions which the company may think proper to obtain, and to enter into, exercise and fulfil therewith any such arrangements, rights, privileges and concessions ;

To borrow money, make by-laws to limit or increase the borrowing power of the company, to authorize the same to issue bonds, debentures or other securities of the company for any sums provided it shall not be for less than one hundred dollars (\$100.00) each, and to sell, transfer and convey the said bonds, debentures or other securities for such price as may be judged proper for the best interests of the company, to pledge the moveable property and hypothecate the immoveable property of the company to guarantee any such loans, bonds, debentures or other securities thus issued by the company ;

To carry on any transactions or business which may directly or indirectly be useful to the business of the company, under the name of " Ville Pointe-aux-Trembles Annexe, Limitée ", with a capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of June, 1913

C. J. SIMARD,

2464

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Québec, bearing date the fifth day of June, 1913, incorporating Messrs. Joseph Arthur Bourbeau, financial agent, of Québec, François Lapointe, controller, of the town of Three Rivers, Cléophas H. Moineau, hotel-keeper, of Three Rivers, Joseph Ludger Paradis, accountant, of Fraserville, Arthur Robert, theatre proprietor, of Three Rivers, for the following purposes :

To purchase or otherwise acquire, or hold the

l'ensemble ou partie du commerce, des biens de l'actif ou du passif de toutes personnes ou compagnies faisant un genre d'affaires que la compagnie est autorisée d'entreprendre et possédant des biens pouvant servir à atteindre les fins de la compagnie, et ce dans les limites de la ville de Fraserville ;

Payer par des actions libérées de la compagnie, toutes obligations de la compagnie qu'elle aura pu contracter ;

Détenir, souscrire des actions, les payer et devenir actionnaires d'une ou plusieurs autres compagnies ;

Faire les affaires de buanderie, et aussi le nettoyage et teinturerie secs et humide ;

Aussi faire tout autre affaire propre à atteindre les fins pour lesquels la compagnie est incorporée, sous le nom de "New York Steam Laundry Company", avec un capital de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Fraserville.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de juin 1913.

C. J. SIMARD,

2431.2

Sous secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente-et-unième jour de mai 1913, constituant en corporation MM. Joseph Arthur Edgar Lemieux, gérant, Joseph Alphonse Paré, agent, Joseph Narcisse Turgeon, commis, Roméo Langlais, avocat, tous de Québec, et John Richard, agent, de Saint-Grégoire de Montmorency, dans les bnta suivants :

Ecrire un ou des contrats de placement d'argent ou d'emprunt d'argent remboursable par versements et solliciter, recevoir des demandes, et émettre des contrats.

Vendre, placer, racheter, revendre, échanger ou autrement disposer de tous tels contrats ;

Recevoir des détenteurs de tels contrats mensuellement ou autrement des versements d'argent tel que spécifié dans les contrats et garder ces argents en fidéi-commis jusqu'à accumulation suffisante pour satisfaire la ou les demandes à tour de rôle, et prêter aux détenteurs de ces contrats telles sommes d'argent auxquelles ils auront droit suivant les termes et conditions du ou des contrats détenus par eux, et cela contre garantie hypothécaires ou autres satisfaisantes pour la compagnie ;

Recevoir des emprunteurs leurs remboursements mensuels et autres et avec les intérêts à tel taux dans la limite du taux légal qui pourra être adopté de temps à autre par les directeurs ;

Distribuer en deniers comptants parmi ses actionnaires les intérêts, profits ou bénéfices quelconques réalisés ou acquis ainsi que tout actif de la compagnie quand il le sera jugé opportun par les directeurs de la compagnie ;

Disposer dans le but de promouvoir les intérêts de la compagnie ou pour défrayer ses

whole or part of the business, property, assets and liabilities of any person or company carrying on a kind of business the company is authorized to undertake and holding property suitable for attaining the purposes of the company, and such within the limits of the town of Fraserville ;

To pay for any obligations the company may contract with its paid up shares ;

To subscribe for and hold shares in one or more other companies and pay for same ;

To carry on the laundry business, and also dry cleaning and dyeing ;

To also carry on any other business conducive to the attainment of the purposes for which the company is incorporated, under the name of "New York Steam Laundry Company", with a capital of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the company, will be at Fraserville.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifth day of June, 1913.

C. J. SIMARD,

2432

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the thirty first day of May, 1913, incorporating Messrs. Joseph Arthur Edgar Lemieux, manager, Joseph Alphonse Paré, agent, Joseph Narcisse Turgeon, clerk, Roméo Langlais, advocate, all of Quebec, and John Richard, agent, of Saint Gregoire of Montmorency, for the following purposes :

To write one or more contracts for the investment or loaning of money redeemable by instalments and to solicit and receive applications and issue contracts ;

To sell, place, repurchase, resell, exchange or otherwise dispose of any such contracts ;

To receive from the holders of such contracts payments of money, either monthly or otherwise, as specified in the contracts and to keep such money in trust until a sufficient amount has been accumulated to meet in turn the application or applications, and to loan to the holders of such contracts such sums of money as they may be entitled to according to the terms and conditions of the contract or contracts held by them, and that on mortgage or other suitable securities in favor of the company ;

To receive from the borrowers their instalments, monthly or otherwise, with interest at such rate within legal limits as may be from time to time approved by the directors ;

To distribute in cash amongst the shareholders the interests, profits or gains of all kinds realized or acquired as well as the assets of the company whenever it may be deemed expedient by the directors of the company ;

For the purpose of promoting the interests of the company or meeting its expenses, to dis-

dépenses de toutes sommes d'argent perçues dans ce but de ses porteurs de contrats ;

Placer et affecter les fonds ou biens disponibles de la compagnie pour les fins de la compagnie de temps à autre, selon que la chose sera opportune, et placer des deniers pour tout autre personne ou compagnie et se porter garant de la sûreté de ces placements ;

Imposer des amendes aux porteurs des contrats d'argent de la compagnie pour cause de négligence ou défaut volontaires dans l'accomplissement de leurs obligations envers la compagnie ;

Confisquer pour le bénéfice de la compagnie tous contrats et les sommes d'argent payées sur ces contrats pour cause de défaut de paiement durant trois mois consécutifs avant l'emprunt et après six mois de défaut dans les remboursements des sommes prêtées par la compagnie et du paiement des taxes, cotisations et des primes d'assurance ;

Prendre et détenir les garanties d'entrepreneurs, soumissionnaires, certificats d'assurance et autres tel que jugé convenable, et garantir l'exécution de tout engagement ou entreprise ;

Exercer l'industrie d'une compagnie d'immeuble dans toutes ses spécialités, et agir en qualité de commerçants, courtiers, et agents d'immeubles, acquérir par achat, bail ou autrement, et posséder, utiliser, détenir, vendre, donner en échange ou autrement disposer des terrains, propriétés immobilières de toutes sortes et de tous intérêts et droits dans ces propriétés ou s'y rattachant ;

Développer, tracer, améliorer, exploiter et de toutes manières avec sa propriété ou autre ; diviser en lots à bâtir, rues, carrés ou autrement, et sur telles propriétés faire, construire, bâtir et entretenir des chemins, ponts et autres moyens de communication, égouts, drainage, aqueducs, maisons, moulins, fabriques et toutes constructions nécessaires ou utiles pour l'occupation, l'usage, l'amélioration ou la vente de toutes telles propriétés ;

Acquérir, posséder et détenir des hypothèques, gages et charges pour garantir le paiement du prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie ou pour garantir le remboursement de toute somme d'argent due à la compagnie ou à toute personne ou individu par le fait de la compagnie ;

Acquérir, posséder, développer, exploiter ou autrement disposer des pouvoirs hydrauliques, des rivières ou cours d'eau navigables des domaines forestiers, et à cet effet ériger les bâtiments nécessaires ou autres travaux, installer la machinerie ou appareils nécessaires, opérer des bateaux à voiles ou à vapeur ;

Faire le commerce du bois manufacturé ou non, en gros ou en détail, et exercer toute industrie manufacturière ou autre que la compagnie jugera de nature à être avantageusement exercée en rapport avec l'industrie ou les objets de la compagnie ;

Acheter, utiliser, céder ou disposer de tous brevets, marques de commerce, droits d'auteur, octrois, baux et choses de même nature, et payer pour tels ou pour tous biens, droits ou objets acquis par la compagnie et pour services rendus à la compagnie avant ou après sa cons.

pose of all sums of money collected to that effect from the holders of contracts ;

To invest and engage from time to time the disposable funds or property of the company for its own purposes according as it may be deemed expedient and to make investments of money for any person or company and to guarantee the security of such investments ;

To impose fines to the holders of money contracts of the company for neglect or voluntary default in the fulfilment of their obligations towards the company ;

To forfeit any contract for the benefit of the company and to confiscate all sums of money paid on such contracts for default in the payment during three consecutive months before the loan and six months in default in the reimbursement of all sums of money loaned by the company and of in the payment of taxes, assessments and insurance premiums ;

To take and hold securities from contractors and tenderers, insurance policies and other certificates as may be deemed convenient and guarantee the performance of any contracts or undertaking ;

To carry on the business of a real estate company in all its branches and act as real estate dealers, brokers and agents, to acquire by purchase, lease or otherwise and own, utilize, hold, sell, exchange or otherwise dispose of lands, immoveable property of all kinds and of any interests and rights therein ;

To develop, lay out, improve, exploit and in any other way deal with its own or other property, to divide same into building lots, streets, squares or otherwise and upon such properties to make, construct, build and maintain roads, bridges and other means of communication, sewers, drains, waterworks, houses, mills, manufactories and any structures necessary or suitable for the occupation, use, improvement and sale of any such properties.

To acquire, own and hold any hypothecs, mortgages, liens and charges to secure the payment of the sale price of any property sold by the company or to secure the reimbursement of any sums of money due to the company or to any person or individual on account of the company ;

To acquire, hold, develop, exploit or otherwise dispose of water powers, rivers or navigable streams, timber limits and for that purpose to erect the necessary buildings or other works, instal the necessary machinery, and apparatuses and operate steam and sailing ships ;

To deal wholesale and retail in manufactured and non manufactured wood, and to carry on any manufacturing industry or other business which the company may think profitable to carry in connection with the industry and objects of the company ;

To purchase, utilize, convey or dispose of any patents, trade marks, copyrights, grants, licenses and things of the same kind, and to pay for the same or for any property, rights or objects acquired by the company or for services rendered to the company previous or subsequent to its

titution en corporation, dans la préparation de son organisation ou autrement, en obligations, débetures ou autres valeurs ou biens de la compagnie ou en actions acquittées du capital action de la compagnie ;

Faire toutes ou aucune des choses ci-dessus en qualité de principal agents, entrepreneurs, administrateurs ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres ; les pouvoirs dans chaque paragraphe ne devant être ni limités ou restreints par rapport ou déduits des termes de tout autre paragraphe que ce soit ;

Acquérir de toute personne, société ou compagnie, totalement ou partiellement, les propriétés, affaires, entreprises qui peuvent être jugées utiles aux fins de la présente compagnie et en accepter les engagements ;

Acquérir tout brevet d'invention, licence, marque de commerce, franchise, privilège, pouvoir de toute personne, société, compagnie ou corporation ou de tout pouvoir public, les posséder, exploiter et en disposer ;

Acquérir de toute manière qui sera jugée convenable, de toute corporation ou compagnie s'occupant ou pouvant s'occuper de quelqu'un des objets pour lesquelles est formée la présente compagnie, des actions, obligations, débetures ou autres valeurs, et les détenir ou en disposer de la manière et aux conditions qui seront jugées convenables ;

Payer totalement ou partiellement tous services rendus et toute acquisition quelconque faite par la compagnie, en actions libérées de la compagnie ;

Vendre, louer l'actif de la compagnie, son entreprise, ses affaires, totalement ou partiellement au prix et aux conditions qui seront jugées convenables, et recevoir en paiement des actions, débetures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie, ou des intérêts ou des parts dans toute société de personnes ou syndicat de personne ou toute autre considération, ou autrement en disposer ;

Conclure avec toute autorité municipale ou locale ou avec toute personne, société ou compagnie intéressée ou étant sur le point de s'intéresser à l'un des objets pour lesquels la présente compagnie est formée, ou qui peut lui profiter directement ou indirectement, des arrangements concernant le partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération des risques communs ou concessions réciproques ou tout autre objet, et passer avec toute telle autorité municipale ou locale, personne, société ou compagnie, des contrats ou en répondre, avec ou sans garantie, leur avancer des fonds ou autrement leur aider de la manière et aux conditions qui seront jugées convenables pour tout objet et pour toute fin qui pourra être jugée profitable et dans l'intérêt de la présente compagnie ;

Garantir ou faire garantir au moyen d'obligations, actions, contrats, mortgages, charges, hypothèques ou toutes autres valeurs, le paiement des deniers payables à la présente compagnie ou par la présente compagnie à ou par toutes compagnies, corporations, ou entreprises dont les objets se rapportent à quelqu'un de ceux pour lesquels est formée la présente compagnie ;

Acquérir, posséder, disposer de quelque ma-

incorporation, or for the preparing of its organization or otherwise, in bonds, debentures or other securities or property of the company or in paid up shares of the capital stock of the company ;

To do all or any of the above things in the capacity of principal agents, contractors, administrators or otherwise and either alone or in conjunction with others ; the powers in any paragraph not to be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph whatsoever ;

To acquire from any person, firm or company, in whole or in part, the property, business and undertakings which may be deemed suitable for the purposes of the present company and to accept the liabilities thereof ;

To acquire, hold, exploit and dispose of any patent of invention, license, trade marks, franchises, privileges and power from any person, firm, company or corporation or from any public authority ;

To acquire in any manner which may be deemed convenient from any corporation or company engaged in or authorized to engage in any of the objects for which the present company is constituted, shares, bonds, debentures or other securities, and hold and dispose of same in the manner and on the terms which may be deemed convenient ;

To pay in full or in part, for all services rendered, and any acquisition whatsoever made by the company, with paid up shares of the company ;

To sell, lease, the whole or a part of the assets, undertaking and business of the company, for the price and on the conditions which may be deemed convenient to and to receive in payment thereof, shares, debentures, bonds or securities of any other company or interests or shares in any association of persons, or syndicate of persons or any other consideration, or otherwise dispose of same ;

To enter into arrangements, with any municipal or local authority, or with any person, firm or company interested or about to be interested in any of the objects for which the present company is organized or which may be of benefit to it, either directly or indirectly, concerning the partition of profits, union of interests, cooperation of joint risks, reciprocal concessions, or any other object and to make, with any such municipal or local authority, person, firm or company, contracts, or be responsible for same, with or without warranty, to advance them funds or otherwise aid them in the manner and on the conditions which may be deemed convenient for any object and for any purposes which may be judged profitable and in the interest of the present company ;

To guarantee or secure by means of bonds, shares, contracts, mortgages, charges, hypothecs or other securities, the payment of moneys payable to the present company or by the present company, to or by any company, corporation, or undertaking whose objects are related to any of those for which the present company is organized ;

To acquire, hold, dispose of, in any manner

nière que ce soit tous biens meubles et immeubles, droits, biens, franchises, entreprises, propriétés et avantages quelconques pour l'exercice des pouvoirs quelconques conférés à la présente compagnie, et pour lui permettre d'atteindre les objets ci-dessus ;

Emettre des débentures et du stock privilégié pour toutes les fins que se propose la compagnie, sujette à l'adoption d'un règlement à cet effet ;

L'interprétation de tous pouvoirs accordés dans tout paragraphe ci-dessus ne sera ni limitée ni restreints par induction des termes de tout autre paragraphe que ce soit ni par induction ou déduction du nom de la compagnie, sous le nom de "The Eastern Canada Loan & Investment Company, Limited", avec un capital de dix-neuf mille neuf cents piastres (\$19,900.00), divisé en dix-neuf cent quatre-vingt-dix (1990) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trente-unième jour de mai 1913.

C. J. SIMARD,

2461.2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de juin 1913, à la compagnie "The Traders Company", par lesquelles son fonds social a été augmenté de quarante mille (\$40,000.00) piastres, à cinquante mille piastres (\$50,000.00), divisant le nouveau fonds social de dix mille piastres (\$10,000.00) en quatre cents (400) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de juin 1913.

C. J. SIMARD,

2429.2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est par le présent donné que "The Mutual Life & Citizens' Assurance Company, Limited", de Sydney, nouveau pays de Galles méridional, dans l'état de l'Australie, a été enregistrée pour faire les affaires dans cette province d'assurance sur la vie le et après le septième jour de juin 1913.

Les nom et adresse du principal agent sont W. Bovey, 257, rue Saint Jacques, Montréal. P. Q.

Donné conformément à l'article 6950, R. S. P. Q., 1909, ce septième jour de juin 1913.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.

Branche des assurances,

Département du Trésor, Québec.

2417.2

Avis est le présent donné que la cour du magistrat pour le comté de Terrebonne, qui, d'après l'arrêté en conseil No 562, du 2 octobre 1903, et l'avis publié dans la "Gazette Officielle de Québec", 24 octobre 1903, page 1608, devrait être tenue dans la bâtisse située sur le lot No 59, du quatrième rang du canton Beresford, soit à l'avenir tenue dans le local connu sous le nom d'Hotel-de-Ville, dans la bâtisse érigée sur partie du lot No 11a, des plan et livre de renvoi officiels du quatrième rang du canton Beresford, dans la municipalité du village de Sainte-Agathe des Monts.

2477

whatsoever, any moveable and immoveable property, rights, effects, franchises, undertakings, real estate, and advantages of any kind for the exercise of any of the powers whatsoever granted to the present company, and to enable it to attain the hereinabove objects ;

To issue debentures and preferred stock for any purposes which the company has in view, subject to the approval of a by-law to that effect ;

The interpretation of any of the powers granted in any of the foregoing paragraph shall not be limited or restricted by inference from the terms of any other paragraph whatsoever and by reference to or inference from the name of the company, under the name of "The Eastern Canada Loan & Investment Company, Limited", with a capital stock of nineteen thousand nine hundred dollars (\$19,900.00), divided into one thousand nine hundred and ninety (1990) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Quebec.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirty first day of May, 1913.

C. J. SIMARD,

2462

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letter patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the fourth day of June, 1913, to "The Traders Company", increasing its capital stock from forty thousand dollars (\$40,000.00) to fifty thousand dollars (\$50,000.00) and dividing the new capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00) into four hundred (400) shares of twenty-five dollars (\$25.00) each.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourth day of June, 1913.

C. J. SIMARD,

2430

Deputy Provincial Secretary.

Notice is hereby given that "The Mutual Life & Citizens Assurance Company, Limited", of Sydney, New South Wales, in the Commonwealth of Australia, has been registered to transact in this province the business of Life Insurance on and after the seventh day of June, 1913.

The name and address of the chief agent is W. Bovey, 157, Saint James street, Montreal, P. Q.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this seventh day of May, 1913.

For the treasurer of the province of Quebec,

WILLIAM CHUBB

Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch.

Treasury Department, Quebec.

2418

Notice is hereby given that the magistrate's court for the county of Terrebonne, which by the order in council, No. 562, of the 2nd October, 1903, and the notice published in the "Quebec Official Gazette", of the 24th October, 1903, page 1608, should be held in the building situate on lot No. 59, of the fourth range of the township of Beresford, shall in future be held in the premises known under the name of Town Hall, in the building erected on part of lot No. 11a, of the official plan and book of reference of the fourth range of the township of Beresford, in the municipality of the village of Sainte-Agathe des Monts.

2478

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 31 mai 1913, constituant en corporation MM. J. Benjamin Meloche, agent, Wilfrid C. Naubert, agent, d'Ottawa, Philias H. Charron, bourgeois, Damien Caron, marchand, Arthur Desjardins, avocat, et Louis Bertrand, notaire, de Hull, dans les buts suivants :

Organiser et établir un système de prêts par lequel les personnes qui paieront un droit d'entrée et une contribution hebdomadaire, mensuelle ou en argent fixée par la compagnie auront, en suivant l'ordre des séries ou numérique de leurs contrats respectifs le droit d'emprunter de la compagnie par contrat, aussitôt qu'une pareille somme provenant des contributions sera accumulée au nom de la compagnie pour former un fonds spécial à cette fin ;

Faire des contrats de prêts avec toutes personnes ou corporations jugées recommandables ;

Déterminer le montant des contributions hebdomadaires mensuelles, ou en argent et fixer la proportion d'icelles que la compagnie pourra retenir pour payer les frais d'administration et créer un fonds de réserve ;

Faire les stipulations nécessaires pour garantir le remboursement du prêt, déterminer le mode de remboursement, le montant de chaque versement et le nombre de versements en déduisant toutefois les sommes que le sociétaire aura versées avant l'échéance de son contrat ;

Faire toutes stipulations légales pour faciliter, favoriser et protéger les affaires de la compagnie et régler l'emploi des emprunts remboursés ;

Acquérir par achat, bail (emphytéotique ou ordinaire) ou par aucun autre titre légal, et posséder, détenir, louer, vendre, sous-louer des immeubles, terrains, bâtisses et propriétés et droits dans et sur iceux, de toutes sortes et de toutes descriptions ou autrement en disposer et de les mettre à profit et prendre des assurances contre toute perte par le feu ou autrement sur toutes bâtisses, usines ou objets possédés par la compagnie, développer, tracer, améliorer ses propres ou d'autres propriétés mobilières et en faire le commerce de toute autre manière y compris les divisions d'icelles en lots à bâtir, rues, carrés, ruelles ou autrement et faire construire, bâtir, et maintenir sur telles propriétés des chemins, ponts et autres moyens de communication, égouts, canaux, aqueducs, maisons, usines, manufactures et autres constructions nécessaires ou convenables pour l'occupation, l'emploi ou l'amélioration de toutes telles propriétés ;

Prêter de l'argent aux clients et autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie et faire des avances au moyen de prêts aux acquéreurs ou locataires de toute partie des immeubles de la compagnie pour fins de construction ou autres améliorations et prendre et détenir des hypothèques, obligations, baux, et charges pour garantir le paiement du prix d'achat de toute propriété vendue par la compagnie ou de

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the thirty first day of May, 1913, incorporating Messrs. J. Benjamin Meloche, agent, Wilfrid C. Naubert, agent, of Ottawa, Philias H. Charron, bourgeois, Damien Caron, merchant, Arthur Desjardins, advocate, and Louis Bertrand, notary, of Hull, for the following purposes :

To organize and establish a loan system by which persons paying an entrance fee and a weekly, monthly or cash contribution fixed by the company shall, in the serial or numerical order of their respective contracts, have the right to borrow from the company, by contract, whenever a like sum derived from the contributions shall be accumulated in the name of the company to form a special fund for that purpose ;

To make loan contracts with any persons or corporations judged commendable ;

To determine the amount of the weekly, monthly or cash contributions and out of the contributions to fix the proportion that the company may hold for the payment of the costs of administration and the creation of a reserve fund ;

To make all the necessary stipulations to secure the reimbursement of the loan, to determine the mode of reimbursement, the amount of each payment and the number of payments, deducting however the amounts which the associate shall have paid in before the expiration of his contract ;

To make all legal stipulations to facilitate, favor and protect the business of the company and to regulate the use of repaid loans ;

To acquire by purchase, lease (emphyteutic or ordinary) or by any other legal title, and to own, hold, lease, sell, sublet or otherwise dispose of or turn to account of real estate, lands buildings, and hereditaments and the right therein and thereunder of every kind and description, and to effect the insurance against loss by fire or otherwise of any buildings, plants or things owned by the company, to develop, lay out, improve, and in any other way deal with its own or other immoveable property, including the division of the same into building lots, streets, squares, lanes or otherwise and upon such properties, to make, construct, build, and maintain roads, bridges, and other means of communication, sewers, drains, waterworks, houses, mills, factories, and all other constructions necessary to or expedient for the occupation, use or improvement of any such property ;

To lend money to customers and others having dealings with the company, and to make advances by the way of loans to purchasers of lessees of any part of the company's real estate for building purposes, or other improvements and to take and hold mortgages, hypothecs, leases, and charges to secure the payment of the purchase price of any property sold by the company, or money due to the company from

niers dus à la compagnie par les acquéreurs ou par toutes autres personnes ou avancés par icelle aux acquéreurs ou à d'autres personnes ;

Placer les deniers de la compagnie non immédiatement requis en telle manière qui sera déterminée de temps en temps et en faire le commerce ;

Payer pour toute propriétés, droits ou objets acquis par la compagnie et rémunérer toute personne société ou corporation pour services rendus à la compagnie antérieurement ou subseqüemment à son incorporation et à son organisation ou autrement, en obligations, débetures ou autres valeurs ou bien de la compagnie ou par l'émission d'actions du capital social comme actions acquittées et non sujettes à appel ou autrement ;

Prendre, acheter ou acquérir par souscription original ou autrement des actions, obligations ou autres valeurs ou biens de toute autre corporation faisant des affaires semblables à celles de cette compagnie et les payer en obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie ou en émettant des actions de son capital comme actions acquittées et non sujettes à appel ou autrement, et tant qu'elle le possédera ou jouira de toutes telles valeurs ainsi acquises, exercer tous droits et pouvoirs de propriétaires d'icelles y compris le droit de vote ;

Promouvoir ou aider à promouvoir toute compagnie dans le but de faire des affaires semblables à celles de cette compagnie ou aux fins d'acquérir toute ou aucune des propriétés de cette compagnie ou pour d'autres fins qui peuvent paraître soit directement ou indirectement, propres à favoriser cette compagnie ;

Faire des arrangements avec toutes autorités ou gouvernement, municipal, local ou autre qui peuvent paraître utiles aux objets de la compagnie ou aucun d'eux ;

Se fusionner, s'associer ou faire des arrangements pour le partage des profits, union d'intérêts, coopération, risque conjoint, concession réciproque ou autrement avec toute compagnie faisant ou étant engagée dans toute affaire ou transaction susceptible d'être conduite soit directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie et prêter de l'argent à toute telle compagnie, en garantir les contrats ou autrement lui aider ;

Vendre ou autrement disposer en tout ou en partie d'aucun des biens de l'actif ou de l'entreprise de la compagnie comme entreprise en opération ou autrement, pour telle considération que la compagnie jugera à propos et en particulier tout ou partie en argent, actions acquittées, débetures, obligations ou autres valeurs de toutes autres compagnies ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie ;

Distribuer en espèces ou autrement selon qu'il sera résolu tous biens de la compagnie parmi ses membres et particulièrement les actions, obligations et débetures de toute autre compagnie appartenant à cette compagnie ou dont cette compagnie aura le droit de disposer ;

Faire toutes autres choses propres ou utiles à l'acquisition des objets de la compagnie ou pour atteindre son but ;

purchasers or any other persons or advanced by the company to purchasers or other persons ;

To invest and deal with moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined ;

To pay for any property, right or things acquired by the company and to remunerate any person, firm or corporation for services rendered to the company previous or subsequent to its incorporation and organisation or otherwise in bonds, debentures or other securities or assets of the company, or by issue of shares of the capital stock as fully paid up and non accessible or otherwise ;

To take, purchase or acquire by original subscription or otherwise the shares, bonds or other securities or assets of any other corporation carrying on a similar business that of the company, and to pay for same bonds, debentures or other securities of the company, or by issuing shares of its capital stock as fully paid up and non assessable or otherwise, and while holding or enjoying any such securities thus acquired to exercise all the rights and powers of ownership thereof, including voting power ;

To promote or assist in promoting any company for the purpose of carrying on a business similar to that of this company or for the purpose of acquiring all or any property of this company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit this company ;

To enter into any arrangement with any authority or government municipal, local or otherwise that may seem conducive to the company's objects or any of them ;

To enter to any amalgamation, partnership or arrangement for sharing profits, union of interests, cooperation, joint adventures, reciprocal concessions or otherwise with any company carrying on or engaged in any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company, and to lend money, to guarantee the contracts or otherwise assists any such company ;

To sell or otherwise dispose of in a whole or in part any of the property, assets or undertakings of the company, as a going concern or otherwise for such consideration as the company may think fit, and in particular in whole or in part cash, fully paid up shares, debentures, bonds, or other securities of any other companies having objects altogether or in part similar to those of this company ;

To distribute in specie or otherwise as may be resolved any assets of the company amongst its shareholders, and particularly the shares, bonds and debentures of any other company belonging to this company or which this company may have the power to dispose of ;

To do all such other things of may be incidental or conducive to the attainment of the company's objects or for the carrying out of the company's purposes ;

Faire aucune des susdites choses soit comme patrons, agents ou entrepreneurs ou autrement et par ou au moyen de fidéicommissaires, agents ou autrement, et soit seul ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "La Compagnie de Placement Ottawa et Hull, limitée", avec un capital de cent mille piastres (\$100,000.00) divisé en mille (1000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Hull.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trente-unième jour de mai 1913.

C. J. SIMARD,

2413.2

Sous-secrétaire de la province.

To do any of the above things as principals, agents or contractors, or otherwise, and by or through trustees or agents or otherwise, and either alone or in conjunction with others under the name of "La Compagnie de Placement Ottawa et Hull, limitée", with a capital stock of one hundred thousand dollars (\$100,000.00) divided into one thousand (1000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Hull.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this thirty first day of May 1913.

C. J. SIMARD,

2414

Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de mai 1913, constituant en corporation MM. Joseph Emile Amable Decelles, agent financier, Charles Joseph Eugène Charbonneau, notaire, Amédée Blanchard, étudiant en droit, Maurice Dugas, avocat, et Alice Turgeon, fille majeure, sténographe, de la cité de Montréal, dans les buts suivants, savoir :

Faire le commerce du bois dans toutes ses branches et faire les affaires de manufacturiers et marchands de billots, bois de construction, et tous les articles dans la manufacture desquels le bois est employé, et toute sorte de produits naturels et produits indirects d'icelui, et faire les affaires de marchands de marchandises en général ;

Faire les affaires comme marchands de bois, propriétaires de moulins à scie et arboriculteurs, et acheter, vendre, cultiver, préparer pour le marché, manipuler, exporter, importer et faire le commerce de bois et bois de construction de toute sorte et manufacturer et vendre des articles de toute sorte dans la manufacture desquels le bois de construction ou bois est employé ;

Construire, ériger ou acquérir autrement, posséder, mettre en opération, maintenir et conduire des moulins et ateliers pour la manufacture et production du bois broyé mécaniquement, pulpe, sulfite de pulpe, papiers, cartons, matériaux pour papier et aucun de tous les ingrédients ou produits ou composés d'iceux, et aucun de tous les articles et substances, provenant d'aucun des susdits matériaux, ou employés ou utilisés en rapport avec iceux, et manufacturer, acheter ou acquérir autrement, faire le commerce et vendre les dits articles et toutes autres substances, produits ou produits indirects d'iceux et en général faire les affaires de manufacture et commerce de bois, pulpes sulfite de pulpe et papier dans toutes ses branches ;

Acquérir par achat ou autrement et posséder des terres, limites à bois ou baux, lot de grève, privilèges d'eau et pouvoirs, droits et intérêts y ayant rapport, et construire sur iceux, développer, cultiver, exploiter, établir et autrement les améliorer et utiliser et les hypothéquer, louer ou autrement en faire le commerce et en disposer ;

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty eighth day of May, 1913, incorporating Messrs. Joseph Emile Amable Decelles, financial agent, Charles Joseph Eugène Charbonneau, notary, Amédée Blanchard, student-at-law, Maurice Dugas, advocate, and Alice Turgeon, spinster, of the full age of majority, stenographer, of the city of Montreal, for the following purposes :

To deal in wood in all its branches and carry on the business of manufacturer of and dealer in logs, lumber and timber and all articles into which wood enters or forms a part and all kinds of products and bye products thereof and carry on the business of general merchants ;

To carry on the business of lumber merchants, saw mill proprietors and arboriculturists, and to purchase, sell, cultivate, prepare for the market, handle export, import and deal in wood and timber of all kinds and manufacture and sell all kinds of articles into the making of which wood or timber form constituent parts ;

To construct, erect or otherwise acquire, hold, operate, maintain and manage mills and factories for the manufacture of wood pulp mechanically prepared, pulp, pulp sulphite, paper, cardboard, paper materials and any of the ingredients or products or compounds thereof and any of the articles or extracts proceeding from any of the aforesaid materials, or employed or use in connection thereof, and to manufacture, purchase or otherwise acquire, deal in and sell the said articles and any other extracts products or bye products thereof and generally carry on the business of manufacturers of and dealers in wood, pulp, pulp sulphite and paper in all their branches ;

To acquire by purchase or otherwise, and hold lands, timber limits or licenses, water lots, water privileges and water powers rights and interests in connection therewith and built upon, develops, cultivate, exploit, settle and otherwise improve, utilize, hypothecate, lease or otherwise deal with and dispose of same ;

Aider et encourager au moyen de primes, avances d'argent ou autrement, avec ou sans garantie des colons ou prétendus colons sur aucune des terres appartenant à la compagnie ou vendues par icelle, ou à proximité des dites terres, et en général de promouvoir l'établissement des dites terres ;

Acquérir par bail, achat ou autrement le pouvoir à vapeur, électrique, pneumatique, hydraulique et autre ou autre force, et les employer, vendre, louer, ou en disposer autrement pour les fins d'éclairage, chauffage ou pouvoir dans les districts de Joliette et de Montréal ;

Construire, acquérir, affréter, mettre en opération, louer, donner à bail, hypothéquer, vendre toute sorte de vaisseaux à vapeur et à voile, bateaux, barques, et autres vaisseaux, quais, bassins, ascenseurs, entrepôts, hangars à fret et autres bâtisses ;

Construire, maintenir, posséder et mettre en opération sur la propriété possédée ou contrôlée par la compagnie et sur la propriété voisine toute sorte de réservoirs, écluses, biez, conduits et autres voies, travaux, améliorations, estacades, vannes, pouvoirs d'eau, aqueducs, glissoires, jetées, voies, lignes de télégraphe et de téléphone, rouleaux à billots et autres travaux qui peuvent être nécessaires et utiles pour produire et engendrer, développer et créer le pouvoir de pouvoirs de tous tels travaux et les transmettre et distribuer par aucuns moyens quelconques pour les fins de la compagnie, et de vendre ou disposer d'aucun pouvoir ou droits pour employer toute partie de la susdite propriété à d'autres dans le dit comté, aux termes qui peuvent être jugés à propos pourvu cependant que toute vente, distribution ou transmission de pouvoirs en dehors des terres de la compagnie soient sujettes aux autorités locales et municipales à cette fin ;

Acheter ou acquérir autrement toutes patentes ou droits de patentes, améliorations, procédés sous enregistrement, marques de commerce, noms de commerce, projets en aucune manière en rapport ou utiles aux affaires de la compagnie, et vendre ou autrement, mettre à profit toutes telles patentes, droits de patentes, marques de commerce, noms de commerce et projets ;

Acheter ou acquérir autrement et entreprendre tous ou aucune partie des biens, affaires, propriétés, privilèges, contrats, droits, obligations et dettes de toute personne ou compagnie faisant aucune des affaires que cette compagnie est autorisée à faire ou toutes affaires semblables, ou possédant une propriété convenable pour les fins d'icelle, ou que la compagnie peut par le présent être autorisée à acheter, louer ou acquérir autrement et de les payer en actions, obligations, débentures ou garanties de la compagnie ;

Emettre, transporter, répartir comme stock payé les actions du capital-actions de la compagnie en paiement de toutes affaires, franchises, entreprises, propriétés, droits, privilèges, baux, hypothèques, licences, patentes, contrats, immeubles, stock de garantie et autres propriétés ou droits que la compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ;

To aid or assist by way of bonus, advances of money or otherwise, with or without guarantee, any settlers or supposed settlers on any of the lands belonging to or sold by the company, or adjacent to the said lands and in general to promote the settlement of the said lands ;

To acquire by lease, purchase or otherwise steam power, electric power, pneumatic power, hydraulic power and other power or force, and make use of, sell, lease or otherwise dispose of the same for light, heat and motive power within the districts of Joliette and Montreal ;

To construct, acquire, charter, operate, rent, give on lease, hypothecate, sell all kinds of steam and sailing ships, boats, barges and other vessels, wharves, docks, elevators, warehouses, freight sheds or other buildings ;

To construct, maintain, hold and operate on the property held or controlled by the company or on adjacent property any reservoirs, dams, flumes, pipe lines and other drains, works, improvements, booms, water-gates, water powers, water works, slides, piers, lines, telegraph and telephone lines, log rollers and other works which may be deemed necessary or useful for producing generating, developing and creating any power for such works and transmit and distribute same by any means, whatsoever for the company's purposes, and to sell or dispose of any power or rights to make use of any part of the above mentioned property to others within the said county, on the terms which may be judged proper, provided however that such sale, distribution or transmission of power beyond the lands of the company be subject to the laws of the local or provincial authorities in that behalf ;

To purchase or otherwise acquire in any manner any patents or patent rights, improvements, registered processes, trade marks, trade names, schemes, in connection with or useful for the company's business, and sell or otherwise turn to account any such patents, patent rights, trade marks, trade names and schemes ;

To purchase or otherwise acquire and undertake the whole or any part of the assets business property, privileges, contracts, rights, obligations and debts of any person or company carrying on, any of the business which this company is authorized to carry on, or any similar business, or holding any property suitable, for the purposes of the said company, or which it is hereby authorized to purchase, lease or otherwise acquire and to pay for the same in shares, bonds, debentures or securities of the company ;

To issue, transfer, allot as paid up stock shares, of the capital stock of the company in payment of any business, franchises, undertakings, property, rights, privileges, leases, mortgages, licenses, patents, contracts, real estate, guaranteed stock and other property or right, which the company may legally acquire by virtue hereof ;

S'amalgamer avec toute autre compagnie ayant les mêmes objets que ceux de cette compagnie ;

Entrer en aucune société ou en aucun arrangement pour le partage des profits ou union d'intérêts avec toute personne ou compagnie faisant ou engagée ou sur le point de faire ou d'être engagée dans toutes affaires ou transactions que la compagnie est autorisée à faire ou engagée ou semblables à icelles, et de faire des avances pour garantir les contrats d'icelles, ou autrement aider toute telle personne ou compagnie, et de prendre, acheter ou acquérir autrement des actions et garanties de toute telle compagnie, et les vendre, posséder ou en faire le commerce autrement ;

Employer aucun de ses fonds à l'achat de stock dans toute autre compagnie ou corporation ;

Prélever et aider à prélever de l'argent pour aider au moyen des primes, prêts, promesses, endossement, garantie de primes, débentures ou autres garanties ou autrement toute corporation dans le capital-actions de laquelle la compagnie possède des actions ou avec laquelle elle peut avoir des relations d'affaires ; agir comme employé, agent ou gérant de toute telle corporation et garantir l'exécution des contrats par toutes telles corporations ou par toute personne ou personnes avec lesquelles la compagnie peut avoir des relations d'affaires ;

Faire toutes choses et exercer tous les pouvoirs et faire toutes les affaires en rapport à la mise en opération des objets pour lesquels la compagnie est incorporée ;

Créer et émettre toute partie du capital-actions comme stock privilégié, ou de changer tout stock ordinaire en stock privilégié avec le consentement des porteurs de tel stock ordinaire, et conférer aux porteurs de tel stock privilégié telles propriétés, préférences et garanties et les rendre sujettes à telles limitations et conditions quant au rachat, vote ou autrement, tel qu'il sera déterminé par la compagnie, le tout après règlement adopté à cet effet ;

Les objets et pouvoirs dans chacun des dits paragraphes sont en aucune manière limités ou restreints par référence ou à déduction des termes de toute autre clause ou tout autre paragraphe, mais les pouvoirs et objets spécifiés dans chacune des clauses seront considérés comme objets et pouvoirs indépendants, sous le nom de "Le Progrès de L'Epiphanie, Limitée", avec un capital de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera à L'Epiphanie.

Daté du bureau du secrétaire de la province ce vingt-huitième jour de mai 1913.

C. J. SIMARD,

2427. 2

Sous-secrétaire de la province.

To amalgamate with any other company having the same objects as those of this company ;

To enter into partnership or into any arrangement for the sharing of profits or union of interests, with any person or company, carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transactions which this company is authorized to carry on or engage in or similar thereto, and to make advances to guarantee the contracts, of or otherwise assist any such person or company, and to take, purchase shares and securities of any such company and sell, hold or otherwise deal in the same ;

To use any of its funds for the purchase of stock in any company or corporation ;

To raise and assist in the raising of money to aid by means of bonus, loans, promises, indorsements, guarantee of bonus, debentures or other securities or otherwise, any corporation in which this company holds shares or with which it may have business dealings; to act as employee, agent or manager of any such corporation and guarantee the execution of contracts by any such corporations or by any person or persons with which the company may have business dealings ;

To do all things, exercise all the powers and carry on any business in connection with the carrying on of the objects for which the company is incorporated ;

To create and issue any part of the capital stock as preferred stock, or to change any common stock into preferred stock with the approval of holders of such common stock, and to grant to the holders of such preferred stock any property, preferences and guarantee and render them subject to such restrictions and conditions as regards the purchase, voting or otherwise, as it may be determined by the company, the whole after a by-law has been adopted to that effect ;

The objects and powers in any of the above paragraphs shall not be limited or restricted by inference of or reference from the terms of any other clause or paragraph, but the powers and objects specified in any of the clauses shall be considered as independent objects and powers, under the name of "Le Progrès de L'Epiphanie, Limitée", with a capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at L'Epiphanie.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty eighth day of May, 1913.

C. J. SIMARD,

2428

Deputy Provincial Secretary.

Avis est par le présent donné que le bureau des examinateurs des mesureurs de bois de la province de Québec se réunira à :

Trois-Rivières, le 14 juillet 1913
Gaspé, le 22 " "
Chicoutimi, le 4 août "

pour procéder à l'examen des candidats qui désirent se qualifier comme mesureurs et classificateurs de bois.

Les aspirants candidats devront communiquer immédiatement avec ce département et désigner l'endroit où ils désirent se présenter.

Un honoraire de \$4.00 est exigible.

ELZ. MIVILLE DECHENE,

Sous-Ministre des Terres et Forêts.

Québec, 24 mai 1913.

2081.5

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, signe ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers pu pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session récéder de la prise en considération de la pétition.

54. — Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou les dimensions de ce pont-tournant.

60. — Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou

Notice is hereby given that the Board of Examiners of Cullers of the province of Québec will meet at :

Three Rivers, on the 14th of July, 1913
Gaspé, " 22nd of " "
Chicoutimi, " 4th of August, "

to examine candidates desiring to qualify as log cullers and measurers.

Intending candidates should communicate at once with this department and mention the place where they intend presenting themselves.

A fee of \$4.00 is exacted.

ELZ. MIVILLE DECHENE,

Deputy Minister of Lands and Forests.

Québec 24th of May, 1913.

2082

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Québec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying as or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or pecuniary rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act, — shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one news paper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other

pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la Chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,
G. C. I.

1761

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bill privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoir, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter des droits ou la

object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended; and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend a charter of incorporation, and three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same are paid in each house.

R. CAMPBELL,
C. L. O.

1762

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the purview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction or improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing

propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations latentes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle* de Québec, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, à l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogeant aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges précieux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auquel ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été examiné par le bureau ou conseil de la profession laquelle le requérant désire entrer. Et

Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2 Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the Incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railway, [or the Quebec Insurance Act], as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Comm

omité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps qu'une copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quel il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif à un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 per page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et verser le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. P. GEOFFRION,

Greffier de l'Assemblée Législative

1763

shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

"5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with the Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, at a rate of \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees.

L. P. GEOFFRION,

Clerk of the Legislative Assembly

1764

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Montréal } *Cour Supérieure.*

Dame Giovannina Maranzan, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph D'Ambrosio, entrepreneur plombier, du même lieu, a intenté une action en séparation de biens contre son mari, le 27 mai 1913.

BEAUDRY & BEAUDRY,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 29 mai 1913. 2291.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2060.

Dame Bertha Payette dit St. Amour, des cité et district de Montréal, épouse de Louis Delphis Morel, menuisier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs
Le dit Louis Delphis Morel, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur.

A. S. DEGUIRE,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 19 mai 1913. 2191.4

Province de Québec.—District de Saint-François
—No. 748.—Cour Supérieure.—Dame Mary Agnes McCanna, du canton de Bury, dit district, épouse commune en biens de Lester Burton Hill, hôtelier, du même lieu, a, ce jour, poursuivi son mari en séparation de biens, après y avoir été dûment autorisée. Sherbrooke, le 19 mars 1913.

J. NICOL,
Procureur du demandeur.
2239.5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 3873.

Dame Eléonore Proulx, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Wilfrid Therrien, forgeron, du même lieu, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

MONTY & DURANLEAU,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 19 mai 1913. 2185.5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1935.

Dame Sarah Garmaise, épouse de Maurice Rosen, marchand, de Montréal, et judiciairement autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs
Maurice Rosen, marchand, de la cité et du district de Montréal, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause contre le défendeur, le 22 mai 1913.

ST GERMAIN, GUERIN & RAYMOND,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 27 mai 1913. 2265.4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 330.

Dame Bertha Yampolsky, des cité et district de Montréal, épouse de Max Wener, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice ; vs le dit Max Wener.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur.

JACOBS, HALL,
COUTURE & FITCH,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 30 mai 1913. 2299.3

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Giovannina Maranzan, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph D'Ambrosio, undertaker plumber, of the same place, has brought an action against her husband for separation as to property, the 27th May, 1913.

BEAUDRY & BEAUDRY,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 29th May, 1913. 2292

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2060.

Dame Bertha Payette dit St. Amour, of the city and district of Montreal, wife of Louis Delphis Morel, joiner, of the same place, duly authorized "à ester en justice", Plaintiff ;

vs
The said Louis Delphis Morel, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted against the defendant.

A. S. DEGUIRE,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 19th May, 1913. 2192

Province of Quebec.—District of Saint Francis.
—No. 748.—Superior Court.—Dame Mary Agnes McCanna, of the township of Bury, said district, wife common as to property of Lester Burton Hill, hotel-keeper, of the same place, has, this day, sued her husband for separation as to property, after having been duly authorized. Sherbrooke, 19th March, 1913.

J. NICOL,
Attorney for plaintiff.
2240

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3873.

—Dame Eléonore Proulx, of the city and district of Montréal, wife of Wilfrid Therrien, blacksmith, of the same place, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband.

MONTY & DURANLEAU,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 19th May, 1913. 2186

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 1935.

Dame Sarah Garmaise, wife of Maurice Rosen, merchant, of Montreal, and judicially authorized to "ester en justice", Plaintiff ;

vs
Maurice Rosen, merchant, of the city and district of Montreal, Defendant.
An action for separation as to property has been entered in this cause, the 22nd May, 1913, against the defendant.

ST GERMAIN, GUERIN & RAYMOND,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 27th May, 1913. 2265

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 330.

Dame Bertha Yampolsky, of the city and district of Montreal, wife of Max Wener, of the same place, duly authorized "à ester en justice" vs the said Max Wener.

An action for separation as to property has been instituted against the defendant.

JACOBS, HALL,
COUTURE & FITCH
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 30th May, 1913. 2300

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1488.

Mary Francis Cooke, des cité et district de Montréal, épouse de Bernard F. Moore, du même lieu ; la dite Mary Francis Cooke étant dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Bernard F. Moore, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Avis est par le présent donné qu'une action en séparation de corps et de biens a été instituée, ce jour, contre le suadit défendeur.

ELLIOT & DAVID,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 15 mai 1913. 2079.5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3012

Dame Salome Gohier, de Montréal, épouse commune en biens de Dominique Leduc, Demanderesse ;

vs

Le dit Dominique Leduc, cultivateur, de la cité et district de Montréal, et Charles B. Falardeau, de Montréal, en sa qualité de conseil judiciaire nommé au dit Dominique Leduc, en autant que besoin est pour assister le dit Dominique Leduc, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, par la demanderesse contre le dit Dominique Leduc.

DUSSAULT, MERCIER & DUPUIS,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 15 mai 1913. 2107.5

Province de Québec, }
District de Beauce. } *Cour Supérieure.*
No 1219.

Dame Marie Sylvestre, de la paroisse de Saint-Ludger, dans le district de Beauce, épouse commune en biens de Romuald Dallaire, du même lieu, commerçant de bois, a, ce jour, intenté une action en séparation de biens contre son dit époux.

A. BECIGNEUL,
Procureur de la demanderesse.
Saint-Joseph, Beauce, 20 mai 1913. 2119.5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1711.

Dame Lilly Fisette, de la cité et du district de Montréal, épouse de Joseph Louis Vachon, agent, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Joseph Louis Vachon, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée le 4 juin 1913.

LAMARRE & BRODEUR,
Procureurs de la demanderesse.
2421.2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2123.

Dame Ann Elizabeth Dwyer, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de John Clark Savage, épiciier et électricien, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit John Clark Savage, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 30 mai 1913.

KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 5 juin 1913. 2425.2

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1488.

Mary Francis Cooke, of the city and district of Montreal, wife of Bernard F. Moore, of the same place ; the said Mary Francis Cooke being duly authorized "à ester en justice." Plaintiff ;

vs

Bernard F. Moore, of the city and district of Montreal, Defendant.

Notice is hereby given that an action for separation as to bed and board and as to property has been entered on this date against the defendant herein.

ELLIOTT & DAVID,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 15th May, 1913. 2080

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 3012

Dame Salome Gohier, of Montreal, wife common as to property of Dominique Leduc, Plaintiff ;

vs

The said Dominique Leduc, farmer, of the city and district of Montreal, and Charles B. Falardeau, of Montreal, in his quality of judicial adviser appointed to the said Dominique Leduc, in so far as need be to assist the said Dominique Leduc, Defendant ;

An action for separation as to property has been instituted, this day, by the plaintiff against the said Dominique Leduc.

DUSSAULT, MERCIER & DUPUIS,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 15th May, 1913. 2108

Province of Quebec, }
District of Beauce. } *Superior Court*
No. 1219.

Dame Marie Sylvestre, of the parish of Saint-Ludger, in the district of Beauce, wife common as to property of Romuald Dallaire, of the same place, lumber dealer, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

A. BECIGNEUL,
Attorney for plaintiff.
Saint Joseph, Beauce, 20th May, 1913. 2120

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1711.

Dame Lilly Fisette, of the city and district of Montreal, wife of Joseph Louis Vachon, agent, of the same place, duly authorized to sue in law, Plaintiff ;

vs

The said Joseph Louis Vachon, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this case the 4th June, 1913.

LAMARRE & BRODEUR,
Attorneys for plaintiff.
2422

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 2123.

Dame Ann Elizabeth Dwyer, of the city and district of Montreal, wife common as to property of John Clark Savage, grocer and electrician, of the same place, duly authorized to "ester en justice", Plaintiff ;

vs

The said John Clark Savage, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this case on the 30th day of May, 1913.

KAVANAGH, LAJOIE & LACOSTE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 5th June, 1913. 2426

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1540.

Dame Anysie Hurtubise, épouse commune en biens de Joseph Proulx, bourgeois, de la cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Joseph Proulx, du même lieu, Défendeur.
Un action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce quatorzième jour de mai 1913.

PELLETIER, PELLETIER & YVON,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 21 mai 1913. 2195.4

Province de Québec, }
District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*
No 3521.

Dame Rachelle Whissell, de la paroisse de Saint-André Avellin, district d'Ottawa, épouse commune en biens de Alexandre Picard, menuisier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Alexandre Picard, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le quatrième jour de juin 1913.

MAJOR & FORTIER,
Procureur de la demanderesse.
Hull, 4 juin 1913. 2423.2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3192.

Dame Elizabeth Frances Hoare, de la cité et du district de Montréal, épouse de Francis Arthur Stephen, du même endroit, laitier, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Francis Arthur Stephen, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour, par la dite demanderesse contre le dit défendeur.

BUSTEED & ROBERTSON,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 6 juin 1913. 2409.3

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*
No 191.

Dame Anna Landry, de Victoriaville, épouse commune en biens de Eugène Béliveau, agent d'immeubles, du même lieu, a intenté une action en séparation de biens contre son mari, le 9 juin 1913.

WILFRID LALIBERTE,
Procureur de la demanderesse.
Arthabaska, 11 juin 1913. 2481.2

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.
No 190.

Dame Olivine Mailhiot, de Warwick, épouse commune en biens de Rémi Hamel, du même lieu, industriel, a intenté une action en séparation de biens contre son mari, le 9 juin 1913.

WILFRID LALIBERTE,
Procureur de la demanderesse.
Arthabaska, 11 juin 1913. 2479.2

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1540.

Dame Anysie Hurtubise, wife common as to property of Joseph Proulx, gentleman, of the city and district of Montreal, duly authorized to "ester en justice", Plaintiff ;

vs

The said Joseph Proulx, of the same place, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the fourteenth day of May, 1913.

PELLETIER, PELLETIER & YVON,
Attorneys for the plaintiff.
Montreal, 21st May, 1913. 2196

Province of Quebec, }
District of Ottawa. } *Superior Court.*
No. 3521.

Dame Rachelle Whissell, of the parish of Saint-André Avellin, district of Ottawa, wife common as to property of Alexandre Picard, of the same place, and duly authorized to "ester en justice", Plaintiff ;

vs

The said Alexandre Picard, Defendant.
An action for separation of property has been instituted in this case the 4th day of June, 1913.

MAJOR & FORTIER,
Attorneys for the plaintiff.
Hull, 4th June, 1913. 2424

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3192.

Dame Elizabeth Frances Hoare, of the city and district of Montreal, wife of Francis Arthur Stephen, of the same place, milkman, duly authorised to "ester en justice", Plaintiff ;

vs

The said Francis Arthur Stephen, Defendant.
An action for separation as to property has, this day, been instituted by the said plaintiff against the said defendant.

BUSTEED & ROBERTSON,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 6th June, 1913. 2410

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*
No. 191.

Dame Anna Landry, of Victoriaville, wife common as to property of Eugène Béliveau, of the same place, real estates agent, has taken an action for separation as to property against her husband, on the 9th day of June, 1913.

WILFRID LALIBERTE,
Attorney for plaintiff.
Arthabaska, 11th June, 1913. 2482

Superior Court.—District of Arthabaska.
No. 190.

Dame Olivine Mailhiot, of Warwick, wife common as to property of Rémi Hamel, of the same place, industrial, has taken and action for separation as to property, against her husband, on the 9th day of June 1913.

WILFRID LALIBERTE,
Attorney for plaintiff.
Arthabaska, 11th June, 1912. 2480

Dame Marie Louise Letourneau, de la cité de Fraserville, épouse de Joseph Sewbert Bernard, hôtelier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ; vs Joseph Sewbert Bernard, de la cité de Fraserville, hôtelier, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 9 juin 1913.

LOUIS A. TALBOT,

Procureur de la demanderesse.

Fraserville, 9 juin 1913.

2527

Province de Québec, district de Saint-François, Cour Supérieure, No 805. Dame Annie Doherty, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, du canton de Bury, dit district, épouse commune en biens de Patrick Clark, commerçant de bois, des mêmes lieux, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

LIONEL FOREST,

Avocat de la demanderesse.

Sherbrooke, 18 juin 1913.

2585

Province de Québec, }
District d'Ottawa. } Cour Supérieure.

No 3529.

Dame Eugénie Gratton, de la cité de Hull, dans le district d'Ottawa, épouse d'Ovila D'Aoust, boucher, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Ovila D'Aoust, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 17ième jour de juin 1913.

L. A. LEDUC,

Procureur de la demanderesse.

2587

{ Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.

No 229.

Dame Albina Gagné, des cité et district de Montréal, épouse de François-Xavier Robillard, entrepreneur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit François-Xavier Robillard, ci-dessus désigné, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée, contre le défendeur.

DESAULNIERS & VALLEE,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 13 mai 1913.

2027.5

MONTREAL TRAMWAY'S COMPANY.

Montréal, 19 mai 1913.

Cher monsieur ou chère madame,

Je désire vous informer que le premier appel de 10% (10 dollars per part) sur le nouveau stock émis le 15 avril 1913, est dû et payable le 20 juin prochain. Le nombre de parts inscrites à votre nom et le montant dû par vous sur icelles sont tels que spécifiés ci-après.

Tout paiement doit être fait à l'ordre de la compagnie en valeur, au pair, à Montréal.

Votre très dévoué,

PATRICK DUPEE,

Secrétaire trésorier.

2189.5

Dame Marie Louise Letourneau, of the city of Fraserville, wife of Joseph Sewbert Bernard, hotelkeeper, of the same place, duly authorized to "ester en justice", Plaintiff; vs Joseph Sewbert Bernard, of the city of Fraserville, hotelkeeper, Defendant.

An action for separation of property has been instituted in this cause, on the 9th June, 1913.

LOUIS A. TALBOT,

Attorney for the plaintiff.

Fraserville, 9th June, 1913.

2528

Province of Quebec, District of Saint Francis, superior court, No. 805, Dame Annie Doherty, duly authorized to "ester en justice aux fins des présentes," of the township of Bury, said district, wife common as to property of Patrick Clark, of the same place, has this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

LIONEL FOREST,

Attorney for Plaintiff.

Sherbrooke 18th June, 1913.

2586

Province of Quebec, }
District of Ottawa. } Superior Court.

No. 3529.

Dame Eugénie Gratton, of the city of Hull, in the district of Ottawa, wife of Ovila D'Aoust, butcher, of the same place, and duly authorized to enter-suit in the present case, Plaintiff ;

vs

The said Ovila D'Aoust, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 17th day of June, 1913.

L. A. LEDUC,

Attorney for plaintiff.

2588

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.

No. 229.

Dame Albina Gagné, of the city and district of Montreal, wife of François-Xavier Robillard, of the same place, contractor, duly authorized "à ester en justice", Plaintiff ;

vs

The said François Xavier Robillard, Defendant.

An action for separation as to properties has been instituted, against the defendant.

DESAULNIERS & VALLEE,

Attorneys for plaintiff

Montreal, 13th May, 1913.

2028

MONTREAL TRAMWAY'S COMPANY.

Montreal, 19th May, 1913.

Dear Sir or Madam,

I beg to notify you that the first call of 10 (\$10.00 per share) upon the new stock issued on the 15th April, 1913, becomes due and payable on the 20th June next. The number of shares standing in your name and the amount due thereon being as stated hereunder.

All payments should be to the order of the company in funds, at par, in Montreal.

Yours very truly,

PATRICK DUBEE,

Secretary-treasurer.

2190

BARREAU DE MONTRÉAL.—BAR OF MONTREAL.

Candidats pour l'admission à la pratique du droit.—Candidates for admission to the practice of the law.

Examens du 2 juillet 1913.—Examinations of 2nd July, 1913.

No.	Noms. — Names.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Résidence. — Residence.
1	Angers.....	Auguste.....	25 ans—years....	Montréal.
2	Archibald.....	K.....	25	"
3	Beaudry.....	J. W.....	28	Ste-Mélanie, cté de Joliette.
4	Bissonnette.....	J. J.....	22	St-Esprit.
5	Blain.....	Aldéric.....	26	Montréal.
6	Brodeur.....	Reiquer.....	24	St-Hilaire.
7	Burke.....	M. T.....	24	Montréal.
8	Degroseilliers.....	Paul A.....	27	"
9	Desjardins.....	Euclide.....	25	St-David.....
10	Dunlop.....	James.....	26	Montréal.
11	Elder.....	A. H.....	24	Westmount.
12	Fineberg.....	H. S.....	25	Montréal.
13	Gillmor.....	Daniel P.....	24	"
14	Guerin.....	Chs. E.....	24	St-Jacques le Mineur.
15	MacNaughton.....	John.....	28	Montréal.
16	Mariotti.....	H. C. G.....	24	"
17	McDonald.....	A. J.....	22	"
18	McDougall.....	E. S.....	26	Westmount.
19	Mingie.....	J. W.....	38	Montréal.
20	Monette.....	Philippe.....	23	St-Rémi.
21	Montle.....	John M.....	32	Montréal.
22	Popliger.....	Isidore.....	22	"
23	Ri guet.....	Gaston.....	23	St-Hyacinthe.
24	Saint-Denis.....	Léopold.....	31	Montréal.
25	Solomon.....	Nathan.....	21	"

B. PANET RAYMOND,

Secrétaire du Barreau de Montréal.—Secretary of the Bar of Montreal.

Montréal, 14 juin.—14th June, 1913.

2581-82

CANDIDAT A LA PRATIQUE DU DROIT—CANDIDATE FOR THE PRACTICE OF LAW.

Barreau d'Ottawa—Bar of Ottawa.

Nom. — Name,	Prénom. — Surname.	Age.	Résidence.
Lépine.....	William.....	24 ans—years.....	Ottawa.

J. ALB. PARENT,

Secrétaire—Secretary.

Hull, 16 juin.—16th June, 1913.

2569-70

Candidats pour l'admission à l'étude du droit.—Candidates for admission to study of the law.

Examens de juillet 1913.—Examinations, July, 1913.

Section de Belford—Section of Bedford.

Nom. — Name.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Residence.	Collège.
Giroux.....	Louis Arthur	20 ans— years.	Sweetsburg ...	Ecole élémentaire—Elementary School, Sweetsburg, Collège Ste-Croix—Ste Croix College, Farnham—Séminaire de Saint-Hyacinthe.—Saint Hyacinthe Seminary.

GEO. H. BOIVIN,
Secrétaire—Secretary.

BARREAU DE QUEBEC.—BAR OF QUEBEC.

Candidats pour admission à l'étude du droit.—Candidates for admission to the study of law.

Examens de juillet 1913.—Examination of July, 1913.

Noms. — Names.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Résidence.	Collège.
Alleyn.....	Richard Roche..	19 ans.	Québec.	Séminaire de Québec.
Bourassa.....	Lévis	27 ans.	Lauson.	Collège de Lévis.
Casgrain.....	Léon	20 ans.	Québec.	Collège Ste-Anne et Pères Rédemptoristes
Chassé.....	Noël	20 ans.	Québec.	Séminaire de Québec.
Chouinard.....	Charles F. X....	19 ans.	Québec.	Séminaire de Québec.
Cimon.....	M. J. C. T. Ernest	19 ans.	Québec.	Séminaire de Québec.
Devlin.....	Bernard.....	18 ans.	Québec.	Faculté des Arts, Québec.
Fafard.....	Raoul.....	22 ans.	Québec.	Séminaire de Québec.
Gingras.....	Roméo.....	19 ans.	Québec.	Séminaire de Québec.
Lizotte.....	Louis Philippe..	21 ans.	St-Pacôme.	Collège Ste-Anne.
Michaud.....	Alexandre.....	23 ans.	Trois Pistoles.	Séminaire de Rimouski.
Montminy.....	Charles.....	22 ans.	Québec.	Séminaire de Québec.
Routhier.....	G. Adolphe.....	18 ans.	Québec.	Séminaire de Québec.

CHARLES SMITH,

Secrétaire du barreau de Québec.—Secretary of the bar of Québec.
Québec, 2 juin—2nd June 1913. 2411-12-2

BARREAU D'ARTHABASKA.—BAR OF ARTHABASKA.

Candidat pour l'admission à l'étude du droit.—Candidate for admission to study of the law.

Examens du 2 juillet 1913.—Examinations, 2nd July, 1913.

No.	Nom. — Name.	Prénom. — Surname.	Age.	Residence.	Collège.
	Girouard.....	Wilfrid.	21 ans—years...	Arthabaska.	Sainte-Marie.

L. RENAUD LAVERGNE,

Secrétaire du Barreau d'Arthabaska.—Secretary of the Bar of Arthabaska.
Arthabaska, 9 juin.—9th June, 1913. 2469-70-2

CANDIDAT A L'ETUDE DU DROIT.—CANDIDATE TO STUDY THE LAW

Section des Trois-Rivières.—Section of Three Rivers.

Nom. — Name.	Prénom. — Surname.	Age.	Residence.	Collège.
Malone...	Thomas.	25 ans—years.	Trois-Rivières.	Christian Brothers St Ann's School, Montreal.

BRUNO MARCHAND,

Secrétaire du Barreau, section des Trois-Rivières.
Secretary of the Bar, Three Rivers section.
Trois-Rivières, 7 juin—Three Rivers, 7th June, 1913. 2471-72-2

BARREAU DE QUEBEC—BAR OF QUEBEC.

Candidats pour la pratique du droit—Candidates for admission to the practice of law.

Examens de juillet 1913—Examinations of July, 1913.

Noms. — Names.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Résidence.
Brassot.....	Maurice	29 ans—years.....	Québec.
Bugeaud.....	J. Fabien.....	37	Saint-Bonaventure.
Champoux.....	Edgar	25	Québec.
Côté.....	Pierre Emile.....	25	Québec.
Falardeau.....	Adrien.....	24	Québec.
Jean.....	Joseph.....	23	Saint-Philippe de Néri.
Lévesque.....	Dominique.....	24	Saint-Pacôme.
Morin.....	Maxime	26	Québec.
Paré.....	J. Hormidas	26	Québec.
Pouliot.....	Narcisse	23	Fraserville.
Simard.....	Raoul	26	Baie Saint-Paul.
Taschereau.....	J. Edouard.....	21	Ville de Montcalm.

CHARLES SMITH,

Secrétaire du Barreau de Québec—Secretary of the Bar of Quebec.

Québec, 16 juin—16th June, 1913.

2579-80

BARREAU DE SAINT-FRANÇOIS.—BAR OF SAINT-FRANCIS.

Candidats pour admission à la pratique du droit.—Candidates for admission to practice of law.

Examens du 2 juillet 1913.—Examinations of 2nd July, 1913.

Noms. — Names.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Résidence.
Laetot.....	J. F. Philippe.....	24 ans—years....	Montréal.
Leblanc.....	F. X. Antonio.....	"	"
Morin.....	Léonidas T.....	"	Québec.
Mulvena.....	Henry Robert	"	Montréal.

ARTHUR GENDRON,

Secrétaire, section Saint-François, Barreau de la province de Québec.
Secretary, Saint Francis section, Bar of the province of Quebec.

2595-96

Avis de Faillites

In re Ovila Daoust, épicier et boucher, Hull, P. Q.
Avis vous est par le présent donné que, par ordre de la cour, j'ai été nommé, ce jour, curateur dans cette affaire.

Les réclamations assermentées doivent m'être envoyées dans les trente jours si elles ne m'ont pas encore été transmises.

J. E. COUTURE,
Curateur.
2517

Hull, 12 juin 1913.

Province de Québec, {
District de Montréal, { Cour Supérieure.
No 88.

Dans l'affaire de Harry Hyams, Montréal, Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé et sera sujet à objection jusqu'au 8e jour de juillet 1913, après laquelle date le dividende sera payable à mon bureau.

J. C. DUHAMEL,
Curateur.
2515

Montréal, 12 juin 1913.

Bankrupt Notices

In re Ovila Daoust, grocer and butcher, Hull, P. Q.
Notice is hereby given to you, that of order of the court, I have been appointed, to day, curator in this matter.

Sworn claims must be sent to me within thirty days, if not yet filed.

J. E. COUTURE,
Curator.
2518

Hull, 12th June, 1913.

Province of Quebec, {
District of Montreal. { Superior Court.
No. 88.

In the matter of Harry Hyams, Montreal, Insolvent.

A first and final dividend has been prepared in this matter, which will be opened to objection until the 8th day of July, 1913, after which date the dividend will be payable at my office.

J. C. DUHAMEL,
Curator.
2516

Montreal, 12th June, 1913.

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de Montréal. }
In re Achille Turmel, Montréal, Insolvable.
 Avis est donné que, le 12 juin 1913, par ordre
 de la cour, nous avons été nommés curateurs à la
 succession du sus-nommé, qui a fait une cession
 judiciaire de tous ses biens et effets au bénéfice
 de ses créanciers.
 Les réclamations assermentées doivent être pro-
 duites à notre bureau sous un mois de cette date.
 F. R. VINET,
 P. H. DUFRESNE,
 Curateurs.

Bâtisse La Banque Nationale,
 99, rue Saint-Jacques.
 Montréal, 14 juin 1913. 2509

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de Montréal. }
 No 108.
 Dans l'affaire de Murphy Brothers, épiciers, de la
 ville de Montréal, Insolvable.
 Avis est par les présentes donné que les dits in-
 solvables ont fait, ce jour, un abandon judiciaire de
 leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers.
 EUGENE PREVOST,
 Subrogé gardien provisoire.

107, Saint-Jacques,
 Suite 506, Edifice Royal Trust.
 Montréal, 11 juin 1913. 2511

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District des Trois-Rivières. }
 No 243.
 Dans l'affaire de J. N. O. Clément, manufacturier,
 de la cité des Trois-Rivières,
 Requérent cession ;
 et
 Dame Corinne Florentine Pichette, épouse séparée
 de biens de M. Arthur Paré, machiniste, avec
 lequel elle réside en la cité des Trois-Rivières, et
 y faisant affaires seule, comme manufacturière,
 sous le nom et la raison de "Three-Rivers
 Machinery Exchange", et le dit A. H. Paré,
 pour assister et autoriser sa dite épouse,
 Faillie.

et
 Joseph Arthur Trudel, notaire, de la cité des Trois-
 Rivières, Curateur.
 Avis est par le présent donné qu'un premier et
 dernier bordereau de dividendes a été préparé en
 cette affaire, et qu'il sera payable au bureau du
 sousigné, au No 36, rue Alexandre, à Trois-Rivières,
 le ou après le 1er jour de juillet mil neuf cent
 treize, si aucune contestation ne vient en arrêter
 l'effet.

J. A. TRUDEL,
 Curateur.
 Trois-Rivières, 12 juin 1913. 2513

Canada, }
 Province de Québec, } *Cour Supérieure*
 District de Québec. }
 No 1032.
 Dans l'affaire de Dame Florence Huot, faisant affai-
 res sous la raison sociale de "J. B. Martel &
 Cie", marchanda de vaisselles, 113 rue Saint-
 Joseph, Québec, Insolvable.
 Avis est par les présentes donné que, lundi le 16
 juin 1913, nous avons été nommés curateurs, et
 MM. Charles Martel, gérant de MM. Renaud &
 Cie, Inc., et O. Wilfrid Bédard, marchand, de
 chez J. B. Bédard & Frères, inspecteurs aux biens
 de la dite faillie.

Toutes personnes ayant des réclamations contre
 ladite insolvable, sont requises de les produire,
 dûment attestées sous serment, sous trente jours
 de cette date.

LARUE & TRUDEL,
 Curateurs.
 Bureau : Edifice "Dominion",
 126, rue Saint-Pierre, Québec.
 Québec, 17 juin 1913. 2575

Province of Quebec, } *Superior Court*
 District of Montreal. }
In re Achille Turmel, Montreal, Insolvent.
 Notice is hereby given that, on the 12th June,
 1913, by order of the court, we were appointed
 curators to the estate of the above named, who has
 made a judicial abandonment of his assets for the
 benefit of his creditors.
 Sworn claims must be filed at our office within
 one month.
 F. R. VINET,
 P. H. DUFRESNE,
 Curators.

Banque Nationale Building,
 99, Saint James street.
 Montreal, 14th June, 1913. 2510

Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Montreal. }
 No. 108
 In the matter of Murphy Brothers, grocers, of the
 city of Montreal, Insolvents.
 Notice is hereby given that the said insolvents
 have, this day, made a judicial assignment of their
 property for the benefit of their creditors.
 EUGENE PREVOST,
 Subrogated provisional guardian.

107, Saint James street,
 Suite 506, Royal Trust Bldg.
 Montreal, 11th June, 1913. 2512

Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Three Rivers. }
 No. 243.
 In the matter of J. N. O. Clément, manufacturer,
 of the city of Three Rivers,
 Petitioner for assignment ;
 and
 Dame Corinne Florentine Pichette, wife separated
 as to property of Mr. Arthur Paré, machinist,
 with whom she resides in the city of Three Rivers,
 and carrying on business there alone under the
 firm name and style of "Three Rivers Machinery
 Exchange", and the said A. H. Paré, to authorize
 and assist his said wife, Insolvent;

and
 Joseph Arthur Trudel, notary, of the city of Three
 Rivers, Curator.
 Notice is hereby given that a first and final divi-
 dend sheet has been prepared in this matter, which
 will be payable at the office of the undersigned,
 No. 36, Alexander street, at Three Rivers, on or
 after the 1st day of July, one thousand nine hun-
 dred and nineteen, if there be no objection pre-
 sented thereto.

J. A. TRUDEL,
 Curator.
 Three Rivers, 12th June, 1913. 2514

Canada, }
 Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Quebec. }
 No. 1032.
 In the matter of Mrs. Florence Huot, doing busi-
 ness under the firm name of J. B. Martel & Co.,
 crockery merchants, 113, Saint Joseph street,
 Québec, Insolvent.
 Notice is hereby given that, on Monday, June
 16th, 1913, we have been appointed curators, and
 Messrs. Charles Martel, manager, of Messrs.
 Renaud & Cie, Inc., & O. Wilfrid Bédard, mer-
 chant, of J. B. Bédard & Frères, inspectors to the
 said estate.

All parties having claims against the said insol-
 vent, are requested to file same, duly attested
 under oath, within thirty days from this date.

LARUE & TRUDEL,
 Curators.
 Office : Dominion Building,
 126, Saint Peters street, Québec.
 Québec, 17th June, 1913. 2576

JUN 1913

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Joliette. }
No 6406.

Dans l'affaire de J. Fortunat Bergeron, Saint-Cuthbert, Qué., Failli.

Avis est par le présent donné que nous avons préparé un premier et dernier bordereau de dividende, lequel sera payable à la chambre 604, Edifice McGill, 211, rue McGill, Montréal, le ou après le 9 juillet 1913.

ALEXANDRE ROBITAILLE,
Joliette, Qué.,
JOSEPH DESAUTELES,
Curateur conjoint.

Chambre 604, Edifice McGill,
No 211, rue McGill, Montréal.
Montréal, 21 juin 1913. 2593

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }

Dans l'affaire de B. Caron, Failli.

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende est préparé et sera payable à mon bureau, le ou après le huitième jour de juillet 1913.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

No 60, Notre-Dame-Est, Montréal.
Montréal, 18 juin 1913. 2565

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Richelieu. }
No 5432.

Dans l'affaire de Walter Macdonald, de La Baieville, Failli.

Avis est par le présent donné qu'il n'y a pas de dividende à distribuer aux créanciers chirographaires.

J. M. DUGUAY,
Curateur.
La Baie, 16 juin 1913. 2567

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }

Dans l'affaire de J. N. Gamelin, Montréal, Insolvable.

Un premier bordereau de dividende a été préparé et sera payable à notre bureau, le ou après le 7 juillet 1913.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curateurs.

Bâtisse Banque Nationale,
99, rue Saint-Jacques.
Montréal, 7 juin 1913. 2573

District de Beauce.

Napoléon Oliche, East Broughton, comté Beauce, marchand, a, le 12 juin 1913, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Beauce, conformément à la loi.

J. P. E. GAGNON,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 18 juin 1913. 2583

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Montréal. }

Dans l'affaire de Jacob & Cie, entrepreneurs, de Montréal, Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 8 juillet 1913, après lequel jour le dividende sera payable à mon bureau.

NAPOLÉON ST. AMOUR,
Curateur.

11, Place d'Armes, Montréal.
Montréal, 21 juin 1913. 2589

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Joliette. }
No. 6406.

In the matter of J. Fortunat Bergeron, Saint-Cuthbert, Que., Insolvent

Notice is hereby given that we have prepared a first and final dividend sheet which will be payable at room 604, McGill Building, 211, McGill street, Montreal, on or after the 9th July, 1913.

ALEXANDRE ROBITAILLE,
Joliette, Que.,
JOSEPH DESAUTELES,
Joint curator.

Room 604, McGill Building,
No. 211, McGill street, Montreal.
Montreal, 21st June, 1913. 2594

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }

In the matter of B. Caron, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared and will be payable at my office, on or after the eighth day of July, 1913.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

No. 60, Notre Dame East, Montreal.
Montreal, 18th June, 1913. 2566

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Richelieu. }
No. 5432.

In the matter of Walter Macdonald, of La Baieville, Insolvent.

Notice is hereby given that there are no dividend for distribution to the creditors of promissory notes.

J. M. DUGUAY,
Curator.
La Baie, 16th June, 1913. 2568

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }

In the matter of J. N. Gamelin, Montreal, Insolvent.

A first dividend has been prepared and will be payable at our office, on or after 7th July, 1913.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curators.

Banque Nationale Building,
99, Saint James street.
Montreal, 7th June, 1913. 2574

District of Beauce.

Napoléon Oliche, East Broughton, Beauce county, merchant, has, on the 12th June, 1913, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the protonotary's office of the superior court for the district of Beauce, according to law.

J. P. E. GAGNON,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 18th June, 1913. 2574

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Montreal. }

In the matter of Jacob & Cie, contractor, of Montreal, Insolvents.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 8th day of July, 1913, after which date the dividends will be payable at my office.

NAPOLÉON ST. AMOUR,
Curator.

11, Place d'Armes, Montreal.
Montreal, 21st June, 1913. 2590

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Terrebonne. }
No 175.

Dans l'affaire de Godfroy J. Latremouille, Brownsburg, Québec, Failli.
Avis est par le présent donné que nous avons préparé un premier bordereau de dividende, lequel sera payable à notre bureau, chambre 604, Edifice McGill, No 211, rue McGill, Montréal, le ou après le 9 juillet 1913.

W. H. FISHER,
JOSEPH DESAUTELS,
Curateurs conjoints.

Montréal, 21 juin 1913. 2591

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-Hyacinthe. }
No 75.

Ernest St Amour, comptable, des cité et district de Montréal, Requéant cession ;

vs

Albert Brodeur, épiciier, des cité et district de Saint-Hyacinthe, Cédant.
Avis est par le présent donné que le dit cédant a fait, ce jour, cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire du district de Saint-Hyacinthe.

V. ERNEST FONTAINE,
Avocat du gardien provisoire.
Saint-Hyacinthe, 13 juin 1913. 2541

Ordres de Cour

Canada, }
Province de Québec, } *Cour de Circuit.*
District de Montmagny. }

No 1107 et (1087).
Phidélém Ouellet et al, Demandeurs ;

vs

Delphin Bernier, de la paroisse du Cap Saint-Ignace, cultivateur. Défendeur.
Sur l'ordre de l'honorable juge E. Cimon, il est ordonné aux créanciers du défendeur, de produire leurs réclamations contre le dit défendeur, en cette cause, le ou avant le 9 juillet 1913.

A. J. C. BEAUBIEN,
2507 G. C. C. M.

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District d'Ottawa. }
No 3465.

McKenzie Limited, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en la cité d'Ottawa, province d'Ontario, Demanderesse ;

vs

George Assad, marchand, de l'endroit appelé "Val des Bois", dans le district d'Ottawa, Défendeur ;

et

Adélard Assad, de la ville de Buckingham, district d'Ottawa, marchand,

Opposant afin de conserver.

Vu la motion de l'opposant, alléguant déconfiture du défendeur, et demandant l'appel de ses créanciers par voie de la "Gazette Officielle de Québec".

Nous, sousigné, juge de la cour supérieure siégeant dans le district d'Ottawa, accordons la dite motion, et requérons les créanciers du défendeur en icelle de produire leurs réclamations dans les quinze jours de la date de la première insertion de cette ordonnance, publiée deux fois en langues française et anglaise dans la "Gazette Officielle de Québec".

(Signé) J. M. McDOUGALL,
J. C. S.

Vraie copie,
GRONDIN & KEARNEY,
P. C. S.

Hull, 4 juin 1913. 2445.2

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Terrebonne. }
No. 175

In the matter of Godfroy J. Latremouille, Brownsburg, Quebec, Insolvent,
Notice is hereby given that we have prepared a first dividend sheet, which will be payable at our office, room 604, McGill Building, No. 211, McGill street, Montreal, on or after the 9th July 1913.

W. H. FISHER,
JOSEPH DESAUTELS,
Joint curators.
2592

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Hyacinthe. }
No. 75.

Ernest St. Amour, accountant, of Montreal, district of Montreal, Petitioner ;

vs

Albert Brodeur, grocer, of Saint Hyacinthe, district of Saint Hyacinthe, Insolvent.
Notice is hereby given that the above debtor insolvent has, this day, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the district of Saint Hyacinthe.

V. ERNEST FONTAINE,
Attorney for the provisional guardian.
Saint Hyacinthe, 13th June, 1913. 2542

Orders of the Court

Canada, }
Province of Quebec, } *Circuit Court.*
District of Montmagny. }

No. 1107 and (1087).
Phidélém Ouellet et al, Plaintiffs ;

vs

Delphin Bernier, of the parish of Cap Saint Ignace, farmer, Defendant.
By order of the Honorable judge E. Cimon, the creditors of the defendant are ordered to file their claims against the said defendant, in this case, on or before the 9th of July, 1913.

A. J. C. BEAUBIEN,
2508 C. C. C. M.

Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Ottawa. }
No. 3465.

McKenzie Limited, a body politic and corporate, having its principal place of business in the city of Ottawa, province of Ontario, Plaintiff ;

vs

George Assad, merchant, of the place called "Val des Bois", in the district of Ottawa, Defendant ;

and

Adélard Assad, of the town of Buckingham, district of Ottawa, merchant,

Opposant afin de conserver.

Seeing opposant's motion, alledging defendant's insolvency, and asking that his creditors be called through the "Quebec Official Gazette".

We, the undersigned, judge of the superior court sitting in the district of Ottawa, grant the said motion, and request the above Defendant's creditors to fyle their claims, within fifteen days from the date of the first insertion of this judgment, published twice in the french and english languages, in the "Quebec Official Gazette."

(Signed) J. M. McDOUGALL,
J. S. C.

True copy,
GRONDIN & KEARNEY,
P. S. C.

Hull, 4th June, 1913. 2446

Licitation

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 2605.

Dame G. Beaudoin et al, Demandeurs ;

J. H. Garceau et al, Défendeurs.

Avis est par les présentes donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, le 5e jour de mai 1913, dans une cause où Dame Graziella Beaudoin, épouse contractuellement séparée de biens de Monsieur Alexandre L. Grothé, des cité et district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, et Dame Ludivine Beaudoin, épouse contractuellement séparée de biens de Wilfrid A. Handfield, avocat, de la ville d'Outremont, district de Montréal, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, sont Demandeurs, et J. Honoré Garceau, médecin, des cité et district de Montréal, tant personnellement qu'en sa qualité d'exécuteur testamentaire de feu Joseph E. Beaudoin et son épouse, Dame Marie Céline Eno dit Deschamps, et Dame Marie-Louise Beaudoin, épouse contractuellement séparée de biens de J. Honoré Garceau, médecin, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, et Dame Martha Beaudoin, épouse contractuellement séparée de biens de J. Elisé Garceau, médecin, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, et Delle Fortunata Beaudoin, fille majeure et usant de ses droits, les dites Dame Martha Beaudoin et Delle Fortunata Beaudoin, tant personnellement qu'en leur qualité d'exécutrices testamentaires de la dite Dame Marie Céline Eno dit Deschamps, tous des cité et district de Montréal, sont défendeurs, ordonnant la licitation d'un terrain situé dans le quartier Emard, dans la cité de Montréal, comprenant une profondeur irrégulière d'environ 1100 pieds par une largeur également irrégulière formant une superficie totale de 594,862, le dit terrain étant connu aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal comme partie des lots 3601 et 3602, et borné au nord par la propriété du Grand Tronc Ry Co., au nord-est et à l'est par les Nos 3913, 3917, 3918, 3919 et 3600, des mêmes plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Montréal, au sud par la bande du canal, à l'ouest par la partie du lot 3602 appartenant à la ville de Sainte-Cunégonde, maintenant la cité de Montréal, tel que le tout appert au plan déposé au bureau du protonotaire de la cour supérieure, Montréal, et préparée par MM. Dupont & Barbeau, ingénieurs civils. Le prix de vente ne pourra être moindre que \$120,000.00.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérissseur, le VINGT-SIXIÈME jour de JUIN 1913, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi, cour tenante, dans la salle d'audience du palais de justice, à Montréal, chambre No 31 ; sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et que toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit, pour la vente et adjudication ; et que toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication ; et à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droits de la faire.

HANDFIELD & HANDFIELD,

Procureurs des demandeurs.

No 11, Place d'Armes, chambre 213,
Edifice de la Banque de Québec.
Montréal.

Montréal, 20 mai 1913. 2117.5
[Première publication, 23 mai 1913.]

Licitation

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No. 2605.

Dame G. Beaudoin et al, Plaintiffs

J. B. Garceau et al., Defendants.

Notice is hereby given that, by and in virtue of a judgment of the superior court, sitting at Montreal, in the district of Montreal, on the 5th May, 1913, in a cause in which Dame Graziella Beaudoin, wife separated as to property of Mr. Alexandre L. Grothé, of the city and district of Montreal, and this last one to authorize his said wife for the presents, and Dame Ludivine Beaudoin, wife separated as to property of Wilfrid A. Handfield, attorney, of the city of Outremont, district of Montreal, and this last one to authorize his wife for the presents are Plaintiffs, and J. Honoré Garceau, physician, of the city and district of Montreal, as well as personally as in his quality of testamentary executor of late Joseph E. Beaudoin and his wife, Dame Marie Céline Eno dit Deschamps, and Dame Marie-Louise Beaudoin, wife separated as to property of J. Honoré Garceau, physician, and this last one to authorize his wife for the presents, and Dame Martha Beaudoin, wife separated as to property of J. Elisé Garceau, physician, and this last one to authorize his wife for the presents, and Dame Fortunata Beaudoin, spinster of the full age of majority, the said Dame Martha Beaudoin and Miss Fortunata Beaudoin, as well as personally as in their quality of testamentary executrix, of the said Dame Marie Céline Eno said Deschamps, all of the city and district of Montreal, are Defendants, ordering the licitation of a lot of land situated in Emard ward, in the city of Montreal, measuring an irregular depth of about 1100 feet, by a width equally irregular forming a total superficies of 594,862, the said lot of land being known on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, as part of lots 3601 and 3602, and bounded on the north by the property of the Grand Trunk Railway Co., on the north east and on the east by the Nos. 3913, 3917, 3918, 3919 and 3600, on the same official plan and book of reference of the said parish of Montreal, on the south by the Canal boarder, on the west by the part of lot 3602, belonging to the city of Sainte-Cunégonde, now the city of Montreal, such as the whole appears on the plan deposited in the office of the prothonotary of the superior court, Montreal, and prepared by Messrs. Dupont and Barbeau, civil engineers. The price of sale must not be less than \$120,000.00.

The above described immoveable will be put up at auction and adjudged to the last and highest bidder, on the TWENTY SIXTH day of JUNE, 1913, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, sitting the court, in room No. 31, at the court house of city Montreal ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court ; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication ; and being the parties in default of filing such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

HANDFIELD & HANDFIELD,

Attorneys for plaintiffs.

No. 11, Place d'Armes, room 213,
Quebec Bank Building
Montréal.

Montréal, 20th May, 1913. 2118
[First published, 23rd May, 1913.]

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que plus bas mentionnés.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska

Arthabaska, à savoir : } **H. FERLAND ET AL.**
No 25. } Demandeurs ; contre **ERNEST ROY**, Défendeur.

La moitié nord-ouest du lot cadastral numéro cinq cent trente-trois au neuvième rang du canton d'Irlande, contenant cinquante acres de terre en superficie plus ou moins, sous la réserve des mines pour appartenir à qui de droit.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Adrien d'Irlande, le VINGT-DEUXIÈME jour de JUILLET prochain, (1913) à NEUF heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSSIGNANT.

Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 12 juin 1913. 2571
[Première publication, 21 juin 1913.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } **H. FERLAND ET AL.**
No 25. } Plaintiffs ; against **ERNEST ROY**, Defendant.

The North West half of cadastral lot number five hundred and thirty three, in the ninth range of the township of Ireland, containing fifty acres of land in superficies, more or less, all mines reserved however, to whom it belong.

To be sold at the parochial church door of Saint Adrien of Ireland, on the TWENTY SECOND day of JULY next, 1913, at NINE o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSSIGNANT.

Sheriff's office, Shérif.
Arthabaska, 12th June, 1913. 2572
[First published, 21st June, 1913.]

Ventes par le Shérif—Beauharnois

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } **A. LEX. DORAIS**,
District de Beauharnois. } Demandeur ; vs
No 2241. } **JEAN BTE LEFEBVRE**, Défendeur.

Saisis et pris en exécution comme appartenant et en la possession du dit demandeur, les immeubles ci-après mentionnés, savoir :

1° Une terre située en la paroisse de Sainte-Clotilde, dans le comté de Châteauguay, contenant en superficie environ cinquante arpents, connue et désignée sous le No cent soixante-trois (163), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Jean Chrysostôme, dont a été détachée la dite paroisse de Sainte-Clotilde—avec une maison et autres bâties dessus construites ;

2° Un morceau de terre à bois dans le dit lieu de Sainte-Clotilde, dans le deuxième rang d'Edwardstown, contenant en superficie cinq arpents, étant cette partie du lot connu et désigné sous le numéro onze cent treize (1113), sur les dits plan et livre de renvoi officiels qui se trouve au côté nord-est du chemin de fer Canada Atlantique ; borné le dit morceau de terre, à un bout par le dit chemin de fer, au nord-est par le lot No 1054, du premier rang d'Edwardstown, au sud-est par une partie du lot numéro 1109, et au nord-ouest par une partie du lot numéro 1114.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Clotilde, comté de Châteauguay, district de Beauharnois, le VINGT-CINQUIÈME jour de JUILLET prochain 1913, à DIX heures de l'avant-midi.

JEAN BTE DAMOUR,

Bureau du Shérif, Shérif.
Salaberry de Valleyfield, 16 juin 1913. 2539
[Première publication, 21 juin 1913.]

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.

Province of Quebec, } **A. LEX. DORAIS**,
District of Beauharnois. } Plaintiff ; vs **JEAN**
No. 2241. } **BTE. LEFEBVRE**, Defendant.

Seized in execution as belonging to and held by the said plaintiff, the immovables hereafter mentioned, to wit :

1. A lot of land situate in the parish of Sainte Clotilde, in the county of Châteauguay, containing about fifty arpents in superficies, known and designated under the number one hundred and sixty three (No. 163) of the official plan and book of reference of the parish of Saint Jean Chrysostome, from which the said parish of Sainte Clotilde was detached—with a house and other buildings erected thereon.

2. A piece of timber land in the said parish of Sainte Clotilde, in the second range of Edwardstown, containing five arpents in superficies, being that part of the lot known and designated under the number one thousand one hundred and thirteen (1113), of the said official plan and book of reference situate on the north east side of the line of the Canada Atlantic Railway ; bounded the said piece of land at one end by the said railway, on the north east by the lot No. 1054, of the first range of Edwardstown, on the south east by part of lot number 1109, and on the north west by part of lot number 1114.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Clotilde, county of Châteauguay, district of Beauharnois, on FRIDAY, the TWENTY FIFTH day of JULY next, 1913, at TEN o'clock in the forenoon.

JEAN BTE D'AMOUR,

Sheriff's Office, Shérif.
Salaberry de Valleyfield, 16th June, 1913. 2540
[First published, 21st June, 1913.]

Ventes par le Shérif—Gaspé

Sheriff's Sales—Gaspé

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

ALIAS FIERI FACIAS.*Dans la Cour Supérieure.*

Province de Québec, } **LE CREDIT FONCIER**
District de Québec. } **FRANCO CANADIEN,**
No 1642. } Demandeur ; contre les
terres et tenements de **MARIE PREVOTAT**, fille
majeure, de Paspébiac, dans le comté de Bonaventure,
Défenderesse.

1° Un lot de terre situé dans le premier rang de Paspébiac, dans le canton de Cox, contenant cinq arpents de front, en bas du chemin du Roi, plus ou moins, et six arpents de front au-dessus du chemin du Roi, plus ou moins, sur la profondeur du dit rang—ensemble avec une maison à deux étages, construite en pierre et en briques et autres bâtisses sus-érigées, circonstances et dépendances ; le dit lot connu sous le numéro cent quatre-vingt-huit (No 188), du cadastre officiel du dit canton de Cox, contenant quatre-vingt-seize et 62/100 acres en superficie ;

2° Un lot de terre situé dans le deuxième rang de Paspébiac susdit, maintenant connu et désigné sous le numéro cinq cent onze (511), du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Cox, contenant quatre-vingt-treize et un quart (93¼) acres de terre en superficie, plus ou moins ;

3° Les lots de terre situés dans le quatrième rang de Paspébiac susdit, maintenant connus et désignés sous les numéros neuf cent huit c et neuf cent huit d (908 c et 908 d), du dit cadastre officiel du canton de Cox, contenant en tout douze acres en front—circonstances et dépendances ;

4° Deux acres de terre, plus ou moins, commençant sur le côté ouest du lot numéro neuf cent huit b (908 b), du dit cadastre officiel du canton de Cox—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame de Paspébiac, dans le comté de Bonaventure, dans le district de Gaspé, **JEUDI**, le **TROISIEME** jour de **JUILLET**, en l'année de Notre Seigneur mil neuf cent treize, à **ONZE** heures de l'avant-midi.

W. M. SHEPPARD,

Bureau du shérif. Shérif.
New Carlisle, 22 mai 1913. 2241.2
[Première publication, 31 mai 1913.]

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Joliette.*

Joliette à savoir : } **L'ABBÉ JOSEPH LAVA-**
No 6237 } **LEE**, prêtre, curé, de la pa-
roisse de Saint-Jean Marthe, es-qualité, Deman-
deur ; contre **GEORGE DUGAS** et autres, Défendeurs ;

Un morceau de terre attenant au numéro vingt-six (26) du huitième rang, connu comme faisant partie du lot No 25, du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Damien (p. 25), de cinq arpents de large sur environ 12 arpents de profondeur, à partir de

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

ALIAS FIERI FACIAS.*In the Superior Court.*

Province of Quebec, } **LE CREDIT FONCIER-**
District of Quebec. } **FRANCO CANADIAN,**
No. 1642. } Plaintiff ; against the lands
and tenements of **MARIE PREVOTAT**, *fille majeure*, of Paspébiac, in the county of Bonaventure,
Defendant.

1. A lot of land situate in the first range of Paspébiac, in the township of Cox, containing five arpents in front, below the King's highway, more or less, and six arpents in front above the King's highway, more or less, on the depth of the said range—together with a two story house build of stone and brick, and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies; the said lot known under the (No. 188) number one hundred and eighty eight, of the official cadastre of the said township of Cox, containing ninety six and 62/100 acres in superficies.

2. A lot of land situate in the second range of Paspébiac aforesaid, now known and designated under the number (511) five hundred and eleven, of the official cadastre and book of reference of the said township of Cox, containing ninety three and one quarter (93¼) acres of land in superficies, more or less.

3. The lots of land situate in the fourth range of Paspébiac aforesaid, now known and designated under the numbers (908 c and 908 d) nine hundred and eight c and nine hundred and eight d, of the said official cadastre of the township of Cox, containing in all twelve acres in front—circumstances and dependencies.

4. Two acres of land, more or less, commencing on the west side of the lot number (908 b) nine hundred and eight b, of the said official cadastre of the township of Cox—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Notre Dame de Paspébiac, in the county of Bonaventure, in the district of Gaspé, on **THURSDAY**, the **THIRD** day of **JULY**, on the year of Our Lord one thousand nine hundred and thirteen, at the hour of **ELEVEN** o'clock in the forenoon.

W. M. SHEPPARD,

Sheriff's Office, Shérif.
New Carlisle, 22nd May, 1913. 2242
[First published, 31st May, 1913.]

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.*Superior Court—District of Joliette.*

Joliette, to wit : } **REVEREND JOSEPH LA-**
No. 6237. } **VALLEE**, priest curé, of
the parish of Saint Jean Marthe, es-qualité, Plain-
tiff ; against **GEORGE DUGAS** and other, De-
fendant.

A lot of land adjoining the lot number twenty six (26), of the eighth range, known as part of lot No. 25, of the official cadastre for the parish of Saint Damien (p. 25), of five arpents in width by about twelve arpents in depth, starting from near

près du lac Ida, qui coupe le dit lot à aller au cordon qui sépare le huitième rang du neuvième rang; borné d'un côté par le No 26, et de l'autre côté par le numéro 24—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Damien, district de Joliette, le DEUXIEME jour de JUILLET prochain à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du shérif,
Joliette, 26 mai 1913.

Shérif.
2243.2

[Première publication 31 mai 1913.]

Lake Ida, which cuts the said lot to the range line which divides the eighth and ninth range; bounded on one side by lot No. 26, and on the other side by lot number 24—with buildings erected thereon.

To be sold, at the church door of the parish of Saint Damien, district of Joliette, on the SECOND day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's Office,
Joliette, 26th May, 1913.

Sheriff.
2244

[First published, 31st May, 1913.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montreal.

Montréal, à savoir : } JOHN M. PAYNE, de la
No 4480. } cité de Boston, conduc-
teur de chemin de fer, Demandeur; contre les
terres et héritages d'ALBERT ROEDER, de la
ville de New-Port, Défendeur.

Tous les droits et intérêts que le défendeur possède dans une certaine promesse ou contrat de vente de certaines terres situées dans la paroisse du Sault-au-Récollet, dans le district de Montréal, et étant les lots de subdivision numéros deux cent quarante-trois, deux cent quarante-quatre, deux cent quarante-cinq, deux cent quarante-six, deux cent quarante-sept, deux cent quarante-huit, deux cent quarante-neuf, deux cent cinquante et deux cent cinquante et un, de la subdivision du lot numéro officiel cent soixante-quatre (164-243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250 et 251), aux plan et livre de renvoi officiels de la susdite paroisse du Sault-au-Récollet, d'une superficie totale de 28,562 pieds avec l'obligation de payer la balance du prix, \$4,627.00, en versements annuels de \$514.12, avec intérêt au taux de 5½ per centum par année.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif,
Montréal, 18 juin 1913.

Shérif.
2599

[Première publication, 21 juin 1913.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montreal.

Montréal, à savoir : } DAME AUGUSTA PER-
No 2947. } RAULT, veuve de
Zéphirin Joubert, Demanderesse; vs GEORGES
LEGER, Défendeur.

Une terre située dans le rang de la rivière Delisle, côté nord, en la paroisse de Saint-Ignace du Coteau du Lac, comté de Soulanges, contenant environ quatre-vingt-sept arpents en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses dessus construites et circonstances et dépendances, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Ignace du Coteau du Lac, sous le numéro deux cent quatre-vingt-trois; bornée en front par le chemin public.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Ignace du Coteau du Lac, le VINGT-QUATRIEME jour de JUILLET prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif,
Montréal, 18 juin 1913.

Shérif.
2601

[Première publication, 21 juin 1913.]

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } JOHN M. PAYNE, of the
No. 4480. } city of Boston, railroad
conductor, Plaintiff; against the lands and tene-
ments of ALBERT ROEDER, of the town of New
Port, Defendant.

All the defendants rights and interest in a certain option on agreement of sale of certain lands situate in the parish of Sault au Récollet, in the district of Montreal, and being subdivision lots numbers two hundred and forty three, two hundred and forty four, two hundred and forty five, two hundred and forty six, two hundred and forty seven, two hundred and forty eight, two hundred and forty nine, two hundred and fifty, and two hundred and fifty one, of the subdivision of lot official number one hundred and sixty four (164-243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250 and 251), on the official plan and in the book of reference of the parish of Sault au Récollet aforesaid, with a total area of 28,562 feet, with the obligation to pay the balance of prices, \$4,627.00 in annual payments of \$514.12, with interest at 5½ per centum per annum.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIFTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office.

Montreal, 18th June, 1913.

Sheriff.
2600

[First published, 21st June, 1913.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } DAME AUGUSTA PER-
No. 2947. } RAULT, widow of Zé-
phirin Joubert, Plaintiff; vs GEORGES LEGER,
Defendant.

A farm situate in the range of River Delisle, north side, in the parish of Saint Ignace du Coteau du Lac, county of Soulanges, containing about eighty seven acres in superficies, more or less—with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Ignace du Coteau du Lac, under the number two hundred and eighty three; bounded in front by the public road.

To be sold at the church door of the parish of Saint Ignace du Coteau du Lac, on the TWENTY FOURTH day of JULY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office.

Montreal, 18th June, 1913.

Sheriff.
2602

[First published, 21st June, 1913.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du Recorder.—District de Montreal.

Montréal, à savoir: } **LA CITE DE MONTREAL,**
 No 533. } Demanderesse: vs **JAMES S. SMITH, Défendeur.**

1° Un lot de terre borné en front par la rue Sherbrooke-Ouest, et étant le lot subdivision numéro vingt-sept du lot numéro dix-sept cent quinze, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal—avec les bâtisses sus-érigées.

2° Un lot de terre borné en front par l'avenue Selkirk, et étant la subdivision numéro trois, du lot numéro dix-sept cent quinze, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal—avec les bâtisses sus-érigées.

3° Un lot de terre borné en front par l'avenue Selkirk, et étant composé des lots subdivisions six et sept, du lot numéro dix-sept cent quinze, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le TROISIEME jour de JUILLET prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du Shérif, Shérif.
 Montréal, 28 mai 1913. 2273.2
 [Première publication, 31 mai 1913.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir: } **DAME MARGARET**
 No 3445. } **ARTHURS, Deman-**
 deresse contre **JOHN THOM, Défendeur,** à savoir:

Une terre connue et désignée conformément aux plan et livre de renvoi du canton de Lochaber, dans le district d'Ottawa, sous le numéro quinze A (15 A), dans le septième rang du dit canton—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendue au bureau d'enregistrement, dans le village de Papineauville, le TROISIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

O. M. WRIGHT,

Bureau du shérif, Shérif.
 Hull, 28 mai 1913. 2271.2
 [Première publication, 31 mai 1913.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Cour du Recorder.

Québec, à savoir: } **LA CITE DE QUEBEC;**
 No 1185. } vs **PIERRE BOUTET,**
 de la cité de Québec, commerçant, à savoir:

Le lot No 2037 (deux mille trente-sept), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un terrain situé sur la rue Dollard—

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Recorder Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **THE CITY OF MONTREAL,**
 No. 533. } Plaintiff; vs **JAMES S. SMITH, Defendant.**

1. A lot of land bounded in front by Sherbrooke street West, and being lot subdivision number twenty seven, of lot number seventeen hundred and fifteen, of the official plan and book of reference for the Saint Antoine ward, of the city of Montreal—with the buildings thereon erected.

2. A lot of land bounded in front by Selkirk avenue, and being subdivision number three, of lot number seventeen hundred and fifteen, on the official plan and book of reference for the Saint Antoine ward, of the city of Montreal—with the buildings thereon erected.

3. A lot of land bounded in front by Selkirk avenue, and being composed of lots subdivisions six and seven, of lot number seventeen hundred and fifteen, on the official plan and book of reference for the Saint Antoine ward, of the city of Montreal—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the THIRD day of JULY next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
 Montreal, 28th May, 1913. 2274
 [First published, 31st May, 1913.]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Ottawa.

Ottawa, to wit: } **DAME MARGARET**
 No. 3445. } **ARTHURS, Plain-**
 tiff, against **JOHN THOM, Defendant,** to wit:

A certain farm known and designated according to the plan and on the book of reference for the township of Lochaber, in the district of Ottawa, under the number fifteen A (15A), in the seventh range of said township—with buildings thereon erected.

To be sold at the registry office, in the village of Papineauville, on the THIRD day of JULY next, at TEN of the clock in the forenoon.

O. M. WRIGHT,

Sheriff's office, Sheriff.
 Hull, 28th May, 1913. 2272
 [First published, 31st May, 1913.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Quebec, to wit: } **THE CITY OF QUEBEC**
 No. 1185. } vs **PIERRE BOUTET,** of
 city of Quebec, trader, to wit:

Lot No. 2037 (two thousand and thirty seven, of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur de Quebec, being a lot situate in Dollard street—

circonstances et dépendances. Sujet à une rente constituée de \$6.00, payable à la communauté des Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Québec, le 29 juin de chaque année.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT-CINQUIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

CLEOPHAS BLOUIN,

Bureau du shérif,
Québec, 19 juin 1913.

Shérif.
2603

[Première publication, 21 juin 1913.]

FIERI FACIAS.
Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } LA CITE DE QUEBEC ; vs
No 1459. } ALFRED BROUSSEAU,
de la cité de Québec, à savoir :

La moitié est du lot No 171 (cent soixante et onze), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec ; borné à l'ouest par l'autre moitié du lot No 171 (cent soixante et onze), étant un terrain situé sur la rue Parent—circonstances et dépendances : sujet en faveur du propriétaire du lot No 170 (cent soixante et dix), à un droit de passage en commun pour communiquer à la rue Parent, au second étage de la maison sur le dit lot No 170, ainsi que sur la galerie en arrière et sujet aussi au droit de passage, à pieds et en voitures à travers le dit lot No 170, par la cour, pour communiquer à la rue De La Violette.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le ONZIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

ED. BEGIN,
Député shérif.
2387.2

Bureau du shérif,
Québec, 5 juin 1912.

[Première publication, 7 juin 1913.]

FIERI FACIAS.
Cour de Recorder.

Québec, à savoir : } LA CITE DE QUEBEC ; vs
No 1705. } EUGENE CHINIC, de la
cité de Québec, marchand, à savoir :

Lot No 2-a (deux a), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Roch-Nord, étant un lot de terre situé sur la première avenue de Stadacona, circonstances et dépendances, avec le droit en faveur de l'acquéreur de percevoir la valeur de l'usage et occupation dans le passé de partie du dit lot de terre par "The Quebec Railway Light & Power Company", pour le passage de son chemin de fer, et aussi avec le droit en faveur du dit acquéreur de réclamer de la dite compagnie de chemin de fer, par voie d'expropriation ou autrement, la valeur du dit lot ainsi occupé par la dite compagnie pour le passage de sa ligne.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Québec, le ONZIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

CLEOPHAS BLOUIN,

Bureau du shérif,
Québec, 5 juin 1913.

Shérif.
2385.2

[Première publication, 7 juin 1913.]

FIERI FACIAS.
Circuit de Montréal.

Québec, à savoir : } DAVID MASSÉ, de Joliette,
No 1386. } district de Joliette, et y
faisant affaires seul, comme manufacturier, sous la
raison social de "The Maple Leaf Tobacco Co. ;
contre ADELARD LECLERC, de Lévis, district
de Québec, à savoir :

Le lot No 484 (quatre cent quatre vingt-quatre), du cadastre officiel pour le quartier Lauzon, de la ville de Lévis, étant un emplacement situé Côte Labadie—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de la Victoire, comté de Lévis, le DOLZIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

ED. BEGIN,
Député shérif.
2383.2

Bureau du shérif,
Québec, 5 juin 1913.

[Première publication, 7 juin 1913.]

circumstances and dependencies. Subject to a constituted rent of \$6.00 payable to the community of the Ladies of the Hotel Dieu of Quebec, on the 29th June, of every year.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY FIFTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff's office,
Quebec, 19th June, 1913.

Sheriff.
2604

[First published, 21st July, 1913.]

FIERI FACIAS.
Recorder's Court.

Quebec, to wit : } THE CITY OF QUEBEC ; vs
No. 1459. } ALFRED BROUSSEAU,
of the city of Quebec, to wit :

The east half of lot No. 171 (one hundred and seventy one), of the official cadastre for the parish of Saint Sauveur of Quebec ; bounded on the west by the other half of the lot No. 171 (one hundred and seventy one), being a lot of land situate on Parent street—circumstances and dependencies : subject in favor of the proprietor of the lot No. 170 (one hundred and seventy), to a right of way in common to communicate with Parent street, and subject also to a right of way on foot or with vehicles through the said lot No. 170, through the yard, to communicate, with DeLaviolette street.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the ELEVENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN,
Deputy sheriff.
2388

Sheriff's office,
Quebec, 5th June, 1913.

[First published, 7th June, 1913]

FIERI FACIAS.
Recorder's Court.

Quebec, to wit : } THE CITY OF QUEBEC ;
No. 1705. } vs EUGENE CHINIC, of
the city of Quebec, merchant, to wit :

Lot No. 2-a (two-a) of the official cadastre for the parish of Saint Roch North, being a lot of land situate on first avenue of Stadacona—circumstances and dependencies, with right in favor of the purchaser to collect the value of the use and occupation in the past of part of the said lot of land by The Quebec Railway Light & Power Company, for the passage of its railway, and also with the right in favor of the said purchaser to claim from the said railway company, by way of expropriation or otherwise, the value of the said lot thus occupied of the said company for the passing of its line.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the ELEVENTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff's office,
Quebec, 5th June, 1913.

Sheriff.
2386

[First published, 7th June, 1913].

FIERI FACIAS.
Circuit Court of Montreal

Quebec, to wit : } DAVID MASSE, of Joliette,
No. 1386. } district of Joliette, and carrying on business there alone as manufacturer, under the firm, name and style of "The Maple Leaf Tobacco Co. ; against ADELARD LECLERC, of Lévis, district of Québec, to wit :

The lot No. 484 (four hundred and eighty-four), of the official cadastre for Lauzon ward, of the town of Lévis, being an emplacement situate on Côte Labadie—with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Notre-Dame-de-la-Victoire, county of Lévis, on the TWELFTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

ED. BEGIN,
Deputy sheriff.
2384

Sheriff's office,
Quebec, 5th June, 1913.

[First published, 7th June, 1913.]

Ventes par le Shérif—Rimouski

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.

District de Québec, } **LOUIS LETOURNEAU & No 3746. } ELZEAR LETOURNEAU**, de la cité de Québec, et y faisant affaires sous la raison sociale de "The Quebec Preserving Co.", Demandeurs; contre **ATHANASE COTE**, Matane, Défendeur, s'avoit:

Un emplacement, en le village de Matane, de quarante pieds de front sur la profondeur qu'il peut y avoir; borné à l'ouest au chemin public, à l'est à Jean Duret, au nord à Alphonse Tremblay et au sud aux Drs Côté & Bergeron—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, étant connu le dit immeuble sous le numéro cent soixante-sept (167), et parcelle de forme triangulaire, de trois pieds à sa base sur 32 pieds de longueur, du lot numéro cent soixante-cinq (165 p.), du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Jérôme de Matane. A distraire du lot numéro 167, une lisière de terrain de forme triangulaire, ayant trois pieds à sa base sur le chemin public, sur 32 pieds de longueur et contigue au lot No 165.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Jérôme de Matane, le **VINGT-DEUXIEME** jour de **JUILLET** prochain 1913, à **UNE** heure de l'après-midi.

CHS. D'ANJOU,

Bureau du shérif,
Rimouski, 18 juin 1913.

Shérif.
2607

[Première publication, 21 juin 1913].

Ventes par le Shérif—Roberval

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } **NARCISSE COTÉ**, de la District de Roberval, } **Dorée, cultivateur, No 8, à savoir: } Demandeur; contre les biens meubles et immeubles de NAPOLEON BRODEUR, de Sainte-Lucie d'Alban, Défendeur.**

Les lots de terre connus et désignés sous les numéros 13, 14 et 15, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le cinquième rang du canton Girard—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Lucie d'Alban, le **DEUXIEME** jour de **JUILLET** prochain, à **DEUX** heures de l'après-midi.

GEO. LEVESQUE,

Bureau du shérif,
Roberval, 20 mai 1913.

Shérif.
2223.2

[Première publication, 31 mai 1913.]

FIERI FACIAS.

Cour de Circuit.

Province de Québec, } **E. OTIS, marchand, District de Roberval, } **L. de Roberval, De- No 225, à savoir: } mandeur; contre les biens immeubles de JOSEPH TREMBLAY, de Sainte-Lucie d'Alban, Défendeur.****

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.

District of Quebec, } **LOUIS LETOURNEAU & No. 3746. } **ELZEAR LETOURNEAU**, of the city of Quebec, and carrying on business there under the firm name of "The Quebec Preserving Co", Plaintiffs; against **ATHANASE COTE**, Matane, Defendant, to wit:**

An emplacement in the village of Matane, of forty feet in front by whatever depth there may be; bounded on the west by the public road, on the east by Jean Duret, on the north by Alphonse Tremblay, and on the south by Drs. Côté & Bergeron—with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies, known the said emplacement, under the number one hundred and sixty seven (167), and a piece of land of triangular outline measuring three feet on the lease by thirty two feet in length, being part of lot number one hundred and sixty five (165 p.), of the official cadastre of the parish of Saint Jérôme-de-Matane. To wit draw from the lot number 167, a piece of land of triangular outline, having three feet on the base on the public road, by thirty two feet in length and contiguous to lot No. 165.

To be sold at the church door of the parish of Saint Jérôme-de-Matane, on the **TWENTY SECOND** day of **JULY** next, 1913, at **ONE** o'clock in the afternoon.

CHS. D'ANJOU,

Sheriff's Office,
Rimouski, 18th June, 1913.

Sheriff.
2608

[First published, 21st June, 1913.]

Sheriff's Sales—Roberval

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Quebec, } **NARCISSE COTÉ**, of District of Roberval, } **La Dorée, farmer, No. 8, to wit: } Plaintiff; against the moveable and immoveable property of NAPOLEON BRODEUR, of Sainte Lucie d'Alban, Defendant.**

The lots of land known and designated under the numbers 13, 14 and 15, on the official plan and book of reference of the cadastre for the fifth range of township Girard—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Lucie d'Alban, on the **SECOND** day of **JULY** next, at **TWO** o'clock in the afternoon.

GEO. LEVESQUE,

Sheriff's office,
Roberval, 20th May, 1913.

Sheriff
2224

[First published, 31st May, 1913.]

FIERI FACIAS.

Circuit Court.

Province of Quebec, } **E. OTIS, marchand, District of Roberval, } **L. of Roberval, Plain- No. 225, to wit: } tiff; against the immoveable property of JOSEPH TREMBLAY, of Sainte Lucie d'Alban, Defendant.****

Le lot de terre connu et désigné sous le numéro 17, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le sixième rang du canton Girard, dans le comté du Lac Saint-Jean—avec ensemble les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Lucie d'Albanel, le DEUXIEME jour de JUILLET prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

GEO. LEVESQUE, Shérif.
Bureau du shérif, Shérif.
Roberval, 20 mai 1913. 2199.2
[Première publication, 31 mai 1913.]

FIERI FACIAS.

Cour de Circuit.

Province de Québec, } ARMAND BOILY, de
District de Chicoutimi. } la ville de Roberval,
No 9126, à savoir : Demandeur ; contre les
biens immeubles de ISAI LAVOIE et ZELADA
LAVOIE, tous deux de Saint-Michel de Mistassini,
Défendeurs.

Les lots de terre connus et désignés sous les numéros 40B et 41, du rang Mistassibi, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Pelletier, dans le comté du Lac Saint-Jean—avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Michel de Mistassini, le TROISIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

GEO. LEVESQUE, Shérif.
Bureau du shérif, Shérif.
Roberval, 20 mai 1913. 2225.2
[Première publication, 31 mai 1913.]

FIERI FACIAS

Cour Supérieure.

Province de Québec, } THE TRUST & LOAN
District de Montréal. } COMPANY OF CA-
No 1868, à savoir : NADA, Demanderesse ; vs
les biens meubles et immeubles de ACHILLE BA-
RIBAUT, de Péribonka, Défendeur,

Les lots de terre connus et désignés sous les numéros 41, du sixième rang, et 45, du cinquième rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le canton Dalmas, les lots susdits étant d'une superficie de cent acres, plus ou moins chacun—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Edouard de Péribonka, le TROISIEME jour de JUILLET prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

GEO. LEVESQUE, Shérif.
Bureau du Shérif, Shérif.
Roberval, 21 mai 1913. 2201.2
[Première publication, 31 mai 1913.]

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } THE TRUST & LOAN
District de Montréal. } COMPANY OF CA-
No 2910, à savoir : NADA, Demanderesse ;
contre les biens meubles et immeubles de JEF-
FREY POTVIN, de Normandin, Défendeur.

Les lots de terre connus et désignés sous les numéros 56 et 59, du sixième rang, et le lot numéro 58, du septième rang des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Normandin, dans le comté du Lac Saint-Jean, de la contenance de cent acres chacun en superficie, plus ou moins—avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Cyrille de Normandin, le DEUXIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

GEO. LEVESQUE, Shérif.
Bureau du shérif, Shérif.
Roberval, 20 mai 1913. 2197-2
[Première publication, 31 mai 1913.]

The lot of land known and designated under the number 17, on the official plan and book of reference of the cadastre for the sixth range of township Girard, in the county of Lake Saint John—together with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Lucie d'Albanel, on the SECOND day of JULY next, at TWO o'clock in the afternoon.

GEO. LEVESQUE, Sheriff.
Sheriff's office, Sheriff.
Roberval, 20th May, 1913. 2200
[First published, 31st May, 1913.]

FIERI FACIAS.

Circuit Court.

Province of Quebec, } ARMAND BOILY, of
District of Chicoutimi. } the town of Rober-
No. 9126, to wit : val, Plaintiff ; against the
immoveable property of ISAI LAVOIE AND
ZELADA LAVOIE, both of Saint Michel de Mis-
tassini, Defendants.

The lots of land known and designated under the numbers 40B and 41, of range Mistassibi, on the official plan and book of reference of the cadastre of the township Pelletier, in the county of Lake Saint John—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Michel de Mistassini, on the THIRD day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE, Sheriff.
Sheriff's Office, Sheriff.
Roberval, 20th May, 1913. 2226
[First published, 31st May, 1913.]

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Quebec, } THE TRUST & LOAN
District of Montreal. } COMPANY OF CA-
No. 1868, to wit : NADA, Plaintiff ; vs
the moveable and immoveable property of
ACHILLE BARIBAUT, of Péribonka, Defend-
ant.

The lots of land known and designated under the numbers 41, of the sixth range, and 45, of the fifth range, on the official plan and book of reference of the cadastre for township Dalmas, each of the aforesaid lots containing one hundred acres in superficies, more or less—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Edouard de Péribonka, on the THIRD day of JULY next, at TWO o'clock in the afternoon.

GEO. LEVESQUE, Sheriff.
Sheriff's office, Sheriff.
Roberval, 21st May, 1913. 2202
[First published, 31st May, 1913.]

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Quebec, } THE TRUST & LOAN
District of Montreal. } COMPANY OF CA-
No. 2910, to wit : NADA, Plaintiff ; against
the moveable and immoveable property of JEF-
FREY POTVIN, of Normandin, Defendant.

The lots of land known and designated under the numbers 56 and 59, of the sixth range, and the lot number 58, of the seventh range on the official plan and book of reference of the cadastre of the township Normandin, in the county of Lake Saint John, each lot containing one hundred acres in superficies, more or less—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Cyrille de Normandin, on the SECOND day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE, Sheriff.
Sheriff's Office, Sheriff.
Roberval, 20th May, 1913. 2198
[First published, 31st May, 1913.]

FIERI FACIAS.*Cour supérieure.*

Province de Québec, } **THE TRUST & LOAN**
 District de Montréal, } **COMPANY OF CA-**
 No 2447, à savoir : } **NADA, Demanderesse ;** vs
 les biens meubles et immeubles de **DAMASE LA-**
JOIE, Défendeur.

Le lot de terre connu et désigné sous le numéro 64, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le quatrième rang du canton Taillon, de la contenance d'environ 58 acres en superficie ; borné en front par la rivière Grande Péribonka, en arrière en profondeur par le troisième rang du dit canton, d'un côté par le lot No 65, du dit quatrième rang, appartenant à Alfred Lajoie, et de l'autre côté par le lot No 63, du dit quatrième rang du dit canton appartenant à M. Nobert—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Henri de Taillon, le QUATRIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

GEO. LEVESQUE,

Bureau du shérif.

Roberval, 21 mai 1913.

[Première publication, 31 mai 1913.]

Shérif.

2227.2

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Saint-François.*

Saint-François, à savoir : } **PIPHANE OUEL-**
 No 557. } **LETTE, Deman-**
 deur ; contre **GEORGE FOUCHEZ, Défendeur.**

Saisi comme appartenant au dit défendeur :

1° Un certain lot ou morceau de terre situé dans le canton d'Auckland, dans le comté de Compton, connu et désigné sur le plan du cadastre et dans le livre de renvoi officiels du dit canton, comme étant le lot numéro vingt (20), dans le rang A, du dit canton d'Auckland, de la contenance de cent deux acres, deux roods et seize perches en superficie—avec les bâties dessus construites.

2 Un lot de terre situé dans le canton d'Auckland, dans le comté de Compton, connu et désigné sur le plan du cadastre et dans le livre de renvoi officiels du dit canton d'Auckland, comme étant le lot numéro vingt-un (21), dans le rang A, du dit canton d'Auckland, de la contenance de cent huit acres en superficie—avec les bâties dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Malo d'Auckland, le VINGT-QUATRIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

HENRY AYLMEY,

Bureau du shérif.

Sherbrooke, 16 juin 1913.

[Première publication, 21 juin 1913.]

Shérif.

2577

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Saint-François, à savoir : } **DAME IDA KIRK**
 No 2347. } **BOWER, de la cité**

de Philadelphie, dans l'état de Pensylvanie, un des états unis d'Amérique, veuve de feu Matthew J. Grier, en son vivant du même lieu, médecin, Demanderesse ; contre la compagnie **SAINT CYR ASBESTOS MINING COMPANY, LIMITED**, une société commerciale créée et existant en vertu des lois de l'état de Pensylvanie, et ayant son prin-

FIERI FACIAS.*Superior Court.*

Province of Quebec, } **THE TRUST & LOAN**
 District of Montreal, } **COMPANY OF CA-**
 No. 2447, to wit : } **NADA, Plaintiff ;** vs the
 moveable and immoveable property of **DAMASE**
LAJOIE, Defendant.

The lot of land known and designated under the number 64, of the official plan and book of reference of the cadastre for the fourth range of the township Taillon, containing about 58 acres in superficies ; bounded in front by the river Grande Péribonka, in the rear in depth by the third range of the aforesaid township, on one side by lot No. 65, of the said fourth range, belonging to Alfred Lajoie, and on the other side by lot number 63, of the said fourth range of the aforesaid township, belonging to Mr. Nobert—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Henri de Taillon, on the FOURTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. LEVESQUE,

Sheriff's Office,

Roberval, 21st May, 1913.

[First published, 31st May, 1913.]

Sheriff.

2228

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Superior Court.—District of Saint Francis.*

Saint Francis, to wit : } **PIPHANE OUEL-**
 No. 557. } **LETTE, Plaintiff ;**
 against **GEORGE FOUCHEZ, Defendant.**

Seized as belonging to the said defendant :

1. A certain lot or piece of land situate in the township of Auckland, in the county of Compton, known and designated on the official plan of the cadastre and in the official book of reference of the said township, as being the lot number twenty (No. 20), in range A, of the said township of Auckland, containing one hundred and two acres, two roods and sixteen perches in superficies—with the buildings erected thereon.

2. A lot of land situate in the township of Auckland, in the county of Compton, known and designated on the official plan of the cadastre and in the official book of reference of the said township of Auckland, as being the lot number twenty one (21), of range A, of the said township of Auckland, containing one hundred and eight acres in superficies—with the buildings erected thereon.

To be sold at the church door of the parish of Saint Malo of Auckland, on the TWENTY FOURTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

HENRY AYLMEY,

Sheriff's office.

Sherbrooke, 16th June, 1913.

[First published, 21st June, 1913.]

Sheriff.

2578

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Superior Court.—District of Montreal.*

Saint Francis, to wit : } **DAME IDA KIRK**
 No. 2347. } **BOWER, of the**

city of Philadelphia, in the State of Pennsylvania, one of the united states of America, widow of the late Matthew J. Grier, in his lifetime on the same place, physician, Plaintiff ; against **THE SAINT CYR ASBESTOS MINING COMPANY, LIMITED**, a partnership association created and existing under the laws of the commonwealth of

cipal bureau d'affaires en la cité de Philadelphie, dans l'état de Pensylvanie, un des états unis d'Amérique, Défenderesse.

Saisis comme appartenant à la dite défendresse :

1° Un certain immeuble comprenant les morceaux de terre avec les minéraux et droits miniers sur ou dans le dit terrain, situé dans le village d'Asbestos, dans le comté de Richmond, et connu sous le nom de "Coulston Mine" et autrefois faisant partie des lots neuf et dix (9 et 10), du troisième (3ème) rang du canton de Shipton, à distraire les parties des dits lots neuf (9) et dix (10) expropriées par la compagnie "Asbestos and Danville Railway", ces parties étant connues aux plan et livre de renvoi officiels du dit chemin de fer sous les numéros vingt et vingt et un (20 et 21), le dit immeuble saisi dans cette présente, étant maintenant connu et désigné comme étant les lots numéros cent cinquante-sept (157), cent quatre-vingt-quatre (184), quarante-cinq-deux (45-2) et quarante-cinq-trois (45-3), aux plan et livre de renvoi officiels du village d'Asbestos; le dit lot cent cinquante-sept (157), étant sujet à un droit de passage en faveur de Christopher Morrill, ses représentants ou ayant cause, pour communiquer à un morceau de terre appartenant à lui-même ou à ses représentants, le dit lot cent cinquante-sept (157), étant borné au nord-est par le chemin public entre le village d'Asbestos et le village Danville.

2° Les minéraux et droits miniers dans et sur les lots numéros quarante-cinq-cinq (45-5) et quarante-cinq-six (45-6), aux dits plan et livre de renvoi officiels du cadastre du village d'Asbestos, et aussi dans et sur cette partie du lot numéro cent quatre-vingt-trois (183), des plan et livre de renvoi officiels du dit cadastre qui se trouve entre le prolongement, vers le nord-est, de la ligne latérale nord-ouest du lot cent quatre-vingt-quatre (184), sur le dit plan officiel et la ligne latérale nord-ouest du lot quarante-cinq-quatre (45-4), du dit plan officiel.

3° Un immeuble situé dans le canton de Cleveland, dans le dit comté de Richmond, connu et désigné comme étant le lot huit A (8-A), du neuvième (9ième) rang, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Cleveland, avec les minéraux et droits miniers sur et dans le dit immeuble. A distraire, toutefois, du dit lot les huit (8) acres, au sud-est, appartenant à la compagnie "South Asbestos Mining Company" ou ses représentants, la dite partie saisie étant bornée au nord-est par le lot huit-B (8-B) du dit rang, au nord-ouest par le lot numéro neuf-A (9-A) du dit rang, au sud-ouest par la ligne de concession séparant les neuvième (9ième) et dixième (10ième) rangs du dit canton, et au sud-est par le résidu du dit lot 8-A.

Les terres, minéraux et droits désignés aux paragraphes précédents sous les numéros un et deux, pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Anne-de-Danville, le VINGT-DEUXIEME jour de JUILLET prochain, 1913, à DIX heures de l'avant-midi, et les terres, minéraux et droits désignés au paragraphe numéro trois, pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Claude, le VINGT-DEUXIEME jour de JUILLET prochain, 1913, à UNE heure de l'après-midi.

HENRY AYLMEK,

Bureau du shérif.

Sherbrooke, 17 juin 1913.

[Première publication, 21 juin 1913.]

Shérif.
2613

Pennsylvania, and having its principal place of business at the city of Philadelphia, in the state of Pennsylvania, one of the united states of America, Defendant.

Seized as belonging to the said defendant :

1. That certain property comprising the tracts or parcels of land with the minerals and mining rights therein and thereon, situate in the village of Asbestos, in the county of Richmond, and known as the Coulston Mine, and formerly being parts of lots nine and ten (9 and 10), in the third (3rd) range of the township of Shipton, less and reserving therefrom, the portions of said lots nine (9) and ten (10) expropriated by the Asbestos and Danville Railway Company, these being known on the official plan and book of reference of said railway, under numbers twenty and twenty one (20 et 21), the said property seized herein now being known and designated as lots one hundred and fifty seven (157), one hundred and eighty four (184), forty five-two (45-2), and forty five-three (45-3), on the official cadastral plan and book of reference of the village of Asbestos, the said lot one hundred and fifty seven (157), is subject to a right of way in favor of Christopher Morrill, his representatives or assigns, to communicate with a piece of land belonging to him or representatives the said lot one hundred and fifty seven (157), is bounded on the north east by the public highway leading from the village of Asbestos to the village of Danville.

2. The minerals and mining rights in and lying under lots forty five five (45-5), and forty five six (45-6), on the said official cadastral plan and book of reference of the village of Asbestos, and also in and lying under that portion of lot one hundred and eighty three (183), on said official cadastral plan and book of reference, which lies between the prolongation in a north easterly direction of the north west side line of lot one hundred and eighty four (184), on said official plan and the north west side line of lot forty five four (45-4), on said official plan.

3. A property situate in the township of Cleveland, in the said county of Richmond, being known and designated as lot eight A (8 A), in the ninth (9th) range, on the official cadastral plan and book of reference of the township of Cleveland, with the minerals and mining rights therein and thereon, less, however, and deducting therefrom, the south east eight (8) acres belonging to the South Asbestos Mining Company or representatives, the said seized portion being bounded on the north east by lot eight B (8 B) of the said range, on the north west by lot number nine A (9 A), of the said range, on the south west by the concession line dividing the ninth (9th) and tenth (10th) ranges of the said township, and on the south east side by the remaining eight (8) acres of the said lot 8 A.

The lands, minerals and rights described in the foregoing paragraphs numbers one and two, to be sold at the church door of the parish of Sainte Anne de Danville, on the TWENTY SECOND day of JULY next, 1913, at TEN of the clock in the forenoon, and the lands, minerals and rights described in the foregoing paragraph number three, to be sold at the church door of the parish of Saint Claude, on the TWENTY SECOND day of JULY next, 1913, at ONE of the clock in the forenoon.

HENRY AYLMEK,

Sheriff's Office,

Sherbrooke, 17th June, 1913.

[First published, 21st June, 1913.]

Sheriff.
2614

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DES LIQUIDATEURS.

Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } **IN RE THE CANADIAN BISCUIT COMPANY, (LIMITED),** en liquidation; et **MM. LARUE & TRUDEL,** liquidateurs.

1° Un emplacement situé en la paroisse de Sainte-Anne de la Pérade, faisant partie du lot connu et désigné sous le (No 408) quatre cent huit, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Sainte-Anne, de figure irrégulière, désigné comme suit : contenant dans la ligne sud-ouest, cinquante-sept pieds et demi, et quatre pieds au sud-ouest de la maison érigée sur le dit emplacement, et de l'extrémité sud-est de cette ligne sud-ouest, allant au nord-est, suivant la ligne latérale nord-ouest de la terre de Damien Raizenne Mailhot, qui fait la ligne sud est du dit lot numéro (408) quatre cent huit, jusqu'à l'intersection du terrain de la compagnie du chemin de fer du Pacifique, cette ligne s'étend sur une longueur d'environ (2) deux arpents, la ligne latérale nord-ouest du dit emplacement qui suit la ligne sud-est du chemin de fer du Pacifique, et allant au nord-est jusqu'à l'intersection du dit lot numéro (408) quatre cent huit, par la ligne du dit chemin de fer où le dit emplacement se termine en pointe; borné au sud-ouest par le résidu du dit lot No (408) quatre cent huit, vers le nord-ouest par la ligne du chemin de fer et au sud-est par le terrain de Damien Raizenne Mailhot, avec en outre au dit acquéreur le droit de passage sur le dit terrain de la dite compagnie du chemin de fer du Pacifique pour communiquer au chemin public au nord-ouest du terrain sus-vendu, tel que de droit a été cédé par la dite compagnie du chemin de fer à feu Sieur David Dusablon, lors de la vente par ce dernier à la dite compagnie du chemin de fer d'une partie du dit lot numéro (408) quatre cent huit, pour l'établissement du dit chemin de fer avec aussi le droit aux dits acquéreurs de passer sur le résidu du dit lot numéro (408) quatre cent huit, le long du terrain du chemin de fer au sud-ouest du dit emplacement, pour communiquer au dit chemin public.

2° Un certain campeau de terre situé en la paroisse de Sainte-Anne de la Pérade, distrait du lot connu et désigné sous le numéro (410) quatre cent dix, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de cette paroisse, devant contenir le dit campeau de terrain un arpent et demi en superficie, et de figure irrégulière, adjacent au sud-est au terrain du dit Edouard Lafèche, contenant dans la ligne sud-est (99) quatre-vingt-dix-neuf pieds anglais et allant vers le nord-est jusqu'à la limite constatée pour comprendre l'arpent et demi en superficie susdit; borné au sud-est par un chemin projeté, au nord-est et au nord-ouest par Damien R. Mailhot et du côté sud-est par le terrain du dit vendeur, Damien R. Mailhot, acquit de Philippe Lafèche.

3° Un campeau de terre situé en la dite paroisse de Sainte-Anne de la Pérade, distrait du lot numéro (229) deux cent vingt-neuf, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de cette paroisse, contenant le dit campeau de terre, dans la ligne sud-est (300) trois cents pieds de front à partir du terrain de Damien R. Mailhot, en allant au sud-ouest jusqu'à la ligne d'un chemin projeté qui ira en ligne droite au nord-ouest jusqu'au chemin du Roi, dans la ligne sud-ouest, le campeau de terre aura

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

LIQUIDATOR'S WARRANT.

Superior Court—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } **IN RE THE CANADIAN BISCUIT COMPANY, LIMITED,** in liquidation; and Messrs. **LARUE & TRUDEL,** liquidators.

1. An emplacement situate in the parish of Sainte-Anne-de-la-Pérade, forming part of the lot known and designated under the (No. 408) number four hundred and eight, of the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Anne-de-la-Pérade, of irregular outline, designated as follows: measuring on the south west line fifty seven feet and a half, and four feet to the south west of the house erected on the said emplacement, and from the south east end of the said south west line, in a north easterly direction, following the north west side line of the lot of land belonging to Damien Raizenne Mailhot, which forms the south east line of the said lot number (408) four hundred and eight, to its meeting point with the land of the "Canadian Pacific Railway", the said line measuring about two (2) arpents, the north west side line of the said emplacement follows the south east line of the "Canadian Pacific Railway", and extends towards the north east to the intersection of the said lot number (408) four hundred and eight, by the said railway line where the said emplacement terminates in a point; bounded on the south west by the residue of the said lot number (408) four hundred and eight, towards the north west by the Railway line, and on the south east by the land belonging to Damien Raizenne Mailhot, with in addition thereto, the said purchaser having a right of way on the land of the said Canadian Pacific Railway to communicate with the public road to the north west of the land above sold, the same as granted by the said Railway Company to the late David Dusablon, at the time of the sale by the latter to the said Railway Company of a part of the said lot number (408) four hundred and eight, for the building of the said Railway line with also the right of the said purchasers to pass on the residue of the said lot number (408) four hundred and eight, along the Railway line to the south west of the said emplacement, to communicate with the public road.

2. A certain parcel of land situate in the parish of Saint Anne de la Pérade, taken from the lot known and designated under the number (410) four hundred and ten, of the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish, containing the said parcel about one arpent and a half in superficies and of irregular outline, adjacent on the south east to the land of the said Edouard Lafèche, measuring on the south east line (99) ninety nine feet, english measure, and extending towards the north east to the limit established to comprise the arpent and one half in superficies aforesaid; bounded on the south east by a projected road, on the north east and north west by Damien R. Mailhot, and on the south east side by the land of the said vendor Damien R. Mailhot, acquired from Philippe Lafèche.

3. A parcel of land situate in the said parish of Sainte-Anne de la Pérade, taken from lot number (229) two hundred and twenty nine, of the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish, the said parcel of land containing in the south east line (300) three hundred feet in front from the land of Damien R. Mailhot in a south west direction to the line of a projected road that will run in a straight line on the north west to the King's highway, in the south west line the parcel

(130) cent trente pieds de profondeur et se terminera en pointe au bout nord-est; borné au sud-est par une route au chemin verbalisé, au nord-ouest et au nord-est par le terrain de Damien R. Mailhot et au sud-ouest par le terrain de Philippe Lafleche, le tout mesure anglaise; les dits lots ci-dessus décrits, savoir: partie 408, 410 et 229 portent maintenant aux amendements du dit cadastre fait en septembre dernier (1908), sont maintenant connus et désignés sous le seul numéro officiel (229 F) deux cent vingt-neuf F, du susdit cadastre de Sainte-Anne de la Pérade—avec ensemble une manufacture de biscuits, machineries, tournants et travaillants et tous ses accessoires, comprenant une machine à paqueter, une chaudière de 50 forces, une pompe Fantank (un pouce), un dynamo 7178 z, 115 volts, un engin 30 forces, marque "Comstock", un four, un "Switch Board" marque "Cutler Hammer", un "Steam Pan", 50 gallons, un "Kudo" 50 gallons, deux fournaies, deux pierres, un "cooler", deux "Pans Cup", deux "pans cume jaune", un petit brake pour sucre, un démêleur pour crème, une machine "M. Mallow", un "Stand" avec six paires rouleaux pour mélange, une machine "Klondyke", un couteau "caramel", deux bassins pour chocolats, "Shaft hagner", courroie, poulie, un "Steam Pan" 30 gallons, un "Stand Pan" deux gallons, un "Steam Pan", 80 gallons, un démêleur trois quarts, un démêleur, une poche, une drop machine américaine, une "drop machine" Gardner, deux "brakes", une "bar machine", une "cur machine", vingt et un couteaux, "cut machine", deux machines "M. Mallow", un bassin "Maple Cream", une meule en émeri, une drill, une "Winch", moules en caoutchouc, "Rubber Mould Candy", un set de vingt-quatre buses assorties.

4° Un terrain de forme irrégulière, contenant au moins cent cinquante (150) pieds de profondeur sur au moins (85) quatre-vingt-cinq pieds de front, situé en la paroisse de Sainte-Anne de la Pérade, sur le chemin qui conduit à la station du Pacifique Canadien, et (55) cinquante-cinq pieds au bout de la profondeur; borné en front au susdit chemin privé, et en profondeur au terrain appartenant à la dite "The Canadian Biscuit Company, Limited", au nord-ouest au terrain du Pacifique Canadien, et au sud-ouest à Théophile Mailhot ou représentants, et ce terrain fait partie de celui connu et désigné sous le numéro quatre cent huit (408), aux plan et livre de renvoi officiels du comté de Champlain, pour la paroisse de Sainte-Anne de la Pérade; à la charge par l'acquéreur de clore et d'entretenir le chemin privé au front du dit terrain aussi longtemps que le dit chemin ne sera pas devenu public.

Pour être vendus au bureau des liquidateurs, MM. Larue & Trudel, au No 126 rue Saint-Pierre, en la cité de Québec, le VINGT-DEUXIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN.

Bureau du Shérif,
Trois-Rivières, 18 juin 1913.
[Première publication, 21 juin 1913.]

Shérif.
2609

of land will be (130) one hundred and thirty feet, in depth and will terminate in a point, on the north east end; bounded on the south east by a road to the verbalized highway, on the north west and north east by the land of Damien R. Mailhot, and on the south west by the land of Philippe Lafleche, all english measurement, the said lots hereabove described, to wit: part 408, 415 and 229 now bear on the amendments of the said cadastre made in September last (1908), are now known and designated under the single official number (229 F) two hundred and twenty nine F, of the aforesaid cadastre of Sainte-Anne de la Pérade—together with a biscuit factory, machinery, equipment and accessories, comprising a packing machine, a 50 h. p. boiler, a Fantank pump (one inch), a dynamo 71783, 115 volts, a 30 h. p. engine (comstock), an oven, a switch board (cutler Hammer), a steam pan 50 gallons, a kudo 50 gallons, two furnaces, two stones, a cooler, two pan cups, two yellow rim pans, a small brake for sugar, a cream separator, a M. Mallow machine, a stand with six pair of rollers for mixing, a Klondyke machine, a caramel knife, two chocolate pans, shaft hanger, belting, pulley, a 30 gallon steam pan, a two gallon steam pan, an 80 gallon steam pan, a separator, three quarters, a separator, a bag, an American drop machine, a Gardner drop machine, two brakes, one bar machine, one cur machine, twenty one knives, out machine, two M. Mallow machines, a Maple Cream basin, an emory wheel, a drill, a winch, rubber moulds, Rubber Mould Candy, a set of twenty four assorted nozzles.

4. A lot of irregular outline containing at least one hundred and fifty (150) feet in depth by at least (85) eighty five feet in front, situate in the parish of Sainte-Anne de la Pérade, on the road leading to the Canadian Pacific Station, and (55) fifty five feet in the rear end; bounded in front by the aforesaid private road, and in depth by the land belonging to the said "The Canadian Biscuit Company, Limited", on the north west by the land of the Canadian Pacific, and on the south west by Théophile Mailhot or representatives, and the said land forms part of that known and designated under the number four hundred and eight (408), on the official plan and book of reference of the county of Champlain, for the parish of Sainte-Anne de la Pérade; subject to the charge of the purchaser closing and maintaining the private road in front of the said land as long as the said road shall not become public.

To be sold at the office of the liquidators Messrs. Larue & Trudel, No. 126, Saint Peter street, in the city of Quebec, on the TWENTY SECOND day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN.

Sheriff's office,
Three Rivers, 18th June, 1913.
[First published, 21st June, 1913.]

Sheriff.
2610

Nomination

Québec, 20 juin 1913.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, le 13 juin 1913, de nommer M. Amédée Labbé, conseiller de municipalité de la paroisse de Saint-Urbain, comté de Charlevoix, en vertu des dispositions de l'article 440 du code municipal.

2521

Appointment

Quebec, 20th June, 1913.

His Honor the LIEUTENANT-GOVERNOR has been pleased, on the 13th June, 1913, to appoint Mr. Amédée Labbé, councillor of the municipality of the parish of Saint Urbain, county of Charlevoix, under the provisions of article 440 of the municipal code.

2522

Avis du Gouvernement

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 18 juin 1913.

Présent : Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

LOI DES VUES ANIMÉES.

Il est ordonné que les amendements ci-dessous soient ajoutés à la Loi des Vues Animées, viz :

1° Pour les fins de la loi 3 Georges V, ch. 36 et plus particulièrement de l'article 3713 p. S. R. Q., 1909, tel que décrété par le dit statut, le mot "film" désigne tout sujet représenté sur un rouleau n'exédant pas 1000 pieds en longueur et pour la représentation duquel l'approbation du Bureau de Censure est requise. S'il est nécessaire pour la représentation d'un sujet de le continuer sur un autre rouleau ou partie de rouleau, chaque tel rouleau ou partie de rouleau sera considéré comme un autre "film".

2° L'approbation du Bureau de Censure doit apparaître sur chaque sujet et quand le même sujet comprend plus d'un rouleau, sur chaque rouleau ou partie de rouleau.

3° Les droits sur chaque "film" tel que fixés par la loi sont exigibles sur chaque "film" ou partie de "film" tel que désigné ci-dessus.

WM LEARMONTH,

2619 Greffier Conseil Exécutif, intérimaire.

No. 2937.13.

Québec, 19 juin 1912.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil, par arrêté en date du 13 juin 1913, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-François, comté de Beauce, une partie des biens-fonds portant au cadastre officiel de la paroisse de Saint-François, les Nos 1309, 1303, 1306 et 1312, situés le long du chemin public qui est la ligne de séparation entre la municipalité scolaire de Saint-François, comté de Beauce et (Saint-Odilon). Cranbourne, comté de Dorchester, et bornés, du côté opposé, par l'immeuble appartenant actuellement à M. Napoléon Maheux, et d'annexer ce territoire à la municipalité scolaire de Saint-Odilon de Cranbourne, comté de Dorchester.

2617

La compagnie "Lowry's Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. John Richardson, de Montréal.

J. C. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.

Québec, 13 juin-1913.

Government Notices

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, 18th June, 1913.

Present : The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

"MOVING PICTURE LAW"

It is ordered that the hereunder amendments be added to the "Moving Picture Law", viz :

1. For the purposes of the act 3 Geo. V, ch. 36 and more particularly of article 3713p. R. S. Q., 1909, as enacted by the said statute, the word "film" indicates any subject represented in a reel not exceeding 1000 feet in length and for the exhibition of which the approval of the Board of Censors is required. If the subject to be exhibited requires to be continued upon another reel or part thereof, such other reel or part thereof is to be considered another film

2. The approval of the Board of Censors must appear for each subject, and when the same subject is contained in more than one reel, upon each or part thereof.

3. The duty upon each film as fixed by the law is exigible upon each film as hereinabove defined.

WM LEARMONTH,

2620 Clerk Executive Council per interim.

No. 2937.13.

Quebec, 19th June, 1913.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in council, has been pleased, by order dated the 13th June, 1913, to detach from the school municipality of Saint Francis, county of Beauce, part of the lots bearing on the official cadastre of the parish of Saint Francis, the Nos 1309, 1303, 1306 and 1312, situate along the public road which is the division line between the school municipality of Saint Francis, county of Beauce and (Saint Odilon). Cranbourne, county of Dorchester, and bounded on the opposite side by the immovable presently belonging to Mr. Napoléon Maheux, and to annex this territory to the school municipality of Saint Odilon de Cranbourne, county of Dorchester.

2618

The company "Lowry's, Limited" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. John Richardson, of Montreal.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

Quebec, 13th June, 1913.

La compagnie "Read Bros, Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. R. C. McMichael, de Montréal.

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province.

Québec, 13 juin 1913.

2533

Avis

LA BRASSERIE J. M. SPENARD LIMITEE.

Canada,
Province de Québec,
District des Trois-Rivières.

Extrait du procès-verbal d'une assemblée générale spéciale des actionnaires de cette compagnie, tenue aux salles Vanasse, rue du Platon, à Trois-Rivières, le 2 juin 1913.

Il est proposé par M. C. B. Morissette, secondé par M. Alfred Beaudry, et adopté unanimement :

"Attendu que par et en vertu de la charte de la compagnie, le nombre des directeurs a été fixé à cinq ;

"Attendu que lors de la première assemblée générale des actionnaires, en date du 6 mai dernier, il a été décidé de porter le nombre des directeurs à sept, et que les règlements adoptés à cette assemblée comportent, savoir : Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction composé de sept membres."

"Attendu que le règlement autorisant ce changement dans le nombre des directeurs doit être approuvé par le vote des actionnaires représentant au moins les 2/3 en valeur du capital de la compagnie, à une assemblée générale spéciale dûment convoquée à cet effet, et qu'une copie certifiée sous le sceau de la compagnie doit être remise au secrétaire de la province et être publiée dans la "Gazette Officielle de Québec" ;

"Attendu que la présente assemblée a été convoquée dans le but de répondre à cette disposition de la loi, ainsi que les avis de convocation en font foi ;

"Qu'il soit résolu que le paragraphe 1er de l'article 4 des règlements de cette compagnie, concernant le nombre des directeurs soit de nouveau approuvé et adopté et que le secrétaire soit autorisé à faire remise d'une copie certifiée du présent règlement, portant le sceau de la compagnie, à l'honorable secrétaire de la province, et à le faire publier dans la "Gazette Officielle de Québec".

(Signé) L. N. JOURDAIN,

Président.

J. A. TRUDEL,

Secrétaire.

Je, soussigné, secrétaire de la compagnie ci-dessus, certifie par les présentes que le règlement ci-dessus augmentant le nombre des directeurs de la dite compagnie a été soumis le deuxième jour de juin courant et approuvé par le vote des actionnaires représentant les deux tiers en valeur du capital, à une assemblée générale spéciale dûment convoquée à cet effet.

Daté à Trois-Rivières, ce sixième jour de juin mil neuf cent treize.

J. A. TRUDEL,

Secrétaire.

2615

The company "Read Bros, Limited" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. R. C. McMichael, of Montreal.

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

Quebec, 13th June, 1913.

2534

Notice

"LA BRASSERIE J. M. SPENARD, LIMITEE".

Canada,
Province of Québec,
District of Three Rivers.

Extract from the minutes of a special general meeting of the shareholders of the company held at Vanasse Hall, Platon street, in Three Rivers, on the 2nd June, 1913.

Proposed by Mr. C. B. Morissette, seconded by M. Alfred Beaudry, and unanimously adopted :

"Whereas by and in virtue of the charter of the company the number of the directors was fixed at five ;

"Whereas at the time of the first general meeting of the shareholders dated the 6th May last, it was decided to increase the number of directors to seven, and that the by-laws adopted at the said meeting set forth, to wit : The business of the company shall be managed by a board of directors composed of seven members ;

"Whereas the by-law authorizing such change in the number of the directors must be approved by the vote of the shareholder, representing at least the 2/3 in value of the capital of the company, at a special general meeting duly convened for such purpose, and that a certified copy under the seal of the company must be forwarded to the secretary of the province and be published in the "Quebec Official Gazette" ;

"Whereas the present meeting has been convened for the purpose of complying with the said provision of the law as the notices of meeting testify ;

"Be it resolved that paragraph 1st of article 4 of the by-laws of the company respecting the number of the directors be again approved and adopted and that the secretary be authorized to transmit a certified copy of this by-law, bearing the seal of the company, to the Honourable the Provincial Secretary, and to have same published in the "Quebec Official Gazette".

(Signed) L. N. JOURDAIN,

President.

J. A. TRUDEL,

Secretary.

I, the undersigned, secretary of the aforesaid company, hereby certify that the aforesaid by-law increasing the number of the directors of the said company was submitted on the second day of June instant, and approved by the vote of the shareholders representing the two thirds in value of the capital, at a special general meeting duly convened for such purpose.

Dated at Three Rivers, this sixth day of June, nineteen hundred and thirteen.

J. A. TRUDEL,

Secretary.

2616

24 JUIN 1913

Province de Québec.

COMTE DE CHARLEVOIX.

Municipalité du village de la Baie Saint Paul.

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Thomas Cimon, secrétaire-trésorier du conseil municipal de la municipalité du village de la Baie Saint-Paul, qu'une demande sera faite au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec, aux fins d'ériger en municipalité de ville la municipalité du village de la Baie Saint Paul.

1° Le nom de la municipalité de la ville projetée "La ville Baie Saint-Paul."

2° Les limites de la municipalité de la ville projetée couvriront une superficie d'environ douze cents acres et seront les mêmes que les limites actuelles de la municipalité du village de la Baie Saint-Paul, lesquelles sont comme suit : à l'est par la rivière du Gouffre, à partir du confluent du Bras nord-ouest à aller jusqu'à la ligne séparant le No 632 du No 633 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de la Baie Saint-Paul; de là, suivant cette ligne jusqu'à sa rencontre avec celle qui sert de profondeur au No 632, et suivant cette profondeur jusqu'à sa rencontre au nord avec la ligne séparant les Nos 635 et 639 du No 649, cette dernière ligne devant être suivie jusqu'à sa jonction avec la rivière à Renaud; à l'ouest, par la dite rivière à Renaud jusqu'à sa rencontre avec la ligne séparant le No 679 du No 675 du dit cadastre, ligne qui devra être suivie jusqu'à son intersection avec la ligne séparant le No 675 du No 673; au nord, par une ligne droite partant du dit point d'intersection et se terminant à l'angle nord-est de l'emplacement de Charles Tremblay, suivant ensuite la ligne nord du dit emplacement et le prolongeant par une ligne droite jusqu'à sa rencontre avec la ligne séparant le No 698 du No 716, susdit cadastre, à l'ouest par cette dernière ligne jusqu'au sommet de l'angle droit qu'elle forme avec la ligne séparant les Nos 718, 719 et 723 du No 778, susdit cadastre; de là, suivant cette dernière ligne jusqu'à l'angle nord-ouest du dit lot No 778, et à l'ouest partant de cet angle par une ligne droite se terminant à l'angle nord-ouest du No 983 du dit cadastre, au sud-ouest en suivant la grande ligne sud-ouest du dit lot 983 jusqu'à la ligne servant de base au dit lot No 983, et continuant ensuite une ligne droite dans la même direction jusqu'à ce qu'elle rencontre la rive du fleuve Saint-Laurent, au sud par le dit fleuve Saint-Laurent jusqu'à l'embouchure de la rivière du Gouffre, à l'est par la dite rivière jusqu'à l'endroit sur sa rive est de sa rencontre avec l'angle sud-est du No 317 du cadastre susdit; et de là, par une ligne droite traversant le chemin Royal jusqu'à l'angle sud-ouest du No 306, et suivant ensuite la ligne sud-est des Nos 306 et 305 du dit cadastre, jusqu'à la profondeur du dit lot 305, suivant ensuite la ligne nord-est du dit No 305 jusqu'à la route appelée route de Boniface Cimon; et de là, suivant cette route et le chemin auquel elle aboutit jusqu'au ruisseau Rouge qui passe dans la ligne séparant le No 313 du No 308 et suivre ensuite le dit ruisseau jusqu'à sa rencontre avec la ligne séparant le No 368 du No 309 du dit cadastre, et suivre cette dernière ligne en se dirigeant vers le sud-ouest jusqu'à sa rencontre avec la rivière du Gouffre, et de ce dernier point jusqu'à l'embouchure du dit bras nord-ouest par la rivière du Gouffre.

3° Le chiffre de la population tel que constaté par le recensement fait sur l'ordre du conseil de cette municipalité et en date du douze juin mil neuf cent treize, est de deux mille quatre-vingt-quinze habitants.

Province of Quebec.

COUNTY OF CHARLEVOIX.

Municipality of village of Baie Saint Paul.

Public notice is hereby given by the undersigned, Thomas Cimon, secretary treasurer of the municipal council of the municipality of the village of Baie Saint Paul, that application will be made to the Lieutenant-Governor in council of the province of Quebec, for the erection of the municipality of the village of Baie Saint Paul into a town municipality.

1. The name of the municipality of the projected town will be "Town of Baie Saint Paul".

2. The limits of the municipality of the projected town will comprise an area of about twelve hundred acres and will be the same as the present limits of the municipality of the village of Baie Saint Paul which are as follows, to wit: bounded on the east by the river Du Gouffre, starting from the confluence of the Bras Nord-Ouest going to the line separating No 632 from No. 633, of the plan and book of reference of the official cadastre of the said parish of Baie Saint Paul; thence, following that line to its intersection with the one making the depth of No. 632, and following this depth to its intersection on the north with the line separating Nos. 635 and 639 from No. 649, this latter line to be following to its junction with the Rivière à Renaud, on the west by the Rivière à Renaud to its meeting with the line separating No. 679 from No. 675, of the said cadastre, said line to be followed to its intersection with the line separating No. 675 from No. 673; on the north by a straight line starting from the said point of intersection and ending at the north east angle of the lot of Charles Tremblay, thence following the north line of the said lot and continuing it by a straight line to its meeting with the line separating No. 698 from No. 716, of the said cadastre, on the west by this latter line to the summit of the right angle which it forms with the line separating numbers 718, 719 and 723 from No. 778, of the aforesaid cadastre; thence, following this last line to the north west angle of said lot No. 778, and at the west starting from that angle by a straight line ending at the north west angle of No. 983, of the said cadastre, on the south west by following the main line south west of No. 983 to the line marking the base of said lot No. 983, and thence continuing in a straight line in the same direction until it meets the bank of the river Saint Lawrence, on the south by the said river Saint Lawrence to the mouth of the river Du Gouffre, on the east by the said river to the place on the east bank where it meets the south east angle of No. 317, of the cadastre; and from thence by a straight line crossing the King's highway to the south west angle of No. 306, and thence following the south east line Nos 306 and 305, of the said cadastre, to the rear of said No. 305, thence following the north east line of said No. 305 to the road called *Route de Boniface Cimon*; and thence, along that road and the road at which it ends to the creek (*ruisseau rouge*) which passes on the line separating No 313 from No. 308, and thence following the said creek to its meeting with the line separating No. 368 from No. 309, of the said cadastre, and thence following this latter line, running south west to its meeting with the river Du Gouffre, and from this latter point to the mouth of the said Bras Nord-Ouest by the said river Du Gouffre.

3. The number of inhabitants as established by the census taken on the order of the council of the said municipality dated the twelfth day of June, one thousand nine hundred and thirteen is of two thousand and ninety five souls.

4° La municipalité du village de la Baie Saint-Paul, sera érigée en ville, sous l'empire de la "Loi des Cités et Villes" (R. S. Q., 1909).

Donné en le village de la Baie Saint-Paul, ce dix-sept Juin mil neuf cent treize.

(Signé) THOMAS CIMON,
2597 Sec.-trés. dûment autorisé.

4. The municipality of the village of Baie Saint Paul, will be erected into a town under the "Cities and Towns" act." (R. S. Q., 1909).

Given in the village of Baie Saint Paul, this seventeenth day of June, one thousand nine hundred and thirteen.

(Signed) THOMAS CIMON,
2598 Secretary treasury, duly authorized.

Avis de Faillites

{ Province de Québec,
District de Québec. } Cour Supérieure.
No 1422.

Dans l'affaire de Ernest Gregory Odell, marchand de bois, Québec. Insolvable.

Avis est par les présentes donné que le dit insolvable a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le treizième jour de juin 1913, au bureau du protonotaire de la cour supérieure de Québec, suivant la loi.

LARUE & TRUDEL,

(Gardiens provisoires.

Bureaux : Edifice "Dominion",
126, rue Saint-Pierre, Québec.
Québec, 19 juin 1913.

2611

Index de la Gazette Officielle de Québec No 25

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Baudriaux vs Gregoire.....	1358
" Doherty vs Clark.....	1358
" Dwyer vs Savage.....	1356
" Fisette vs Vachon.....	1356
" Garmaise vs Rosen.....	1355
" Gohier vs Leduc.....	1356
" Gratton vs D'Aoust.....	1358
" Hoare vs Stephen.....	1357
" Hurtubise vs Proulx.....	1357

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :— Dme Cook vs Hoore, 1356.

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc. 1331.

ARRÊTÉ EN CONSEIL :—Lois des vues animées, 1377.

ASSOCIATION, ASSURANCE OU SOCIÉTÉ :—L'Association de Prévoyance et de Secours Mutuels des Bouchers de Montréal, 1334 ; "The Canadian Surety Coy", 1334 ; The Mutual Life and Citizens' Assurance Coy, Ltd, 1345.

AVIS :—Demande d'ériger en municipalité de ville la municipalité du village de la Baie Saint-Paul, 1379 ; Etat annuel des Cies d'Assurance, 1334 ; La Brasserie J. M. Spenard, ltée, 1378 ; Montreal Tramway's Coy, 1358.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 1294 ; Conseil législatif, 1351.

COMPAGNIES AUTORISÉES À FAIRE DES OPÉRATIONS :—Lowry's, Ltd, 1377 ; Read Bros, Ltd, 1378.

DÉPUTÉS ELUS :—M. Arthur Trahan, division électorale de Nicolet, 1331 ; M. Lucien Cannon, division électorale de Dorchester, 1331.

Bankrupt Notices

{ Province of Quebec,
District of Quebec } Superior Court
No 1422

In the matter of Ernest Gregory Odell, lumber merchant, Quebec, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the thirteenth day of June, 1913, the said insolvent has made a judicial assignment of his assets for the benefit of his creditors, at the office of the protonotary of the superior court of Quebec, according to law.

LARUE & TRUDEL,

Provisional guardians.

Offices : Dominion Building,
126, Saint Peter street, Quebec.
Quebec, 18th June, 1913.

2521

Index of the Quebec Official Gazette, No. 25.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Landry vs Beliveau	1357
" Létourneau vs Bernard.....	1358
" Mailhot vs Hamel.....	1357
" Maranzzan vs D'Ambrosio.....	1355
" McCanna vs Hill.....	1355
" Proulx vs Therrien.....	1355
" Sylvestre vs Dallaire.....	1356
" Whissell vs Picard.....	1357
" Yampolky vs Wener.....	1355

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :— Dme Cooke vs Moore, 1356.

ADVERTISERS :—Notice to :—Respecting notices, etc, 1331.

ORDER IN COUNCIL :—Moving Picture Law, 1377.

ASSOCIATION INSURANCE OR SOCIETY :—"L'Association de Prévoyance de Secours Mutuels des Bouchers de Montréal", The Canadian Surety Coy, 1334 ; The Mutual Life and Citizens's Assurance Coy, Ltd, 1345.

NOTICE :—Application to erect into village municipality, the municipality of the village of Baie Saint Paul, 1379 ; Annual Statement of Insurance Coys, 1334 ; La Brasserie J. M. Spenard, ltée, 1378 ; Montreal Tramway's Coy, 1358.

PRIVATE BILLS, P.Q. :—Notices respecting the :—Legislative Assembly, 1294 ; Legislative Council, 1351.

COMPANIES AUTHORIZED TO DO BUSINESS :—Lowry's, Ltd, 1377 ; Read Bros, Ltd, 1378.

MEMBERS ELECTED :—Mr. Arthur Trahan, electoral division of Nicolet, 1331 ; Mr. Lucien Cannon, electoral division of Dorchester, 1331.

EXAMEN, BARREAU :—Arthabaska, 1300 ; Bedford, 1359 ; Montréal, 1359 ; Ottawa, 1359 ; Québec, 1360 ; Québec, 1361 ; Saint-François, 1361 ; Saint-François, 1361 ; Trois-Rivières, 1360.

EXAMEN :—Bureau des Examineurs des Mesureurs de Bois, 1351.

FAILLIS :—INSOLVENTS :

Bergeron	1363
Brodeur	1362
Caron	1363
Clément	1362
Cliche	1363
Daoust	1361
Jacob & Cie	1363
Gamelin	1363

LETTRES PATENTES :—

Eastern Canada, Loan & Investment Co, Ltd..	1342
La Cie d'Immeubles Lafontaine	1337
La Cie de Placement Ottawa et Hull	1346
Le Progrès de l'Epiphanie, ltée	1348
N. E. Clément & Cie, ltée	1336

LETTRES PATENTES SUPPLEMENTAIRES :—The Montreal Reform Club, incorporated, 1337.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES :—Saint Adolphe de Dudawell, 1335 ; Canton Fournier—Lac Noir, 1335 ; Cap Saint Martin, 1335 ; Mun. St-François—Saint Odilon de Cranbourne, 1377.

NOMINATIONS :—

Conseil en Loi du Roi :—Wilfrid Bessette, 1332.

Cour des Commissaires :—Municipalité ville de Jonquières, 1332 ; Saint Germain de Grantham, 1332.

Juge de paix :—Montréal, 1331 ; Dorchester, 1332 ; Ottawa, 1332 ; Montreal, 1332.

Par procuration :—Baker, 1335.

NOTAIRES, MINUTES DE, TRANSFÉRÉES :—Louis Jos. Jodoin, 1335.

ORDRES DE COUR :—McKenzie, Ltd vs Assad, 1364 ; Ouellet et al vs Bernier, 1364.

PROCLAMATIONS :—Convocation des Chambres, 1333 ; Nomination de juges de paix :—Comtés de Témiscamingue, Pontiac, Ottawa, Montcalm, 1332.

VENTE PAR LICITATION :—Grothé vs Garceau, 1365.

VENTES PAR LES SHERIFFS

ARTHABASKA :—Ferland et al vs Roy, 1366.

BEAUHARNOIS :—Dorais vs Lefebvre, 1366.

GASPÉ :—Le Crédit Foncier-Canadien vs Dlle Pré-votat, 1367.

JOLIETTE :—Lavallée (Rév.) vs Dugas et al, 1367.

MONTREAL :—La Cité de Montréal vs Smith, 1369 ; Payne vs Roeder, 1368 ; Perreault (Dme) vs Péger, 1368.

EXAMINATION :—BAR :—Arthabaska, 1300 ; Bedford, 1359 ; Montreal, 1359 ; Québec, 1360 ; Québec, 1361 ; Saint Francis, 1361 ; Saint Francis, 1361 ; Three Rivers, 1360.

EXAMINATION :—Board of Examiners of Cullers, 1351.

FAILLIS —INSOLVENTS

Huot (Dme)	1362
Hyams	1361
Latremouille	1364
Macdonald	1363
Murphy Bros	1362
Odell	1380
Turmel	1362

LETTERS PATENT :—

New-York Steam Laundry Coy	1341
Silverzone Chemical Coy, Ltd	1336
Terra Cotta, ltée	1338
The Traders Coy	1345
Ville, Pointe-aux-Trembles annexée, ltée	1340

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT :—The Montreal real Reform Club, incorporated, 1337.

SCHOOL MUNICIPALITIES :—Saint Adolphe de Dudawell, 1335 ; Canton Fournier—Lac Noir, 1335 ; Cap Saint Martin, 1335 ; Mun. St-François—Saint Odilon de Cranbourne, 1377.

APPOINTMENTS :—

King's Council :—Wilfrid Bessette, 1332.

Commissioners court :—Municipality town of Jonquières, 1332 ; Saint Germain of Grantham, 1332.

Justice of the peace :—Montreal, 1331 ; Dorchester, 1332 ; Ottawa, 1332 ; Montreal, 1332.

By a new power of attorney :—Baker, 1335.

NOTARIAL MINUTES TRANSFERRED :—Louis Jos. Jodoin, 1335.

ORDERS OF COURT :—McKenzie Ltd vs Assad, 1364 ; Ouellet et al vs Bernier, 1364.

PROCLAMATIONS :—Parliament convoked, 1333 ; Appointment of justices of the peace :—County of Témiscamingue, Pontiac, Ottawa, Montcalm, 1332.

SALE BY LICITATION :—Grothé vs Garceau, 1365.

SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA :—Ferland et al vs Roy, 1366.

BEAUHARNOIS :—Dorais vs Lefebvre, 1366.

GASPÉ :—Le Crédit Foncier-Canadien vs Dlle Pré-votat, 1367.

JOLIETTE :—Lavallée (Rév.) vs Dugas et al, 1367.

MONTREAL :—The City of Montreal vs Smith, 1369 ; Payne vs Roeder 1368 ; Perreault (Dme) vs Léger, 1368.

OTTAWA :—Arthurs (Dme) vs Thom, 1369.

QUÉBEC :—La Cité de Québec vs Boutet, 1369 ; La Cité de Québec vs Brousseau, 1370 ; La Cité de Québec vs Chinic, 1370 ; Massé vs Leclerc, 1371.

RIMOUSKI :—The Quebec Preserving Co vs Côté, 1371.

ROBERVAL :—Boily vs Lavoie et al, 1372 ; Côté vs Brodeur, 1371 ; Otis vs Tremblay, 1371 ; The Trust & Loan Coy of Canada vs Baribault, 1372 ; The Trust & Loan Coy of Canada vs Lajoie, 1373 ; The Trust & Loan Coy of Canada vs Potvin, 1372.

SAINT-FRANÇOIS :—Ouellette vs Fouchez, 1373 ; Power (Dme) vs Saint Cyr Asbestos Mining Coy, Ltd, 1378.

TROIS-RIVIÈRES :—The Canadian Biscuit Coy, in liquidation, 1375.

OTTAWA :—Arthur (Dme) vs Thom, 1369.

QUÉBEC :—The City of Quebec vs Boulet, 1369 ; The City of Quebec vs Brousseau, 1370 ; The City of Quebec vs Chinic, 1370 ; Massé vs Leclerc, 1371.

RIMOUSKI :—The Quebec Preserving Co vs Côté, 1371.

ROBERVAL :—Boily vs Lavoie et al, 1372 ; Côté vs Brodeur, 1371 ; Otis vs Tremblay, 1371 ; The Trust & Loan Coy of Canada vs Baribault, 1372 ; The Trust & Loan Coy of Canada vs Lajoie, 1373 ; The Trust & Loan Coy of Canada vs Potvin, 1372.

SAINT-FRANCIS :—Ouellette vs Fouchez, 1373 ; Power (Dme) vs Saint Cyr Asbestos Mining Coy, Ltd, 1378.

THREE RIVERS :—The Canadian Biscuit Coy, in liquidation, 1375.

24 JUN 1913

OK
25 JUN 1913